



دراسات دولية

عدد 133/132 . جوان 2017

مجلة دراسات دولية عدد 133/132



ETUDES INTERNATIONALES

N°132/133 . Juin 2017



■ فعاليات ندوة :

الحوار خمسة زايد خمسة
ورهانات الفضاء الأورومتوسطي

■ Actes du colloque :

*Le dialogue 5+5 et les enjeux
géopolitiques euro-méditerranéens*

Revue : Études Internationales N° 132/133



رقم 03308758

ISSN 03308758

جمعية الدراسات الدولية

Association des Etudes Internationales

ÉTUDES INTERNATIONALES

N° 132/133
Juin 2017

Fondateur
Rachid DRISS

Directeur responsable
Ezzeddine KERKENI

Rédacteur en chef
Boubaker BEN FRAJ

ÉTUDES INTERNATIONALES

Dirassat Duwalya

N° 132/133

Juin 2017

Revue trimestrielle

Comité directeur de l'association des études internationales

Ezzeddine Kerkeni	: <i>Président</i>
Salem Fourati	: <i>Vice-président</i>
Boubaker Ben Fraj	: <i>Secrétaire Général</i>
Abdelhamid Bouhawallah	: <i>Secrétaire Général- Adjoint</i>
Adnèn Damergi	: <i>Trésorier</i>
Khaled Bouzguenda	: <i>Trésorier adjoint</i>
Riadh Zghal	: <i>Membre</i>
Mondher Mami	: <i>Membre</i>
Hédi Ben Nasr	: <i>Membre</i>
Moncef Baati	: <i>Membre</i>
Mohamed Aouiti	: <i>Membre</i>

Adresse postale : Association des Etudes Internationales
BP 156 - 1012 Tunis Belvédère.

Adresse du siège : Immeuble Babel- Escalier B. 1^{er} étage
Cité Montplaisir - Tunis

Tel. : (216)71901683 - Fax : (216)71906793

Site web : www.aei-tn.org

Email : aei@topnet.tn

Les articles publiés n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs

Conception : Taoufik Sassi / *Impression* : Simpect

Ce numéro est imprimé avec le soutien de la

Fondation Friedrich Ebert

© Association des Études Internationales

Tunis - Juin 2017

ISSN n° 03308758

Sommaire

■ Editorial par M. Ezzeddine KERKENI	7
■ Actes du colloque : <i>Enjeux méditerranéens : Maghreb - Union Européenne</i>	
I- Note conceptuelle	11
II- Programme	15
III- Allocutions officielles	
□ Allocution de M. Ezzeddine KERKENI, <i>Président de l'A.E.I.</i>	21
□ Allocution de M. Henrik MEYER <i>Représentant Résident de Frederick Ebert à Tunis</i>	27
□ Allocution de M. Sabri BACHTOBI <i>secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.</i>	33
IV- Communications	
□ L'Europe et les points chauds du Maghreb Ahmed OUNAÏES	39
□ Les défis du terrorisme transnational en Afrique du Nord et au Sahel Colonel Dia El hadj ABDERRAHMANE	47
□ « Le dossier Défense du 5+5, une démarche dynamique et féconde » Contre Amiral Jean François COUSTILLIÈRE	63
□ L'UE et la coopération sous-régionale dans le cadre de la politique européenne de voisinage Alexandre ZAFIRIOU	77



□ 5+5 Dialogue International Symposium-Geopolitical Challenges of the Mediterranean Region. Alfred ZARB	83
□ Pour une coopération euro-méditerranéenne basée sur des projets ou Le dialogue 5+5 : des paroles aux actes. Fouad BENDI	91
□ Dérives en Méditerranée : la primauté d'une solution culturelle Abdelaziz KACEM	97
□ La coopération Maghreb- Union européenne, avenir et impact de l'ALECA, les enjeux énergétiques Salah HANNACHI	105
□ La Méditerranée en quête d'un nouveau récit énergétique Gonzalo ESCRIBANO	111
□ Le « Dialogue 5+5 » et les Questions Energétiques. Jomaâ Ben SALAH	121
□ Quel devenir pour le Dialogue 5 + 5 ? Abdelhamid BOUHAWALA	129

V- Rapport général du colloque

Ezzeddine ZAYANI, <i>Rapporteur général</i>	141
---	-----

■ ARTICLES HORS COLLOQUE

□ Les communautés et la ville : Tunis à l'époque moderne Abdelhamid LARGUÈCHE	151
□ A propos de "l'occident et nous et vice-versa" de Abdelaziz Kacem. Par Ahmed OUNAÏES	165
□ Pourquoi la Tunisie tourne t-elle le dos à son continent ? Ezzeddine ZAYANY	171



■ Postface par Boubaker BEN FRAJ	
□ La flamme de l'UMA s'est-elle vraiment éteinte ?	175
■ CHRONOLOGIE	
□ (premier semestre 2017).	179



EDITORIAL

Par Ezzeddine KERKENI¹

Au Moyen-Orient, rendu épicode du terrorisme, Daech et ses affidés sont en train de perdre de plus en plus leurs assises territoriales. En Irak, en Syrie comme au Liban, certains analystes n'hésitent pas à prédire la fin du califat, proclamé à Mossoul le 29 juin 2014.¹

Est-ce à dire que la lutte contre le terrorisme avec toutes ses ramifications et ses formes, qui prend des allures de guerre, pourrait être rapidement gagnée ?

Malheureusement, les dernières attaques terroristes perpétrées au cours de ces derniers mois un peu partout dans le monde démontrent que le terrorisme continue d'écumer, tout aussi bien l'Europe que les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée et que la capacité de nuisance de l'Etat islamique prouvée hors des territoires irakiens et syriens n'est plus à démontrer.

Les menaces qu'il fait peser ainsi sur la sécurité sont autrement plus dangereuses et pourraient même mettre en péril l'intégrité territoriale de certains pays de la région ; et que même s'il recule en Irak et en Syrie, il pourrait s'installer dans d'autres terrains, là où le chaos domine et l'Etat est faible : le cas libyen est à cet égard très édifiant.

Nonobstant la nécessité pour les Etats de définir une stratégie de lutte antiterroriste, reposant

1 Président de l'AEI.

sur une approche globale et une coopération internationale visant notamment les commanditaires et les sources de financement, Il s'agit pour chacun des pays concernés de :

1- Faire face, à brève échéance, et en urgence, au retour massif de vingt- cinq à trente mille combattants étrangers dans leur pays d'origine ou leur embrigadement dans d'autres groupes disséminés au Maghreb, en Afrique, en Europe au Moyen-Orient et en Asie.

Selon certaines sources, plus d'un millier d'entre eux se seraient déjà réimplantés en Europe et des centaines seraient déjà arrivés en Tunisie.

2- Tenir compte du courant de pensée qui anime les terroristes, à savoir : d'abord « islamiser » les territoires arabes, ensuite conquérir le monde ; car même si militairement ils sont vaincus, l'idéologie qui les anime demeure et permet au terrorisme d'essaimer partout telles des métastases.

Cela signifie que la lutte sera longue et doit se déployer d'abord sur le plan des renseignements qui nécessitent une coordination avec les pays du voisinage puisque nous évoluons dans le même champ géostratégique.

Il s'agit ensuite d'engager au niveau national une réflexion globale sur les questions complexes de prévention. Ces questions concernent les actions et réformes qu'il est nécessaire d'engager aux plans social, économique et de l'enseignement, pour lutter contre la précarité, l'ignorance et assurer le développement humain des populations.

La sécurité doit donc faire l'objet d'une approche globale, de longue durée, qui s'appuie sur une stratégie replaçant le citoyen au centre de la démarche sécuritaire.





Actes du colloque
***Le dialogue 5+5 et les enjeux
géopolitiques euro-méditerranéens***
04-05 mai 2017
Tunis

*Organisé par l'Association des Etudes Internationales
en partenariat avec
la Fondation Friedrich Ebert - Tunisie -*



NOTE CONCEPTUELLE

Initialement lancé à Rome en 1990 en tant que cadre informel de dialogue et de concertation entre les pays riverains de la Méditerranée occidentale : cinq pays de la rive nord (Espagne, Italie, France, Malte et Portugal) et cinq pays de la rive sud (Algérie, Libye, Mauritanie, Tunisie et Maroc), le dialogue ainsi désigné sous l'appellation 5+5 n'a été effectivement relancé qu'en 2001.

Depuis, ce forum multilatéral est devenu l'une des plateformes de concertation les plus actives, les plus régulières et les plus agissantes dans la sous-région. L'objectif défini pour ce dialogue étant avant tout de stimuler une coopération multilatérale qui puisse faire de la sous-région un espace commun de paix, de stabilité et de prospérité.

Au fil des années, le 5+5 n'a cessé de diversifier ses champs d'intérêt et ses domaines d'intervention. Des domaines multiples et interdépendants qui tentent de répondre aux préoccupations et attentes partagées par les pays qui en font partie.

Et même si le dialogue politique, les questions de sécurité et de défense, de la gestion des crises ainsi que les problèmes liés à l'émigration irrégulière aussi y demeurent encore prépondérants, le dialogue 5+5 tente d'asseoir une coopération plus soutenue entre pays de la rive Nord et ceux de la rive Sud dans les secteurs de l'économie, du transport, des ressources hydrauliques, des énergies renouvelables et de l'environnement, de l'éducation, la recherche scientifique, le tourisme, la santé et la culture.



Deux sommets, 13 conférences des ministres des Affaires étrangères, 3 des ministres de l'Intérieur, 6 conférences sur la défense, 8 sur le transport, trois sur l'éducation et de l'enseignement supérieur, deux sur la culture, sans parler des dizaines de réunions d'experts dans les divers domaines ; autant de rencontres qui ont instauré une tradition de concertation incontestable entre le Nord et le Sud, même si les résultats de ces rencontres ne furent pas toujours au niveau des attentes des uns et des autres et des défis multiples et complexes auxquels la sous-région fait face, et notamment les pays de la rive Sud :

- L'instabilité politique dans certains pays tels que la Libye et dans la zone subsaharienne.

- Les grandes difficultés économiques et sociales dans les pays du Maghreb : faible taux de croissance.

- Les défis sécuritaires en rapport avec l'instabilité politique et l'extension des mouvements terroristes

- La recrudescence de l'émigration irrégulière transmediterranéenne vers les pays de la rive Nord.

- Les dégradations que subit l'environnement dans toute la zone, la pollution, la rareté des ressources en eau, les changements climatiques et la désertification.

- La raréfaction des ressources en énergie fossiles et l'impératif de développer les énergies renouvelables.

Autant de défis qui nous amènent aujourd'hui dans ce colloque à poser les questions suivantes :

- 1- Jusqu'à quel point le dialogue 5+5 a-t-il atteint les objectifs et missions qui lui furent initialement assignés ?

- 2- De quelle manière s'articule-t-il avec les autres mécanismes multilatéraux ou bilatéraux de coopération interméditerranéens ?

- 3- Jusqu'à quel point a-t-il contribué à créer une dynamique fiable de coopération entre les deux rives du bassin occidental de la Méditerranée.

- 4- Jusqu'à quel point a-t-il contribué à régler les conflits, à atténuer les tensions et les crises politiques et à diminuer les risques sécuritaires ?

- 5- A-t-il contribué à mieux maîtriser les migrations irrégulières et les trafics illicites ?



6- A-t-il réussi à activer la coopération économique entre les pays des deux rives.

7- A-t-il contribué à activer la coopération en matière de préservation de l'environnement, de lutte contre les catastrophes naturelles et des énergies renouvelables ?

8- Quel est le bilan du 5 + 5 dans les domaines de l'éducation, la santé, le dialogue social et culturel.

Autant de questions auxquelles ce colloque organisé en partenariat entre l'Association des études internationales et la fondation Friedrich Ebert va tenter de chercher des réponses.

PROGRAMME

LE DIALOGUE 5+5 ET LES ENJEUX GÉOPOLITIQUES EURO-MÉDITERRANÉENS

Judi 04 Mai 2017

09h00 Accueil et inscription des participants.

09h30 Ouverture du colloque.

*Allocution d'accueil de M. Ezzeddine Kerkeni
Président de l'AEI*

*Allocution de bienvenue de M. Henrik Meyer
représentant de la FES à Tunis.*

*Allocution de M. Sabri Al Bachtobji, secrétaire
d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.*

10h Pause café

10 h 15 : Première séance : *Dimension géopolitique et
sécuritaire.*

Président : M. Salem Fourati

M. Ahmed Ounaies (Tunisie) *«les points chauds
du Maghreb».*

M. El Hadj Dhia Abderrahman (Mauritanie) :
*Les défis du terrorisme transnational en Afrique du
nord.*

M. Jean François Coustilière (France) : *Le
dossier défense et sécurité, une démarche
dynamique et féconde.*

14h30 : Deuxième séance : *Les domaines de la
coopération.*

Président : M. Boubaker Ben Fraj

M. Alexandre Zafiriou (UE) : *L'UE et la
coopération sous-régionale dans le cadre de
la politique européenne de voisinage Domaine
économique et résorption des déséquilibres Nord-
Sud et les questions migratoires.*



M. Roger Albinyana (Espagne) : *Le dialogue 5+5 face aux défis politiques et du développement dans la Méditerranée occidentale.*

M. Abdessalem Htira (Tunisie) : *le « 5+5 » : le Processus EuroMed et l'U.E.*

M. Mongi Boughzala (Tunisie) : *Concurrence et coopération entre les pays des deux rives.*

16h00 : Pause café

16h15 : Troisième séance : *Les domaines de la coopération (suite).*

Présidente : **Mme Riadh Zghal**

M. Alfred Zarb (Malte) : *Malta's presidency : Priorities and migrations.*

M. Foued Bendi (Maroc) : *Pour une coopération euro-méditerranéenne basée sur des projets.*

M. Abdelaziz Kacem : *Dérives en Méditerranée ; la primauté d'une solution culturelle.*

M. Salah Hannachi (Tunisie) : *L'Accord de Paris de la COP 21 sur le Changement Climatique : Une Responsabilité et une Opportunité Euro-africaine.*

Vendredi 05 Mai 2017

09h15 : Cinquième séance : *les enjeux énergétiques.*

Président : **M. Ezzeddine Kerkeni**

M. Gonsalo Escribano (Allemagne) : *The political implications for North Africa of a changing global and European energy landscape.*

M. David Jalilvand (Allemagne) : *Energy and Geopolitics : Change and Challenges in the Middle East and North Africa.*

M. Jomaa Ben Salah (Tunisie) : *les questions énergétiques et le Forum 5+5.*

10h20 : Pause café

10h35 : Panel jeunes : *Les rapports euro-méditerranéens au regard des jeunes.*

Intervenants : **Mme Aida Féhri, M.W. Youssef Blaiech, M. Thameur Dhaouafi**



11h10 : Table ronde : *Quelles perspectives pour le dialogue 5+5, à court, moyen et à long termes*

Coordinateur : M. Abdelhamid Bouhaouala (AEI)

Rapporteur : M. Ezzeddine Zaiani

13h00 : Clôture du colloque



ALLOCUTIONS OFFICIELLES

ALLOCUTION DE MONSIEUR

EZZEDDINE KERKENI

Président de l'AEI

Monsieur le secrétaire d'Etat des Affaires étrangères
Monsieur le représentant résident de la Fondation
Friedrich Ebert à Tunis.

Mesdames, messieurs, honorables invités.

Il m'est agréable de vous souhaiter la bienvenue et vous adresser mes vifs remerciements pour avoir répondu à l'invitation de l'Association des études internationales et de la Fondation Friedrich Ebert qui organisent en partenariat ce colloque international, sur le thème : le dialogue 5+5 et les enjeux géopolitiques dans la région euro-méditerranéenne.

Je saisis cette opportunité et ce rendez-vous devenus annuels, pour exprimer au nom de l'Association notre reconnaissance pour le soutien moral et matériel, toujours renouvelé, de la présidence de la République, et du ministère des Affaires étrangères ; ceci sans aucune tutelle administrative, sans interférence dans le choix totalement libre de nos activités, et sans aliéner notre liberté de pensée, jalousement défendue depuis la création de l'Association le 5 novembre 1980 par son fondateur le militant feu Rachid Driss, dont je salue la mémoire, et ses compagnons de route parmi lesquels l'historien Khelifa Chater.

Mes remerciements s'adressent également à la Fondation Friedrich Ebert et son représentant en Tunisie, M. Henrik Meyer, ainsi qu'à ses collaborateurs. Leur contribution



ne nous a jamais fait défaut et le soutien de la Fondation est une marque de confiance à laquelle l'AEI est infiniment sensible.

Permettez-moi de vous dire également le plaisir de compter parmi nous toutes les personnalités et tous nos amis ici présents, qui, j'en suis certain, sont habités par un espoir commun : celui d'une meilleure compréhension de nos difficultés réciproques, celui de voir dissiper les malentendus qui parasitent les consciences. C'est ce même espoir qui a présidé au choix du thème de notre colloque.

Le dialogue 5+5 éclaire les relations entre les pays des deux rives de la Méditerranée : des relations où la littérature et l'histoire se mêlent allègrement de géopolitique.

En effet, lancé à Rome en 1990 en tant que cadre informel de dialogue et de concertation entre les pays riverains de la Méditerranée occidentale, et relancé en 2001, l'objectif de ce forum multilatéral est de stimuler une coopération qui puisse faire de la sous-région un espace commun de paix, de stabilité et de prospérité.

Deux sommets, 13 conférences des ministres des Affaires étrangères, 3 des ministres de l'Intérieur, 6 conférences sur la Défense, 8 du Transport, 3 de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, 2 de la Culture, sans parler des dizaines de réunions d'experts dans les divers domaines ; quel bilan ?

Les résultats de ces rencontres sont-ils au niveau des attentes, au niveau des défis complexes auxquels la sous-région fait face ?

Au premier rang de ces défis se trouve évidemment la question de la sécurité qui nous interpelle.

En effet, lorsqu'un attentat frappe à Paris, à Madrid, à Tunis ou ailleurs à Londres, Berlin ou à New York, nous sommes tous concernés. Mais il ne suffit pas de le dire.

Est-on prêt à arrêter et faire arrêter toutes les concessions faites à ceux qui sont les commanditaires

avérés ? Est-on prêt à agir ensemble pour l'étouffement des foyers des extrémistes en les privant de financement et pour mettre à bas leur arsenal, idéologique et médiatique, qui délibérément conduit à la violence ?

Les effets néfastes de l'injustice internationale ne constituent-ils pas un autre terreau qui produit inévitablement l'extrémisme violent ?

Le sous-développement et ses corollaires dans nos pays du Maghreb comme le sont le chômage de masse, surtout celui des jeunes diplômés, la marginalisation des régions, le népotisme, la pauvreté extrême de beaucoup de citoyens ne sont-ils pas des fertilisants pour la radicalisation ?

Par ailleurs, n'est-ce pas une partie, certes jusque-là minoritaire, des sociétés européennes, marquées par l'hostilité que nourrit l'extrême droite, qui assume également une part de responsabilité dans la radicalisation des jeunes émigrés ?

En réservant un accueil médiocre par xénophobie primaire aux émigrés et leurs descendants, ne les pousse-t-on pas au repli communautaire, qu'il soit linguistique ou religieux, favorisant ainsi l'intégrisme ?

Que faire pour lutter contre ce fléau qu'est le terrorisme nourri à diverses sources ? Quel traitement ?

L'action policière et militaire pour combattre et réduire les foyers terroristes est évidemment nécessaire, mais elle reste cependant limitée.

Le processus préventif qui vise à empêcher l'apparition de l'extrémisme violent est de loin le plus important. Il ne se fait pas dans l'urgence, mais dans la durée ;

Il exige des actions d'envergure visant notamment :

- 1 La réforme de l'éducation
- 2 Le développement économique pour lutter contre la pauvreté.
- 3 La lutte contre l'économie informelle et le trafic transcontinental souvent liés au terrorisme.

4- La bonne gouvernance.

Mais tout cela n'exige-t-il pas un soutien mutuel et une coopération bien réfléchié entre les 5+5 ? Quel bilan et quelles perspectives à ce sujet ?

D'autres défis sont à relever et qui constituent des menaces pour toute la région, à savoir :

- La situation en Libye.
- La recrudescence de l'émigration irrégulière vers les pays de la rive Nord.
- La dégradation que subit l'environnement, la pollution, les changements climatiques.
- La raréfaction des ressources en énergie fossiles et l'impératif de développer les énergies renouvelables.

Autant de défis qui nous amènent à nous interroger :

Y a-t-il, vraiment, d'abord, entre les cinq pays maghrébins, une véritable entente pour fonder une stratégie sous-régionale de paix et de développement en rapport avec la fraternité et la solidarité naturelle des peuples du Maghreb?

Jusqu'à quel point le dialogue 5+5 -a-t-il contribué à créer une dynamique fiable de coopération entre les deux rives du bassin occidental de la Méditerranée?

De quelle manière s'articule le dialogue 5+5 avec les autres mécanismes multilatéraux ou bilatéraux de coopération interméditerranéens ?

En raison de tous ces défis, ces enjeux, ces menaces, nos deux rives sont appelées plus qu'avant, à œuvrer aussi pour combler un déficit de compréhension.

L'incompréhension et l'ignorance entretiennent les amalgames et les malentendus, comme la confusion entretenue par certains milieux entre islam et islamisme, ou celle entre l'enseignement de la langue arabe dans certains pays européens et le prosélytisme.



De ce point de vue, l'échange culturel n'est-il pas une priorité à laquelle il faut s'atteler ?

La présence parmi nous d'éminents experts est une excellente opportunité pour approfondir le débat et développer la réflexion sur ces questions et d'autres qui sont mentionnées dans le programme.

Je termine par une conclusion empruntée à l'écrivain et poète Abdelaziz Kacem (qui se trouve parmi nous) dans son ouvrage récent intitulé : l'Occident et nous et vice-versa :

Je cite : « Et je continue de rêver d'une Europe moins frileuse, une Europe moins recroquevillée sur sa géographie, plus consciente de sa grande histoire, une histoire à laquelle le Maghreb en général et la Tunisie en particulier se sentent organiquement liés. Nous avons plus besoin d'humanisme que d'humanitaire, parce que nous sommes des Européens historiques, parce que nous avons vocation à réadhérer tôt ou tard à ce vieux continent qui porte le nom d'une princesse de chez nous. A défaut d'être frère de sang, nous sommes beaux-frères » (fin de citation).

Je vous remercie.

ALLOCUTION DE MONSIEUR

HENRIK MEYER

Représentant de la Fondation
"Friedrich-Ebert-Stiftung" (FES) à Tunis

Monsieur le secrétaire d'Etat,

**Monsieur le Président de l'Association des études
internationales,**

Honorables invités ;

**Chers intervenants, chères participantes, chers
participants,**

Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un réel et agréable plaisir de vous souhaiter à tous la bienvenue à ce colloque international que l'Association des études internationales (AEI) organise en partenariat avec la Fondation Friedrich Ebert (FES) et qui sera consacré, cette année, au « Dialogue 5+5 et les enjeux géopolitiques euro-méditerranéens ».

Je voudrais tout particulièrement exprimer mes chaleureux mots de bienvenue à M. Sabri Bachtobji, secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, qui a bien voulu partager avec nous cette session inaugurale de notre rendez-vous annuel. Le ministère des Affaires étrangères confirme, par sa présence parmi nous, l'engagement de la Tunisie à conforter nos efforts communs visant à asseoir une coopération gagnant-gagnant entre les deux rives de cette Mare nostrum et atteste de son adhésion aux principes défendus par le dialogue 5+5 en tant que forum multilatéral



qui œuvre à faire de la sous-région un havre de paix et un espace commun de stabilité et de prospérité.

Je voudrais aussi dire à tous nos honorables invités qui ont choisi de partager avec nous ces deux jours de débat et de réflexion, toute ma joie et ma satisfaction de vous voir si nombreux autour de nous. Merci d'avoir répondu positivement à notre invitation. Votre participation atteste de l'intérêt personnel et professionnel que vous n'avez jamais cessé d'accorder à notre région et au bien-être de nos populations.

Honorables Invités ;

Mesdames et Messieurs ;

Permettez-moi de rappeler, pour ceux d'entre vous qui ne le savent pas encore, que le Bureau de Tunis de la Fondation Friedrich Ebert travaille dans le respect scrupuleux de nos valeurs partagées de liberté, de justice et de solidarité. Fidèle aux fonctions de l'organisation politique mère, la plus ancienne fondation politique du monde, l'antenne Tunisie de la FES œuvre, conformément aux objectifs fixés, pour l'instauration d'une société libre et solidaire qui promeut l'égalité des chances en matière de participation politique, économique, sociale et culturelle, sans distinction d'origine, de sexe ou de religion. Les questions relatives aux partenariats stratégiques et au voisinage euro-méditerranéen occupent, également, une place de choix dans nos programmes de travail. La FES travaille beaucoup en Tunisie en soutenant en solidarité ses partenaires, mais nous considérons aussi comme notre tâche d'informer des décideurs politiques en Allemagne, de les fournir avec une image véritable de ce qui se passe en Tunisie et dans la région. Des échanges entre le milieu académique et le milieu politique sont, pour cette raison, très importants. Notre colloque procède de cette vision qui privilégie la discussion franche et le débat politique et scientifique ouvert.



C'est alors dans ce cadre et avec notre partenaire l'Association des études internationales que nous nous efforçons dans le cadre de ces rencontres d'enrichir le débat autour des différents thèmes stratégiques entre les décideurs, le milieu académique et les acteurs associatifs.

Honorables Invités ;

Mesdames et Messieurs ;

Les profondes mutations qui s'opèrent aujourd'hui sous nos yeux au plan géopolitique nous interpellent au plus haut niveau et nous propulsent au cœur de défis majeurs auxquels nous devons, ensemble, faire face. L'actualité plutôt morose, qui se déroule devant nous, nous rappelle, à chaque instant, qu'il n'y a point lieu aujourd'hui de solutions individuelles et encore moins celles unilatéralement imposées ou exécutées.

Je me félicite que, seize ans après sa naissance, le Dialogue 5+5 tient toujours la route. Il capitalise ses gains, corrige sa trajectoire et diversifie ses champs d'intérêt. Chemin faisant, il a varié ses domaines d'intervention et s'est octroyé de nouveaux outils d'action dans le but de consolider le processus de coopération régionale et apporter les meilleures solutions possibles aux enjeux géopolitique et sécuritaire énormes qui secouent notre espace commun ; aux fins de répondre aux préoccupations et attentes partagées des populations des pays qui y ont souscrit.

Il est indéniable que le champ d'action du dialogue 5+5 a été longtemps, et un peu trop lourdement, investi par le dialogue politique, les questions de sécurité et de défense, la gestion des crises et les problèmes liés à l'émigration irrégulière. Des dossiers importants certes, mais qui ont nécessité, au vu des résultats enregistrés, l'introduction d'aménagements de fond au sein même du processus. En effet, nous assistons, avec grande satisfaction et à juste titre, à l'extension des domaines de coopération à l'économie, au transport, aux ressources hydriques, aux énergies

renouvelables et à l'environnement, à l'éducation, à la recherche scientifique, au tourisme, à la santé et à la culture.

Cependant, il nous revient, aujourd'hui, de nous interroger sur le bilan de notre action commune pour savoir si nous avons, oui ou non, atteint nos objectifs et à quel degré ?

Les résultats enregistrés seraient, selon toute vraisemblance, en deçà de nos attentes, notamment dans les pays de la rive sud de la Méditerranée qui rencontrent des défis sérieux, de nature complexe alliant l'instabilité politique aux difficultés économiques et sociales, des défis sécuritaires en rapport avec l'instabilité politique et l'extension des mouvements terroristes, la recrudescence de l'émigration irrégulière vers les pays de la rive Nord, les dégradations de l'environnement, la pollution, la rareté des ressources en eau, les changements climatiques et la désertification, la raréfaction des ressources en énergie fossile et l'impératif de développer les énergies renouvelables.

Toutes ces problématiques sont inscrites à notre ordre du jour. Elles feront l'objet du débat qui nous réunit, aujourd'hui et demain. Ensemble, nous passerons au crible le dialogue 5+5 dans le but d'en mesurer les répercussions et en évaluer les retombées. Notre interrogation portera sur son efficacité, ses mécanismes et son rendement : jusqu'à quel point le dialogue 5+5 a-t-il atteint les objectifs et missions qui lui ont été initialement assignés ? De quelle manière s'articule-t-il avec les autres mécanismes multilatéraux ou bilatéraux de coopération interméditerranéens ? Jusqu'à quel point a-t-il contribué à créer une dynamique fiable de coopération entre les deux rives du bassin occidental de la Méditerranée ? Jusqu'à quel point a-t-il contribué à atténuer les tensions et les crises politiques et à diminuer les risques sécuritaires ? A-t-il contribué à mieux maîtriser les migrations irrégulières et les trafics illicites ? A-t-il réussi à activer la coopération économique entre les pays des deux rives ? A-t-il contribué à activer la coopération en matière de préservation de l'environnement, de lutte contre les catastrophes naturelles et de développement des énergies



renouvelables ? Quel est le bilan dans les domaines de l'éducation, la santé, le dialogue social et culturel ?

Les questions sont multiples. Elles sont toutes légitimes et méritent que nous nous y attardions dans nos efforts de prospection des réponses les plus adéquates aux enjeux géopolitiques euro-méditerranéens. La participation d'experts, de diplomates, de hauts responsables et de chercheurs universitaires constitue, à cet égard, une garantie supplémentaire pour enrichir le débat et approfondir la réflexion sur les thématiques examinées. Et laissez-moi souligner en tant que représentant d'une organisation allemande que l'importance de formats comme le dialogue 5+5 qui permettent un dialogue politique constructif pour contribuer à la stabilité régionale de l'Afrique du Nord est de plus en plus reconnue et fait partie des réflexions stratégiques de la politique étrangère de l'Allemagne.

La table ronde qui conclura les travaux du colloque fixera, je l'espère, les contours des perspectives d'avenir pour le dialogue 5+5, à court, moyen et long termes. Il en va de même pour le panel jeunes qui promet, lui aussi, de nous offrir un regard nouveau et autrement plus « frais » sur les rapports euro-méditerranéens. Je suis impatient, comme beaucoup d'entre vous, de prendre connaissance des délibérations.

Honorables invités ;

Mesdames et Messieurs ;

Permettez-moi, avant de clore mes propos, d'exprimer, encore une fois, ma gratitude à notre partenaire l'AEI pour sa contribution précieuse à l'organisation de ce colloque et pour avoir inscrit ce rendez-vous annuel dans son programme de travail et lui avoir assuré toutes les conditions du succès.

J'adresse, également, mes remerciements à tous les participants et les intervenants, pour la plus-value qu'ils auront apportée aux débats, sans oublier ma collègue et



collaboratrice Malek Lamine qui a largement contribué, en bonne entente avec l'équipe de l'AIE, à la bonne organisation de cet évènement.

Je souhaite plein succès à nos travaux et vous remercie de votre attention.



ALLOCUTION DE MONSIEUR

SABRI BACHTOBI

Sécretaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères

Excellence ambassadeur Ezzeddine Kerkeni,
président de l'Association des Etudes Internationales ;
Monsieur Henrik Meyer, représentant de la Fondation
Friederich Ebert,
Excellences,
Honorables invités,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi, tout d'abord, de remercier les illustres organisateurs de ce colloque international, fruit d'un partenariat traditionnel mais non moins innovant entre l'Association des études internationales et la Fondation Friedrich Ebert, pour avoir invité le ministère des Affaires étrangères à apporter sa contribution à une thématique d'une actualité pressante, celle des défis géopolitiques dans la région euro-méditerranéenne appréhendés sous le prisme du Dialogue 5+5.

Sans s'attarder sur le diagnostic. Un constat s'impose d'emblée. C'est que notre région euro-méditerranéenne traverse des moments des plus difficiles, notamment dans son flanc sud : instabilité politique, conflits armés, menaces terroristes, crises humanitaires, flux migratoires difficilement contrôlables, les effets néfastes tant visibles des changements climatiques... La liste, hélas, est loin d'être close.



Notre Méditerranée semble, aujourd'hui, bien éloignée de son idéal. Celui d'être un espace d'opportunités plus qu'une source grandissante de menaces et de défis : un repli identitaire, avec son lot d'incompréhension et de rejet de l'autre ne cesse de gagner du terrain et des barrières tangibles et invisibles qui se dressent de part et d'autre, multipliant les risques d'approfondir les fractures que tant d'efforts ont été consentis pour les combler.

La Tunisie, qui a toujours milité pour une intégration régionale plus effective et inclusive, n'a cessé, à tous les niveaux, d'interpeller ses partenaires sur cette situation, plaidant pour que la dimension méditerranéenne gagne en intérêt et en substance.

Elle n'est pas heureusement seule dans cette entreprise. Tant de pays et d'instances dans la région, au regard des défis à relever, s'emploient à mettre à profit les cadres de coopération existants que ce soit bilatéralement ou sur le plan multilatéral en quête de solutions à même d'asseoir les bases sur lesquelles une paix, une stabilité et une prospérité durable pourraient se constituer.

A m'en tenir au cadre du Dialogue 5+5, auquel la cogitation du moment nous astreint, je tiens à souligner que ce forum, tout informel qu'il soit, permet, comme il a toujours su le faire, d'entretenir la concertation entre ses différents membres aussi bien sur le plan diplomatique que dans les sphères non moins importantes de la défense, des affaires intérieures, du transport, du tourisme ou de la culture.

L'homogénéité du groupe 5+5, formé de quatre pays de l'arc latin européen (Portugal, Espagne, France, Italie) auquel s'ajoutent Malte et les cinq pays membres de l'Union du Maghreb Arabe, aide à maintenir debout l'édifice et à lui conférer une personnalité propre. Les résultats réalisés jusqu'ici peuvent paraître modestes, mais ils puisent dans une volonté commune d'aller de l'avant et de donner de l'épaisseur à l'exercice.



Des synergies et des complémentarités restent toutefois à renforcer – et d’une manière constante – avec l’Union européenne et l’Union pour la Méditerranée, particulièrement dans les domaines de l’investissement, du développement durable, de la jeunesse et de la culture, et ce, afin d’assurer un développement plus harmonieux dans la région.

Mesdames et Messieurs,

Les défis que nous pose la situation géopolitique dans notre espace nous incite à faire montre de plus d’imagination et de créativité dans notre approche.

Nos réponses se doivent de :

- dissiper les incertitudes politiques, souvent associées aux transitions démocratiques ;
- relancer l’économie et apaiser les tensions sociales en créant plus d’emplois, à même de résorber les inégalités régionales et les taux élevés de chômage ;
- dresser des remparts devant la montée des menaces sécuritaires dans la région, et ce, dans le cadre d’une concertation plus étroite avec toutes les parties concernées en vue d’apporter une réponse globale à des défis complexes (terrorisme, extrémisme violent, etc.)
- stabiliser la région à travers des solutions politiques viables aux conflits existants notamment en Syrie et en Libye ; et encourager tous les efforts pour relancer le processus de paix au Proche- Orient.
- donner de l’espoir à la jeunesse euro-méditerranéenne à travers une meilleure participation à la vie politique et économique ; l’avenir de notre espace méditerranéen commun ne peut se concevoir sans la force vive de sa jeunesse qui doit être placée au cœur de notre action commune.

C’est, en effet, ce que la Tunisie s’emploie à faire, en collaboration avec l’Union européenne, à la suite du lancement, en décembre dernier, du partenariat dédié aux

jeunes et destiné à promouvoir en particulier l'éducation, l'emploi, la croissance économique, le développement régional ainsi que la mobilité des jeunes dans la cadre du Programme horizons 2020.

Le cadre du Dialogue 5+5 est mis à profit afin de soutenir cette initiative, car nous croyons qu'un tel partenariat contribuera substantiellement à la lutte contre les préjugés, le rejet de l'autre, la xénophobie et les extrémismes.

Aussi, devrions-nous favoriser les campagnes d'acceptation et de connaissance mutuelles entre nos sociétés et nos populations, à travers des campagnes puisant dans notre patrimoine culturel et historique commun très riche en échanges entre les deux rives de la Méditerranée.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais en guise de conclusion insister sur la nécessité si ce n'est l'obligation qui nous incombe de créer des relais entre ce que nos pays entreprennent comme actions dans le cadre de leur coopération intergouvernementale et les composantes de la société civile dans l'espace euro-méditerranéen, en faveur de l'intégration de cet espace.

Il est crucial que nos concitoyens parviennent à percevoir les efforts menés, en cueillir les fruits, mais surtout adhérer à l'œuvre de construction de cet espace qui devra toujours guider nos politiques et notre démarche.

Je vous remercie de votre attention.

COMMUNICATIONS

L'EUROPE ET LES POINTS CHAUDS DU MAGHREB

*Ahmed OUNAÏES*¹

L'instabilité de la région s'explique, à première vue, par la guerre sans fin qui se poursuit en Libye, par la dégradation de la situation sociale et l'ampleur de l'économie informelle, ainsi que par l'insécurité née de la menace terroriste. Plus au fond, la région traverse une phase de transition globale touchant la gestion politique, l'économie, l'éducation, les secteurs sociaux, l'état des villes et l'environnement. Nous constatons l'avènement d'une génération qui manifeste des exigences tout autres relativement au politique et à l'existential. A la faveur de la révolution qui a éclaté en 2011 et qui a ébranlé les régimes arabes de bout en bout, les peuples élèvent la voix, bravent l'autorité et n'acceptent plus de vivre dans la précarité, dans l'incertitude et dans des villes passablement délabrées et polluées ; ils placent les gouvernements sous tension¹.

La transition se développe sur le fond de rapports intermaghrébins bloqués, loin de répondre aux nécessités d'une coopération régionale en rapport avec la fraternité et la solidarité naturelle des peuples du Maghreb. Les tensions évidentes entretiennent un climat de méfiance, sinon d'hostilité. Dans le fond, nous vivons une crise complexe où interfèrent la guerre civile larvée en Libye, un problème de gouvernance et l'absence d'une entente régionale.

Si les points chauds appellent des mesures d'urgence, la réponse fondamentale à l'instabilité tient à

1. Ancien ministre - Ancien ambassadeur - Tunisie.



l'amélioration de la gouvernance et à l'affirmation d'une politique d'entente et de coopération régionale, la seule qui permette de sortir de l'incertitude, de voir clair et de garantir la sécurité, la stabilité et l'essor du Maghreb. Les compétences nationales et les partenaires internationaux sont en mesure de contribuer à surmonter les problèmes qui restent surmontables.

Pour l'Europe, le Maghreb est un des foyers du terrorisme jihadiste et l'une des voies de passage de la migration qui, l'un et l'autre, menacent la stabilité et la sécurité européennes. Pour les pays du Maghreb, l'Europe constitue un partenaire essentiel relativement à la garantie de sécurité, à la coopération et aux échanges : pour les opérateurs économiques, pour la jeunesse et pour les élites, le visa Schengen occupe une place prépondérante.

Les points chauds

La persistance du conflit en Libye entretient un climat d'insécurité générale. L'anarchie libyenne prolonge le drame des réfugiés (plus de deux millions) et offre un champ propice pour le terrorisme jihadiste, la migration illégale, l'infiltration de l'espace maghrébo sahélien, le renforcement de Boko Haram et les trafics de tout ordre : pétrole, armes, drogue, prises d'otages, traite, etc. Le conflit libyen peut être résumé dans cinq facteurs principaux :

1. A la base, l'affrontement entre les démocrates et les islamistes qui, les uns et les autres, se sont dotés de forces armées pour imposer l'ordre politique futur et qui revendiquent chacun une légitimité basée sur les deux élections nationales, aux résultats contestés, du 7 juillet 2012 et du 25 juin 2014 ;
2. L'interférence de forces extérieures qui alimentent l'affrontement : le Qatar et la Turquie, d'une part, l'Egypte et les EAU, d'autre part ;

3. L'intrusion des deux principales forces du terrorisme jihadiste : AQMI et DAECH ; ces forces bénéficient de soutiens parmi certains pays de la région, avant de subir un retournement qui, aujourd'hui, les isole dans le contexte régional et mondial ;

4. L'échec des médiations extérieures : le représentant personnel du secrétaire général des NU, chargé de promouvoir un règlement politique en vertu des résolutions du Conseil de sécurité, a abouti à un accord politique signé le 17 décembre 2015 à Skhirat et avalisé par le Conseil de sécurité, mais dont la mise en œuvre est bloquée ; la médiation tunisienne, endossée par l'Égypte et l'Algérie, consiste à amender les paragraphes de l'accord qui font obstacle au consensus national libyen ; l'initiative, approuvée par les principaux acteurs, y compris les tribus, pourrait ouvrir la voie à un règlement mettant fin à l'affrontement armé. Deux conditions : admettre que l'issue militaire est vaine et reconnaître les islamistes non seulement en tant que minorité politique au Parlement, mais aussi en tant qu'acteur légitime dont l'existence ne sera pas menacée par les majorités parlementaires futures ; l'initiative est en acte depuis février 2017 ;

5. Les rivalités internationales qui convoitent le contrôle des ressources énergétiques de la région ; l'intervention militaire de l'OTAN qui, entre mars et octobre 2011, avait mis fin au régime de Kadhafi, avait évincé la Russie et la Chine ; cette exclusion est refusée par la majorité des pays de la région.

L'autre point chaud est le **terrorisme jihadiste**.

Le jihad islamique, promu au rang de combattant stratégique sur le front afghan contre l'URSS, prend un nouveau souffle avec la nouvelle invasion de l'Afghanistan par les Etats-Unis en 2001, puis avec la guerre d'Irak en

2003, enfin à l'avènement du printemps arabe en 2011. La crise syrienne élève DAECH au rang d'une institution qui dépasse les luttes locales, qui fonctionne en réseau et qui ose un jihad mondialisé.

La montée fulgurante du jihad islamique est-elle une surprise stratégique ?

1. Dans le monde arabe, tout affaiblissement du pouvoir fait aussitôt surgir des chefs jihadistes qui, très vite, mobilisent un appareil relativement puissant et déclarent l'objectif d'islamiser la société ; potentiel dormant à l'affût du pouvoir, le jihad s'est manifesté au Maghreb et au Machrek ;
2. Le jihad s'inscrit d'emblée dans l'hostilité radicale aux dirigeants locaux, déclarés ennemis de l'islam, et à l'Occident qualifié de mécréant (*kafir*) ;
3. Sur le front irakien, le jihad lancé contre les forces de la coalition se prolonge en une guerre des sectes – *shia* et *sunna* – puis en un affrontement d'envergure contre les régimes de Bagdad et de Damas, ignorant la priorité de la cause palestinienne ; le jeu des antagonismes sur le vaste théâtre du Machrek lui procure des alliances régionales et occidentales qui, pour un temps, lui offrent des concours inespérés en argent, en armes et en logistique ;
4. L'affrontement oppose les armées nationales de Syrie et d'Irak contre des hordes jihadistes puissamment armées qui pratiquent des méthodes radicales indifférentes aux lois de la guerre et qui revendiquent un caractère sauvage (*tawahuch*) ; attaques-suicides, mitraillages, bombes humaines : ces méthodes débordent le théâtre du Machrek et envahissent le Maghreb et l'Europe ; l'Etat islamique implanté aux confins irako-syriens prend l'envergure d'un acteur international redoutable ;
5. Les flux de volontaires qui s'enrôlent sous la bannière du jihad proviennent de près de 80 pays. Les



combattants étrangers s'élèvent à 25.000 (source USA en 2015), sur un effectif global de 100.000 selon les sources locales rapportées par Abdel Bari Atwane. L'Europe occidentale entre pour 4.000 à 6.000 combattants, autant que le Maghreb.

La Tunisie occupe une place disproportionnée dans cette mobilisation en raison de l'engagement du gouvernement dirigé par le parti Ennahdha en 2012 et 2013, des conditions sociales précaires des jeunes (enrôlés pour 4000\$) et du procès Islam-Occident auquel la jeunesse tunisienne est particulièrement sensible. DAECH désigne spécialement les Tunisiens, de préférence à d'autres, pour exécuter les opérations terroristes dirigées contre les Européens. Ce ciblage, qui vise à ternir le choix démocratique de la Tunisie – contre-exemple de la société islamique – n'a pas rompu la confiance et la coopération établies entre les Européens et la Tunisie démocratique.

A ce stade, cinq problèmes requièrent des actions étroitement coordonnées contre le terrorisme jihadiste : la lutte, la prévention, le retour des combattants, les cellules dormantes et la liquidation du phénomène jihadiste. A ce titre, la coordination est de mieux en mieux rôdée, et porte ses fruits.

Cependant, si la lutte contre l'islam radical fait l'unanimité, la question de l'islam politique n'est pas tranchée ; les occidentaux soutiennent en Syrie les mouvements armés représentant ce qu'ils qualifient d'islam modéré, c'est un pas dans l'inconnu : il faut méditer le précédent de l'alliance obscure avec Ben Laden lors du premier front afghan. Dans le Maghreb, les partis islamiques se dérobent sur les questions de fond : le principe de l'Etat islamique (Califat) ; l'égalité des droits (Homme/Femme, croyant/non croyant, musulman/non musulman), la question des valeurs (les libertés, la vie, les bombes humaines). Avec les islamistes, nous gérons à vue d'œil, dans un clair-obscur. La lutte commune contre le terrorisme ne saurait suffire à

éliminer à l'avenir la résurgence du jihadisme : un effort éducatif est attendu du monde de l'islam et un plus grand respect des droits des sociétés islamiques s'impose de la part du monde occidental (droits du peuple palestinien et statut de Jérusalem). La politique de prévention ne saurait sous-estimer ces impératifs qui représentent une dimension du dialogue entre l'Islam et l'Occident.

Le troisième point chaud est la **migration illégale**. Aux flux des migrants économiques africains qui déjà assaillent l'Europe à travers la Méditerranée, s'ajoutent depuis 2011 les masses de réfugiés du Moyen-Orient. Dans la situation européenne difficile, avec un taux de chômage élevé, la migration et les actes terroristes empoisonnent le climat politique. La crise met à l'épreuve le système européen dans sa cohésion, ses capacités et ses principes. L'extrême droite s'en empare pour mieux enraciner la thèse xénophobe.

Les trois routes méditerranéennes – orientale vers la Turquie et la Grèce, centrale via la Libye, occidentale via le Maroc – convoient 49.500 migrants en 2010, 352.000 en 2016 et une pointe de plus d'un million en 2015. Les formules de contrôle, de relocalisation, de répartition entre pays membres, de rapatriement, de rétention négociée avec la Turquie, sont loin de répondre à l'ampleur de la crise. La part du Maghreb dans la crise migratoire n'est pas négligeable. Les chiffres rapportés par l'Annuaire de la Méditerranée témoignent d'une pression qui s'accroît d'année en année.

La crise migratoire repose la question de la paix dans le voisinage européen en termes tragiques. Pour les pays du Maghreb, elle est l'une des conséquences de l'échec de la politique européenne au Moyen-Orient.

Par ailleurs, les problèmes humanitaire, sécuritaire et de développement économique, qu'un Maghreb uni aurait été en mesure de contribuer à résoudre sous tous les aspects, s'imposent dans le sillage de la crise. En tout état de cause, les pays du Maghreb, même désunis, sont partie prenante. Nous rappelons deux pistes :



- * A l'exemple des pays sud-européens (Italie, Espagne, Portugal), un Maghreb démocratique et industrialisé deviendrait importateur, non exportateur de main-d'œuvre : telle est sa place dans le projet euro-méditerranéen ;
- * D'autre part, en plus des programmes européens (Frontex, Triton, etc.), les formules tentées par les pays européens auprès du Maroc et de la Tunisie, sans succès à ce jour, et les accords signés avec la Libye en 2000 et 2008, pourraient être repensés en un projet de partenariat régional associant l'Europe, le Maghreb et les pays du Sahel.

Le quatrième point chaud est **l'emploi et l'économie informelle**. Un lien pervers unit le chômage et la délinquance économique : les jeunes contrebandiers manifestent en masse, défient les gendarmes et revendiquent le droit au trafic frontalier, au commerce sauvage, au squat... parce qu'ils n'ont pas d'alternative. La force publique recule, l'autorité s'efface. Le cercle vicieux mine l'économie et frappe le crédit et l'autorité de l'Etat. Les réponses ponctuelles ne font qu'enraciner le mal. Rappelons qu'un marché maghrébin intégré aurait éliminé à la base les différentiels de taxes qui justifient la contrebande. Cette forme de gangrène mesure l'impuissance et l'usure des régimes.

Le commerce transfrontalier de contrebande, connu comme "trabendo algérien" dans les années 1980, contamine peu à peu l'ensemble de la région et bénéficie de complicités dans l'appareil douanier et policier de tous les pays. Au tournant du siècle, ses barons brassent des milliards. Confiné d'abord aux biens de consommation, il s'engage bientôt dans la voie criminelle (drogue) et, depuis 2011, dans le trafic des armes et dans le réseau terroriste, en lien avec les mouvements islamistes qui tirent avantage des réseaux d'agents maîtrisant le terrain. Dès lors, l'impératif d'assainissement économique prend également une portée stratégique.

Je conclurai sur trois points

- * La révolution de 2011 a ébranlé un ordre maghrébin déjà en crise. L'exemple tunisien d'avant-garde apporte des éléments de réponse pertinents : la liberté d'expression, la levée des censures, la tolérance, la non-exclusion, les élections loyales déterminent l'amélioration de la gouvernance. La faculté de dénoncer l'absolutisme, la torture, la corruption changent la politique. Le citoyen prend confiance et cesse d'avoir peur. L'ordre démocratique ne résout pas tout, mais il apporte des réponses aux questions de fond et pourrait s'avérer un catalyseur du Grand Maghreb.
- * L'Europe fait le bilan des 60 ans du Traité de Rome. Quelles parts prennent le Maghreb et le Machrek dans l'évaluation ? Le règlement palestinien et le progrès de la démocratie ne seraient-ils pas des facteurs déterminants pour l'avenir de l'Europe ?
- * Le secrétaire général des NU, Antonio Guterres, lance un appel aux dirigeants arabes, le 29 mars dernier, à l'ouverture du Sommet arabe de Amman, en les invitant à surmonter leurs différends par le dialogue et la coopération, à offrir des emplois à la jeunesse qui représente les 2/3 de la nation arabe, et à promouvoir le statut de la femme, à la fois pour généraliser les droits de l'homme et pour assurer le développement humain. Dans son fond, il pose le problème de l'avenir du monde arabe. Je reprends cet appel à l'adresse du Maghreb.



LES DÉFIS DU TERRORISME TRANSNATIONAL EN AFRIQUE DU NORD ET AU SAHEL

Colonel *Dia El hadj ABDERRAHMANE*

I- L'Afrique du Nord et ses Réalités

De par leur position géographique et leur histoire, les pays de l'Afrique du Nord occupent une place de choix en Afrique et dans le monde. Le potentiel économique de ces pays en fait naturellement une région de l'espace euro-méditerranéen et un pont entre la vieille Europe et l'Afrique Noire. Ces pays bénéficient pour la plupart des avantages des rapports de tous ordres. Ce sont des pays qui ont toujours joué et continueront à jouer un rôle prépondérant dans cette partie du monde. S'inscrivant ainsi dans la dynamique aussi bien politique qu'économique du futur euro-méditerranéen, dont le prolongement naturel est cette zone d'Afrique, tout particulièrement dans les rapports Nord/Sud. ¹

L'histoire commune entre ces deux groupes de nations contribue à favoriser la coopération à tous les niveaux, mettant à profit aussi bien les richesses naturelles et connaissance du terrain des uns et l'expertise et les moyens - techniques et financiers - des autres.

L'espace qui intéresse notre étude va du Maroc jusqu'en Egypte en incluant la Mauritanie, le Nord du Mali et du Niger, soit une superficie de plus de 5 millions de km² ; et ceci pour une population de l'ordre de 170 millions

1. Mauritanie.



d'habitants, sachant que l'Égypte à elle seule compte plus de 82 millions d'habitants.

La plupart des pays de cette région ont une superficie supérieure à 1 million de km², ce qui en fait des pays aux grands espaces qui présentent de grandes disparités entre le Nord et le Sud, d'où des challenges bien différents.

En effet, tandis qu'au Nord la densité de la population est élevée, le Sud est caractérisé par des zones désertiques (5/6 de la superficie) ou montagneuses, échappant ainsi à des contrôles rigoureux. Ce milieu à faible densité de population et aux frontières poreuses offre un environnement favorisant le développement des bandes terroristes y trouvant une zone d'attaque et de retraite qui leur facilite une grande liberté d'action.

Aussi, le contrôle du territoire est devenu aujourd'hui une affaire aussi délicate que vitale pour la sécurité de notre région.

Dans cet espace maghrébin, l'expérience de l'Égypte et du Maroc, ajoutée à l'histoire de la longue lutte que l'Algérie a menée pour combattre ces fanatiques d'un islam dépouillé et ses valeurs, est un atout majeur pour la région. Cela devait inciter les uns et les autres à asseoir une concertation en vue d'une meilleure utilisation des Forces de la région, pour mieux combattre ce fléau de notre siècle. Car au plan de la région, c'est déjà là un pool de puissances économiques, mais également politiques et militaires, devant constituer pour ces pays du Nord-africain de véritables locomotives, dans ce combat qui fait fi des frontières.

Cependant, ces avantages et ces privilèges de la région connaissent des handicaps majeurs, du fait des divers foyers de tensions qui entravent son développement. En effet, c'est dans cette zone que transitent les candidats à l'émigration qui défient tout contrôle, et ceci malgré la volonté des Etats, qui mobilisent de plus en plus de moyens, aussi bien humains, matériels que techniques, pour contrer les actions de ces mouvements, qui ne manquent pas d'ingéniosité, en vue de pérenniser le développement de trafics de tous ordres, où l'Europe pourra difficilement échapper.



Aussi n'est-il pas interdit de dire que c'est là un environnement favorable à l'endoctrinement et au recrutement des futurs candidats aux actions violentes, actions pouvant conduire au terrorisme, tel que nous le vivons de nos jours.

Des cas de décès ont été enregistrés, soit plus de 43 fois pour la même période de l'année dernière. Ce qui dénote l'ampleur du phénomène : qui a tendance de ressembler à une folie généralisée !

D'où ces questions que nous ne pouvons nous empêcher de nous poser : l'Afrique est-elle devenue subitement si mauvaise au point que ses enfants la fuient au grand jour, en utilisant les voies les plus périlleuses, tout en n'étant jamais sûrs de fouler le sol de cette Europe qu'ils connaissent peu, mais qui hante tant leur esprit et nourrit sûrement leur rêve ? Quel est ce trésor que cache l'Europe, que les esprits saints ignorent, mais vers lequel accourent de plus en plus ces illuminés de notre époque ? Surtout quand on sait que, par endroits, ce sont les membres d'une même famille qui se réunissent pour mettre à la disposition du candidat à l'émigration la logistique «nécessaire» pour couvrir les différents frais du fameux billet !

C'est à croire que tout ce monde a désormais perdu la raison pour embarquer dans cette aventure vers l'inconnu !

Jusque-là, l'absence d'une véritable politique de coordination et de concertation entre les Etats et de mutualisation des moyens mis en œuvre pour la lutte contre ces fléaux a favorisé la naissance et le développement de ces mouvements terroristes qui remettent en cause aussi bien nos propres valeurs, vieilles de bien de décennies que la sécurité de nos pays.

II- Les mouvements terroristes

Le Mugao ou Boko Haram sont de parfaits exemples de ces groupes idéologiquement affiliés à Al-Qaida, même



si chacun de ces groupes agit pour ses propres intérêts ou sa propre philosophie. C'est dans cet ordre qu'on peut situer Ansar Dine ou encore Al-Shabbab.

Aujourd'hui, la nébuleuse Etat islamique a tendance à fédérer toutes ces bandes qui agissent aussi bien dans l'Afrique Subsaharienne, dans les pays arabes, qu'en Europe. Et malgré les moyens mis en œuvre pour contrer leurs méfaits et anticiper sur les actions qu'ils pourraient entreprendre, nous observons de jour en jour des initiatives très osées et téméraires au nez de l'autorité et des Forces de la République. La mort devenant désormais pour eux une banalité.

III- Émigration et terrorisme : sources d'insécurité

A l'instar du printemps arabe, la stabilité de cette partie de l'Afrique a été largement mise à mal, particulièrement depuis l'intervention violente des forces de l'OTAN et ses alliés en Libye. Il n'est pas exagéré de dire qu'elle est même devenue un terreau pour les mouvements fanatiques, développant sur leur chemin un terrorisme aveugle, dans une région où l'émigration clandestine et les trafics de tous ordres sont rentrés dans la vie de tous les jours des populations. Aujourd'hui, le Mali et la Libye en sont des exemples concrets.

Dans un environnement aussi hétérogène, les motivations politiques, religieuses ou idéologiques poussent les plus démunis et les plus endoctrinés à adopter les comportements les plus téméraires. Lorsque cela est conjugué avec le manque d'éducation, il n'est pas étonnant que cette dynamique facilite le recrutement de ces jeunes qui alimentent ces foyers terroristes en apparence indépendants les uns des autres, mais qui s'inspirent tous, de façon visible, de l'idéologie d'Al-Qaïda.

Les développements récents dans l'actualité nous ont démontré leur pouvoir de destruction qui va aussi loin que la mise en mal de l'intégrité des Etats. Leur détermination et les actes osés qu'ils entreprennent n'en sont que plus précis et plus alarmants.



Nous sommes tous confrontés aux challenges causés par ces groupes de différentes manières, sur différents niveaux et à différentes intensités.

En outre, il n'est pas étonnant que nous assistons à la multiplication des zones de rétention des candidats à l'émigration dans ces différents pays. D'où les assauts incessants contre les barrières édifiées à cet effet au sud et au nord des rives de la Méditerranée, où ces bandes (de personnes), désormais dépourvues de raison, rêvent trouver emploi et sécurité pour pouvoir gagner de l'argent à tout prix, et ceci qu'elles qu'en soient les difficultés et les conditions, qui conduisent dans la plupart du temps vers la mort.

A titre d'exemple, et seulement pour les trois premiers mois de l'année 2017, nous dénombrons déjà 19653 migrants et réfugiés entrés en Europe via la Méditerranée. L'Italie à elle seule en a accueilli 80% et le reste réparti entre l'Espagne et la Grèce. Leur mode d'action diffère et ils n'opèrent pas dans les mêmes conditions, ils présentent cependant les caractéristiques ci-après :

Similarités

- Ils partagent la même motivation : pauvreté pour la plupart, abandon, injustice, absence de primauté de la règle de droit, effondrement des valeurs morales et culturelles ;
- Ils appliquent tous une charia radicale,
- Ils se livrent à des activités illicites,
- Ils utilisent les mêmes méthodes, les mêmes tactiques ;
- Ils ont les mêmes buts : violence, intimidations, recours à une corruption de haut niveau ;
- Ils ne connaissent pas de frontières ;
- Ils disent recevoir leurs missions de DIEU !

Points forts

Parmi leurs points forts, il convient de mentionner



qu'ils sont rompus à la vie dans le désert, ils maîtrisent une haute technologie de communication, ils ont une très grande capacité de dissimulation et beaucoup d'aisance dans leurs déplacements en même temps qu'une maîtrise du terrain et des hommes.

Points faibles

Une force dépendance pour leur logistique de l'extérieur (carburant, munitions, alimentation et autres...) absence de commandement unifié. Condamnés à des déplacements fréquents dans un environnement austère, recours permanents à des caches pour dissimuler leurs matériels ainsi que leurs outils de combats, recours à des intermédiaires pour toutes négociations...

Sources de Financement

Les financements sont de tous ordres. C'est d'abord et avant tout les prises d'otages. A ce titre, on évalue les montants cumulés des rançons payées entre 2003 et 2014 à 90 millions d'Euros.

Pour illustration, on dénombre 53 otages enlevés par AQMI ces dernières années dont des 1/3 Français.

Alors qu'en 2003 l'otage enlevé valait autour de 200 000 dollars, aujourd'hui il en vaut 50 fois plus, d'où les risques que prennent les kidnappeurs et l'audace dont ils font preuve à l'occasion de leurs opérations.

C'est ensuite les taxes sur le trafic de drogue (cocaïne, héroïne), qui rapportent annuellement plusieurs millions d'Euros. Ces taxes portent également sur les filières des candidats à l'émigration clandestine, venus d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient.

S'ajoutent à ces taxes la recette des véhicules volés, les cigarettes de contrebande, les armes, mais aussi les médicaments contrefaits !!!

Voilà donc autant d'éléments qui nous font comprendre que ces activités criminelles sont devenues une véritable



industrie, qui enrichit des mouvements intégristes radicaux qui ont décidé de se mettre hors des lois des Etats et qui se sont donné comme mission d'instaurer une charia radicale, aussi bien dans les pays de l'Afrique subsaharienne, et de l'Afrique du Nord, qu'en dehors des frontières de cette région.

IV- Expérience propre de la Mauritanie

Pays peu peuplé (moins de 4 millions d'habitants), désertique pour la plupart de son étendue, d'une vaste superficie (plus d'1 million de km²), et aux frontières poreuses :

- Au sud, 700 km de frontière avec le Sénégal où se développe une grande concentration des candidats à l'émigration, venant des pays d'Afrique et même d'Asie ;

- Au Sud-Est et à l'Est (près de 2300km de frontière avec le Mali), où trafics, banditisme et affrontements armés rivalisent aujourd'hui d'ardeur avec des mouvements identitaires et indépendantistes, qui installent désormais dans cette zone une insécurité dont le développement risque fort de ne pas se limiter seulement aux frontières et inquiète par voie de conséquence tous les pays de la sous-région !

- Au Nord et au Nord-Ouest, frontière avec le sud algérien et le territoire du Sahara, encore source de tensions et de suspicions, créant des malaises dans les relations entre les pays du Maghreb ;

- A l'Ouest, l'Océan Atlantique, avec 700 km de côte maritime zone où les bateaux pirates, venus de « nulle part » s'abonnent aux pillages des ressources maritimes du pays. C'est dans cette zone également que nous rencontrons les chaloupes et autres embarcations précaires, transportant les émigrants clandestins, aux origines diverses, et dont le seul rêve est d'aller fouler le sol et le continent européen, où ils pensent pouvoir faire « fortune ». Mais à quel prix et à quels risques, quand on se réfère à ces plages parsemées de corps humains rejetés par le mer.

Les défis auxquels la Mauritanie est confrontée ont conduit les autorités à procéder, à la fois, à une éducation des jeunes, à la formation des hommes, la constitution d'unités spéciales, mais aussi le renforcement et la restructuration des forces et beaucoup de vigilance des services de sécurité : ce qui suppose des hommes et du matériel, et également des équipements spécialisés pouvant comporter aussi bien des moyens de communication, de recherches, d'interception ainsi que des moyens de troisième dimension, devant permettre d'intervenir en profondeur dans des délais très brefs.

Pour ce faire, l'Etat mauritanien s'est résolu, partant des ses moyens propres, à prendre le taureau par les cornes en procédant :

- A la création de groupements spéciaux d'intervention (GSI) avec leurs déploiements sur le territoire (Sud-Est, Est et Nord-Est) ;

- Au contrôle des frontières par la mise en place de Postes d'accès obligatoire (Sud, Est, Nord) ;

- A la délimitation d'une zone classée « Zone militaire interdite », dans le Nord-Est. Cette option de l'Etat a eu comme résultat positif la traque systématique des bandes armées, à l'intérieur, comme le long de ses frontières, en portant désormais le danger vers les PC et autres repères de ces bandes, soit en les détruisant, soit en les empêchant ainsi d'organiser leurs actions en direction du pays !

Dans cette optique, la Mauritanie s'est résolument engagée à combattre ouvertement ces bandes, pour que, à défaut de les anéantir, elle leur enlève toute initiative dans leurs entreprises à déstabiliser nos pays en y installant la peur, l'insécurité mais également une psychose permanente !

Sur un autre plan, le gouvernement mauritanien considère que les éléments arrêtés dans ce cadre sont à coup sûr, victimes d'une manipulation, qui a abusé de leur manque d'éducation et de leur conception erronée de l'islam, pourtant religion de tolérance et d'acceptation de l'autre : et ceci quelles que soient ses origines et ses croyances.



C'est ainsi que dans la perspective de contrer l'incitation au terrorisme et à l'embrigadement des jeunes qu'un programme spécifique a été initié par le gouvernement mauritanien. Ce programme s'adresse dans un premier temps aux populations les plus exposées (ceux qui seraient susceptibles d'être entraînés par les porteurs de ces idées extrémistes). Et dans un deuxième temps à ceux qui ont déjà suivi les traces de ces organismes et se sont fait intercepter dans leurs actions par les forces mauritaniennes. Dans ce dernier cas, il s'agira d'aborder et d'informer les personnes arrêtées, issues de groupes terroristes afin de désamorcer les idées dangereuses les ayant conduits à rejoindre des causes délirantes voire à commettre des actes irréparables.

Cette approche consiste à instaurer un dialogue entre les Oulémas (fins connaisseurs de l'enseignement et des préceptes de l'Islam mais aussi excellents pédagogues dans le domaine) et ces groupes, dans les lieux de leur détention provisoire, afin de les convaincre, en utilisant le seul livre qui leur inspire confiance : le Coran ; sachant, en cela que ce dialogue ne signifie nullement une faiblesse ou un assouplissement du traitement de la question de l'incitation au terrorisme par le gouvernement mauritanien, mais plutôt une voie de dialogue et de tolérance que recommande également le Saint Coran.

En effet, lorsque ce procédé ne donne pas les résultats escomptés, et dans la perspective de bousculer ces groupes sans leurs repères, et pour ne pas être en situation passive et d'attente, l'usage de la force et de moyens militaires, décrits précédemment, prend le relais sur l'approche politique ou pédagogique.

V- Coopération régionale et internationales

Les spécialistes de la question sont d'accord pour reconnaître qu'aucun pays ne peut à lui seul faire face à tous ces fléaux et à toutes ces opérations de pur banditisme, qui perturbent le sommeil de nos populations

et qui ont tendance à remettre en cause tous nos projets de développement. Aussi, la coopération régionale (échange d'informations, large concertation, coordination des moyens engagés par les Etats, etc.) sont non seulement nécessaires, mais indispensables et même obligatoires, pour pouvoir prétendre à un succès quelconque dans ce combat aux contours encore mal définis !

Cependant, nous pouvons aisément constater la difficulté d'une telle coopération. Les pays du Maghreb arabe, malgré leur volonté d'apporter des solutions concrètes à ces problématiques sécuritaires, n'ont toujours pas réussi à adopter une politique cohérente et concertée et ceci à cause de la différence des politiques d'approche, de vision et peut-être même d'intérêt ou de priorité.

D'autre part, les pays de la CEDEAO ont non seulement leur lenteur d'action mais aussi leur manque de préparation, il faut le dire, quand il s'est agi d'équiper des forces et d'aller au secours de l'Etat du Mali.

Et pourtant, ces mêmes pays dont font partie le Mali et le Niger ont mis en place à Abuja « LE MECANISME de l'ALERTE PRECOCE » censé prévenir les conflits, mais aussi le cas échéant, les réduire et les combattre, dans des délais très courts, étant donné l'existence des forces supposées être prépositionnées !

Sur un autre plan, l'Algérie, le Mali, la Mauritanie et le Niger ont créé, depuis le 21 avril 2010, un Comité d'état major opérationnel conjoint (CEMOC), qu'ils ont installé à Tamanrasset, en Algérie. Dans le même ordre d'idée, ils ont pris la décision de lui affecter des forces militaires et sécuritaires conséquentes en vue d'un engagement réel sur le terrain, pour traquer et combattre ces bandes armées, susceptibles d'entreprendre des actions criminelles contre les intérêts des Etats.

Cette volonté de ces Etats est surtout mise à l'épreuve par les facilités de fusion de ces bandes au sein de la population sahélo-saharienne, où elles peuvent compter sur des populations acquises à leurs causes, ou de certaines complicités qu'elles ont pris l'habitude d'acheter !



Plus récemment, la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Tchad et le Burkina Faso ont également créé, sous le parrainage des partenaires au développement, le **G5 Sahel** qui est « *un cadre institutionnel de coordination et de suivi de la coopération régionale pour ces pays qui partagent le même défi* ».

Cependant, sachant que le CEMOC et LE G SAHEL concernent la même zone géographique et presque les mêmes pays, et de surcroît ils poursuivent les mêmes objectifs, n'y aurait-il pas là lieu d'approfondir davantage cette coopération, pour plus d'efficacité dans la mise en œuvre des moyens, face à un même ennemi (adversaire) qui ne manque pas d'audace !

Et quand on sait les ambitions affichées par le CEMOC et la GSAHEL et la similarité des problèmes, nous serions tentés de penser que le politique a souvent tendance à prendre le pas sur le reste pourtant essentiel et même fondamental, vu les moyens et l'expertise que cela requiert.

Et dans tous les cas de figure, l'implication des partenaires au développement ne saurait être écartée.

Aussi, ces différentes coopérations, certainement imbuës d'une bonne intention, risquent de diluer la capacité d'intervention sur le terrain. En effet, comme nous l'avons affirmé à plusieurs reprises, les problèmes sécuritaires ne sauraient se délimiter aux frontières. Ce genre d'initiatives, qui ont pour objet de contribuer à contrer de telles menaces, nécessitent une implication plus large de tous les pays de la région, allant de l'Union africaine aux partenaires au développement et des institutions internationales !

VI- Perspectives d'avenir

Il convient tout d'abord de souligner l'immensité de la région où se situe le théâtre de ces menaces qui font fi des frontières. On y trouve des populations presque abandonnées à elles-mêmes par le pouvoir central, donc aucun contrôle

de l'Etat ne s'y effectue. La région du Sahel par exemple constitue une zone de repli pour AQMI et pour tous ces mouvements qui lui sont affiliés. C'est une zone de transit de l'armement destiné au maquis et de trafic de tous ordres et où se déroulent toutes les formes de criminalités, aussi bien régionales qu'internationales. C'est surtout une zone de financement des mouvements, à travers les enlèvements et autres actes criminels.

C'est par excellence une zone de développement et de l'expansion d'un endoctrinement radical, dont le front se déploie de plus en plus dans cette Afrique subsaharienne dont les populations cibles, déjà fragiles, pauvres et manquant d'éducation vivent pour la plupart dans des conditions précaires. Ces populations sont très peu préparées pour résister aux tentations dont elles font l'objet : pour certaines d'entre elles c'est l'occasion de gagner l'argent « facile » qu'elles n'espéraient jamais gagner leur vie durant, pour d'autres c'est l'occasion de vivre une aventure et pour les tout derniers - guidés par leur idéologie - c'est un « raccourci » pour le paradis.

Cette dernière catégorie est la plus radicale, la plus audacieuse et la plus téméraire, la plus capable de mener des actions d'éclat, car elle banalise la mort qu'elle considère comme une libération et, mieux, une délivrance !

Les pays du Sahel et de l'Afrique du Nord, s'ils ne s'organisent pas jusque-là pour contrer ces menaces, continueront encore à subir les assauts de ces bandes, de plus en plus aguerries et utilisant des moyens sophistiqués dans cette guerre qui ne connaît plus de frontières, sachant en cela les difficultés de mise en place d'une riposte opérationnelle régionale.

L'effondrement de la Libye de Kadhafi a ouvert à ces mouvements de nouvelles portes d'approvisionnement en armes et en explosifs de tous genres, augmentant ainsi leur capacité de nuisance.

En outre, la disparition de Ben Laden, qui était à la fois source de financement, mais aussi et surtout idéologue



et autorité morale, a rendu beaucoup d'entre eux orphelins. Aussi, avec l'inéluctable multiplication des groupes ainsi que des centres de décision, comme nous le voyons déjà beaucoup de bandes armées sont désormais allées en solo, en l'absence de parrain charismatique.

Et tout état de cause, nous pouvons déjà constater des changements majeurs, quant à la motivation et à l'engagement de ces bandes.

Les théâtres d'opérations pourraient ne plus se limiter seulement au seul cadre des États sahélo/sahariens et à l'Afrique subsaharienne, mais à toute l'Afrique du Nord et aussi à l'Occident et aux USA, ainsi qu'à leurs intérêts (où qu'ils se trouveraient) tels que nous le vivons aujourd'hui déjà !

D'où cette dynamique de ces jeunes, originaires de pays de vieille démocratie et autres natifs de pays méditerranéens, coupés de leur milieu naturel, pour ne pas dire de leur propre famille, s'embarquant dans ces aventures qui les conduisent dans ces pays, où le mode de vie dans lequel ils s'engagent est la violence et la terreur. Et ceci au nom d'un islam qu'ils prétendent défendre sous le couvert d'un jihad dont ils disent épouser la doctrine.

C'est en tout cas là une situation dramatique que l'Afrique partage avec l'Europe et qui crée bien des inquiétudes dans l'esprit des familles et de tous, d'où l'intérêt de recherche de solutions concertées, avec l'apport plus qu'indispensable de l'expertise des partenaires au développement.

Quand on se remémore les événements du 11 septembre, qui ont vu l'anéantissement des tours jumelles et que l'on observe ce qui se passe aujourd'hui en Afghanistan, au Pakistan, en Syrie et Turquie, en Irak et plus près de nous au Nigeria, au Kenya, en Somalie, en Libye, au Mali, ailleurs en Afrique et dans le monde on réalise que le phénomène ne se limite pas seulement à une région de l'Afrique, ou de l'Europe ou aux USA, mais c'est plutôt un phénomène mondial. C'est là un mal de notre siècle, défini pour être le

siècle de la violence (plus de trente conflits dénombrés). Et ces conflits engageant plus de 250 000 jeunes garçons et filles de moins de 18 ans, et dont plus des 2/3 sont sur le continent africain !

Aussi, et à juste titre, on est tenté d'affirmer que la criminalité est désormais devenue une source de financement pour certains, au lieu seulement d'un fanatisme aveugle !

C'est pour toutes ces raisons qu'il faut privilégier le secteur de la sécurité, mais de façon concertée. Et comme le disent les spécialistes, on ne peut réformer le secteur de la sécurité sans réformer le secteur de la justice. Il s'agira alors de mettre les populations à l'abri de la peur et non susciter la peur. La zone Afrique et ses leaders doivent en être conscients.

Comme le dit le célèbre professeur Cheikh Hamidou Kane, du Sénégal : « l'Afrique de l'Ouest, particulièrement la zone sahélo/saharienne, est la zone la plus instable de la planète terre. Elle pourrait devenir l'endroit où se jouerait le destin du monde ».

Aussi, c'est dans cet esprit qu'une large coopération à l'échelle mondiale doit être instaurée et maintenue, où les pays riches et développés devraient lier leur sort avec les pays les moins nantis et encore sous-développés, mais où les sols et sous-sols regorgent de richesses naturelles, qui pourraient être exploitées à l'avantage de tous.

En effet, quand on sait que développement rime avec sécurité et que l'insécurité de l'Afrique c'est aussi l'insécurité de l'Europe et même du reste du monde, cette coopération s'impose à tous. Elle prendrait le caractère d'une coopération franche, basée sur une large concertation. Elle donnerait ainsi naissance à une forme de partenariat, avantageux pour tous et qui pourrait se traduire par la formule « gagnant/gagnant » !

Il s'agira alors de formuler des solutions concertées, dans le respect des intérêts, des spécialités, et de la souveraineté de chacun, et où chaque Etat jouerait sa partition.



C'est pour toutes ces raisons que nous ne cesserons jamais assez de faire appel à ces partenaires, eu égard à leur grande expertise avérée, en bien des domaines, ainsi qu'à leurs moyens - financiers et autres - pour les amener à plus d'engagement, afin de s'impliquer davantage pour trouver ensemble les solutions adéquates, en vue de réduire ces maux qui s'appellent : pauvreté, ignorance, analphabétisme, maladies endémiques, et surtout ces trafics de tous genres qui, jusqu'à tout récemment, étaient encore inconnus dans cette région d'Afrique !

Et outre, il est de notoriété publique que ces maux sont loin d'être une fatalité. Ils sont de la dimension humaine et peuvent donc être combattus et surmontés.

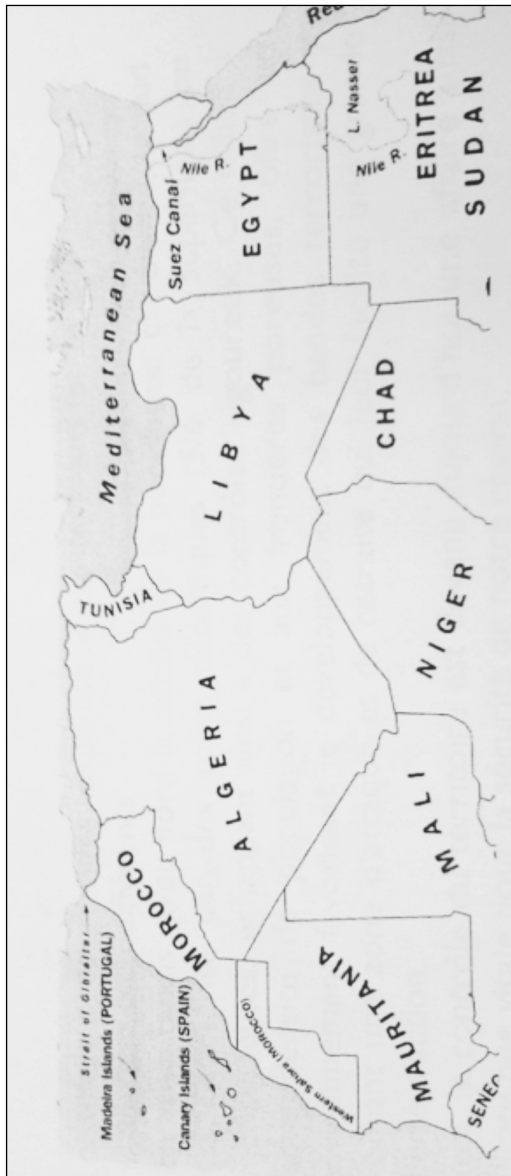
Aussi pourrait-on dire : Aider les pays africains à assurer leur propre sécurité par des formations et des entraînements militaires, et bien équiper leurs armées est certainement un bon choix, mais les accompagner dans leur développement, au vu de leurs richesses naturelles, aura un impact plus durable et même plus avantageux pour tous.

C'est comme celui à qui on donne chaque jour un poisson, pour sa nourriture, alors qu'il a tout autour de lui des eaux qui regorgent de poissons dont il peut se servir, en apprenant tout simplement à pêcher lui-même, comme le dit le dicton chinois.

Quant aux richesses naturelles dont regorgent ces pays, elles sont pour la plupart tournées vers l'exportation alors qu'elles pourraient être transformées sur place. Ce serait là déjà une bonne orientation vers un transfert de technologie. Mais en même temps, cela donnerait à la fois plus d'emplois à ces masses de chômeurs et des « laissés pour compte » et plus d'occupations à ces jeunes oisifs et par endroit frustrés, qui échapperaient ainsi à toutes ces formes de tentations, y compris les éventuels recrutements par ces bandes criminelles. Ce qui leur éviterait également les recherches de ces « chemins tortueux » qui, pensent-ils se nourrissent de ce rêve d'un Eldorado lointain. Et comme nous le vivons tous les jours, bien des drames ont jalonné ces parcours de risques qui ont trahi beaucoup d'espoirs !



Nous voyons là donc que des pistes d'espoir existent, mais c'est au prix d'une coopération franche et volontaire, dans l'intérêt de nos Etats respectifs et où chacun consentirait un sacrifice, car «le vouloir-aller ensemble» aura prévalu sur toute autre considération.



LE DOSSIER DÉFENSE DU 5+5, UNE DÉMARCHE DYNAMIQUE ET FÉCONDE

Contre-Amiral *Jean François COUSTILLIÈRE**

Créée en 2004 sous l'impulsion de la France, l'initiative 5+5 défense constitue le volet « Défense » du Dialogue 5+5 créé, lui, en 1990. ¹

La « Déclaration d'intention » du 21 décembre 2004 affirmait que les ministres de la Défense des dix pays voulaient « développer une initiative de coopération multilatérale dans le but de promouvoir la sécurité en Méditerranée occidentale ».

Cette initiative, centrée sur la Méditerranée occidentale, s'est imposée depuis treize ans comme l'enceinte la plus active en matière de coopération multilatérale de sécurité et de défense dans cette région. Elle organise des activités dans quatre domaines de coopération : surveillance maritime, sûreté aérienne, contribution des forces armées à la protection civile et formation-recherche.

Il convient à présent d'analyser les principes qui président à cette initiative puis de faire le point de situation du dossier Défense de celle-ci. Dans un troisième temps, il paraît intéressant de s'efforcer de répondre aux questions que ne manque pas de soulever cette démarche

1– Les principes

La « Déclaration d'intention », au-delà du but ci-dessus, fixe également les principes de fonctionnement.

*. Président de l'association Euromed-IHED - France.



Il est convenu que les dix ministres de la Défense établissent chaque année un plan d'action qui regroupe les actions pratiques sur les questions de sécurité qui seront développées au cours de l'année.

Un comité directeur, composé de deux représentants des ministères de la Défense de chaque nation, dirige et supervise l'application des actions convenues.

Chaque partie accueille à son tour la réunion annuelle des ministres de la Défense, dans l'ordre alphabétique des pays en langue anglaise. Lors de cette réunion, l'avancement de l'Initiative est évaluée et le Plan d'action pour l'année suivante approuvé. Pendant cette période, la nation hôte doit organiser les réunions prévues.

Il est précisé que le développement de cette Initiative n'affecte pas le droit des parties à mener des activités bilatérales dans ce domaine.

Le 5+5 n'a donc pas vocation d'être le cadre d'un engagement militaire.

2– Le contenu aujourd'hui

L'initiative s'applique aujourd'hui à deux aspects, tout d'abord celui politique et ensuite celui proprement militaire.

2.1– sur le plan politique

L'initiative Défense constitue une contribution au dialogue initié en 1990 à travers les déclarations officielles prononcées par les ministres, lors de leurs réunions annuelles, sur les thématiques défense et sécurité. Ces déclarations peuvent être critiquées pour leur aspect formel, cependant elles représentent une position commune des dix nations sur des sujets délicats qui impactent les relations entre les dix membres : sécurité, sauvetage, surveillance de l'espace, formation, etc.. Par ailleurs, l'importance de cette démarche réside aussi dans le constat du maintien de la présence de la Libye au sein de cette initiative en dépit de la



situation conflictuelle que connaît le pays, tout autant que la participation du Maroc et de l'Algérie alors que les relations entre ces deux pays restent très tendues.

Lors de la réunion des ministres de la Défense, le 11 décembre 2016 à Guimaraes au Portugal, les membres ont soutenu le projet de collège 5+5 Défense affirmant qu'ils voyaient en ce projet un « remarquable instrument pour promouvoir la compréhension mutuelle et le rapprochement entre les deux rives de la Méditerranée occidentale ». Ils soulignaient ainsi leur attachement aux objectifs politiques prescrits à l'Initiative et soutenaient l'établissement de mesures de confiance entre eux.

2.2– sur le plan militaire

Contrairement à ce qui peut être affirmé parfois, le 5+5 Défense n'est pas vraiment informel. L'existence d'un « processus décisionnel », tel que prévu par la « Déclaration d'intention », contredit cette assertion. De fait, le 5+5 Défense est piloté à la fois à l'occasion de la réunion des ministres des Affaires étrangères (décembre) qui arrêtent le Plan d'action de la première réunion du comité directeur (mars) qui fixe les conditions d'application du Plan d'action et d'une seconde réunion du comité directeur (novembre) qui rend compte de l'exécution du plan et prépare la prochaine réunion des ministres. Une réunion annuelle des chefs d'état-major des armées propose les priorités à prendre en compte dans le Plan d'action.

Le 5+5 Défense conduit une quarantaine d'activités par an qui s'exercent au niveau tactique et opératif, ou au niveau politico-militaire.

2.2.1- au niveau tactique et opératif

Les activités concernent les quatre domaines de coopération prescrits par la « Déclaration d'intention » :

Le domaine de la formation et recherche

- Le Collège de Défense dispense à des officiers des dix pays membres une formation

militaire commune articulée en trois sessions. La première, dite échelon élémentaire, s'adresse à des lieutenants de vaisseau ou capitaines, et est organisée par armée. La deuxième session, dite échelon intermédiaire, rassemble des capitaines de frégate et des commandants, de niveau écoles de guerre. Elle est organisée en interarmées. Enfin, à l'échelon supérieur, les capitaines de vaisseau et les colonels, de niveau hautes études militaires, se retrouvent dans la troisième session, elle aussi organisée en interarmées. 500 auditeurs ont déjà suivi ces cursus depuis la création de ce collège en 2007.

- La recherche stratégique est pilotée par le Centre euromaghrébin de recherches et d'études stratégiques (CEMRES), sous responsabilité tunisienne, mais sur des thèmes décidés par les dix membres. Cette année, le sujet est « les enjeux de défense du fait du réchauffement climatique » dans la logique des COM XXI et XXII, respectivement à Paris et Marrakech. Ce thème d'étude succède à « Les stratégies de coopération dans le cadre de l'initiative 5+5 défense pour faire face aux défis et aux menaces au Sahel » et à « Perceptions respectives des questions de défense et de sécurité dans l'espace 5+5 ».

Les domaines de la surveillance maritime, de la sûreté aérienne et de la contribution des forces armées à la protection civile

- Ce sont tout d'abord des exercices qui permettent d'échanger des savoir-faire et des méthodologies mais aussi d'apprendre à travailler ensemble. On peut citer CIRCAETE, exercice de sûreté aérienne ou SEABORDER exercice de sûreté maritime. De nombreux autres exercices complètent la panoplie et enrichissent l'interopérabilité.



- Le Centre de coordination et de planification opératif (CCPO), non permanent, vient en complément des exercices, en apportant une capacité de planification destinée à optimiser l'emploi des moyens. Il vise à permettre, en cas de catastrophe majeure, la mise en œuvre des moyens militaires nécessaires à la conduite d'opérations civiles dans l'un des États membres de l'Initiative «5+5 Défense». Il a déjà été possible d'élaborer un manuel d'aide à la planification opérationnelle. Il convenait ensuite de disposer d'une dizaine d'hommes, formés aux tâches de planification, aptes à faire fonctionner ce CCPO. Cette exigence est à peu près acquise, ce qui permet d'affirmer qu'une première étape est franchie. Il importe à présent d'entamer une deuxième étape qui est la mise en œuvre pratique du CCPO à travers un exercice en vraie grandeur, à l'horizon 2019.

2.2.2 au niveau politico-militaire

Le niveau politico-militaire relève essentiellement de rencontres d'autorités qui permettent des échanges de points de vue et d'analyses contribuant à mieux se comprendre et à partager, le cas échéant, des informations.

Il existe des réunions annuelles des chefs d'état-major des armées. Bien que le 5+5 n'ait pas vocation à conduire des engagements opérationnels, l'évolution du CCPO et le besoin d'échanges sur la région Méditerranée occidentale montrent combien il est important de développer des réunions entre « sachants ». C'est plus particulièrement le cas de la lutte contre le terrorisme qui impose de partager le renseignements et d'apprécier les modes d'action mis en œuvre.

Il existe aussi des réunions occasionnelles entre chefs d'état-major ou directeurs :

- Entre chefs d'état-major de la marine. Cela a été le cas en 2017 à Alger alors que la France prépare la planification de l'exercice SEABORDER ;

- Entre chefs d'état-major de l'armée de l'air moins régulières, cependant la prochaine est prévue en octobre en Espagne. L'exercice CIRCAETE, qui n'a pas eu lieu depuis deux ans, pourrait être relancé à cette occasion ;
- Entre chefs d'état-major de l'armée de terre ;
- Entre directeurs des services de santé, de la gendarmerie, des contrôles généraux et autres...

Enfin, les réunions ministérielles, annuelles, en décembre, préparées par le comité directeur de novembre sont également l'occasion d'échanges à caractère politico-militaire.

L'initiative 5+5 Défense s'est imposée depuis douze ans comme l'enceinte la plus active en matière de coopération de sécurité et de défense en Méditerranée occidentale. Les dix membres de cette démarche manifestent régulièrement leur attachement à cette démarche.

Le site du ministère de la Défense algérien résume bien cette appréciation :

« La volonté de coopération affichée par tous les partenaires comme en témoignent leur participation, le nombre d'activités réalisées (plus que 350 de 2005 à 2015), l'importance des projets fédérateurs engagés et en cours de maturation administre la preuve que le 5+5 Défense constitue un espace de coopération pertinent et dynamique dont le succès est lié au caractère informel et consensuel, au pragmatisme et à la souplesse au plan fonctionnel où chaque Etat membre agit selon ses ambitions et ses moyens, ne s'engageant que pour les actions qu'il peut réaliser ».

3– Analyse critique

3.1. Les missions et objectifs initialement assignés sont-ils respectés ?

La «Déclaration d'intention» soulignait que face aux problèmes communs de sécurité rencontrés par les pays



riverains de la Méditerranée occidentale, une meilleure cohésion possible entre ces pays, était la meilleure façon de les régler. Dans cette perspective, l'initiative devait être conduite dans le but de renforcer la compréhension mutuelle comme mesure de confiance et de permettre de gérer les problèmes concernant la sécurité. Pour cela, l'initiative devait promouvoir des activités pratiques de coopération dans les domaines d'intérêt commun pour servir de point de rencontre et partager les expériences et les connaissances.

Tels étaient les missions et les objectifs initialement assignés. Dans cette perspective, de réels succès ont été obtenus, mais il apparaît aussi que des progrès sont, bien évidemment, encore possibles.

Les facteurs de succès de cette démarche

La coopération entre les deux rives de la Méditerranée occidentale ne passe pas encore par des actions militaires très démonstratives. Il n'existe pas encore, par exemple, de patrouilles maritimes communes. Certes, il est déjà possible de citer des exemples d'échanges d'officiers sur des avions ou des bâtiments en mission de surveillance, pour autant ces échanges sont modestes. Il n'est d'ailleurs pas certain qu'il relève d'un intérêt commun de conduire une coopération militaire très avancée. Cela dépend fondamentalement de ce que les pays pourront identifier comme intérêts partagés.

Dès à présent, il a été possible d'identifier des domaines de coopération et de conduire des actions en commun dans lesquels l'ensemble des partenaires trouve son intérêt. N'est-ce pas là le contenu réel d'un partenariat ?

L'initiative sécurité et défense, dans le format 5+5, apporte de plus une occasion de relations et de travail entre les représentants de la Défense des dix partenaires qui peuvent ainsi se découvrir, s'apprécier et partager leurs perceptions. N'est-ce pas là la dynamique des mesures de confiance ?

La démarche, conforme aux orientations de la « Déclaration d'intention », est donc progressive. Il faut

souligner que si les pays du Nord ont l'habitude de coopérer soit entre eux, soit avec ceux du Sud, les pays du Sud n'ont que peu d'expérience d'une coopération Sud-Sud. Bien au contraire, la méfiance est le plus souvent de rigueur. La prudence est donc indispensable. Mais, il est certain que les raisons fondamentales du succès de ce processus reposent sur :

- La volonté de part et d'autre de préserver les conditions d'un véritable partenariat où chacun participe aux décisions, aux choix et partage les responsabilités : s'abstenir des leçons unilatérales, des instrumentalisations à buts à peine cachés, du paternalisme ou de la condescendance liés à l'écrasante différence entre les capacités de chacun. Chaque membre est ainsi en mesure de proposer ses idées et d'assumer la conduite de ses projets sous réserve que d'autres membres l'accompagnent.

- La détermination du Nord à trouver des stratégies communes, présentant ainsi une certaine cohérence dans les orientations à donner.

- La modestie des partenaires bien décidés à choisir des actions de coopération pratiques et concrètes, répondant à des besoins identifiés comme solidaires et ne pas viser des objectifs surdimensionnés et sans doute secondaires face aux priorités notamment du Sud.

Finalement, le maître mot est peut-être la capacité d'écoute, aptitude délicate à mettre en œuvre surtout quand on est parmi les plus forts mais aussi excessivement divisés sur les buts poursuivis. C'est sans doute là que l'initiative « Défense », dans le format 5+5, a réellement innové et qu'elle constitue effectivement un laboratoire pour d'autres processus de coopération autour de la Méditerranée.

Les facteurs qui méritent de progresser

Certaines structures gagneraient cependant à être dynamisées.



- La deuxième phase de l'élaboration du CCPO, visant à mettre le concept en application à travers un exercice qui ferait appel à la ressource en hommes créée, mérite d'être conduite avec dynamisme.
- La diffusion des travaux du CEMRES, dont la qualité est démontrée, mérite d'être élargie. Leur publication contribuerait à la promotion du 5+5 Défense et conforterait la prise de conscience par les citoyens des dix pays membres des enjeux existants en Méditerranée occidentale.
- Le site 5+5 Défense connaît aujourd'hui des difficultés. Il n'est pratiquement pas accessible. Là aussi ce site est un outil important de la promotion de l'Initiative mais aussi de travail pour tous ceux, chercheurs et spécialistes des questions de défense et sécurité, qui s'interrogent sur la coopération existante en Méditerranée occidentale.
- L'encadrement du Collège 5+5 mériterait d'être renforcé pour gagner en efficacité.

Par ailleurs, si le fonctionnement entre ministères de la Défense et entre acteurs de ces ministères a acquis une certaine souplesse accompagnée de confiance et de réactivité, il est vrai que cette relation se limite au domaine strict de la Défense. Or, de nombreuses activités embrassées par l'initiative 5+5 Défense s'appliquent à des risques plus larges tels que les catastrophes industrielles ou naturelles, contre lesquelles l'appui des forces militaires s'impose. Il conviendrait de concevoir des liaisons avec les autres administrations des dix pays membres et d'organiser les modalités de coopération et de soutien nécessaires.

Il semble bien que le 5+5 Défense, même si jamais rien n'est définitivement acquis, se soit inscrit dans la démarche voulue respectant à la fois le but à atteindre et les modalités prescrites. Il lui appartient de poursuivre son activité et de renforcer certaines structures.

3.2. Le 5+5 Défense s'articule avec d'autres mécanismes multilatéraux ou bilatéraux de coopération interméditerranéens ?

Le 5+5 Défense, tant dans ses buts que dans l'application géographique qui président à son existence, respectant en cela les fondamentaux du 5+5, est original et n'a pas d'équivalent en Méditerranée. Les autres mécanismes multilatéraux ou bilatéraux de coopération inter méditerranéens ne s'adressent jamais à la seule Méditerranée occidentale et la priorité de cohésion des pays riverains autour d'intérêts de sécurité communs n'est pas leur préoccupation principale. Le plus souvent la formation militaire et l'interopérabilité pour des missions de soutien des forces armées à des missions civiles ne sont pas leurs buts. Enfin et surtout, peut-être, la volonté d'équité des membres tant pour le choix des objectifs, de la programmation des activités et la conduite des actions ne se retrouve pas dans les autres mécanismes. Une articulation ferait sans doute perdre au 5+5 Défense son originalité et bien évidemment nuirait à l'attachement de chacun des membres à cette initiative.

Néanmoins, on peut imaginer qu'à l'occasion d'exercices particuliers il soit envisageable de conduire les activités en coopération avec d'autres institutions. En tout état de cause, il est d'ores et déjà porté une attention importante à ne pas créer de doublons avec des organismes déjà existants, notamment pour le sauvetage, la régulation ou le contrôle qu'ils soient maritimes ou aériens.

3.3. La coopération entre les deux rives est-elle rendue plus fiable par le 5+5 Défense ?

Le but étant de favoriser une compréhension commune et d'aider à la gestion des crises, l'initiative 5+5 Défense qui promeut l'échange de savoir-faire, le partage des analyses, l'élaboration de modalités pour la mise à disposition de moyens en soutien et le développement de procédures pour favoriser des actions communes, crée certainement une dynamique favorable à la meilleure coopération possible entre les deux rives.



La règle qui consiste à décider en commun les besoins et les réalisations permet d'éviter une déperdition d'énergie mais aussi une attitude dominante peu propice à la confiance. Seules les actions jugées utiles par les partenaires sont mises en œuvre, ce qui conforte la confiance.

La formation commune des hommes, telle que celle conduite pour le CCPO ou le Collège 5+5, est une garantie d'efficacité et de fiabilité pour la coopération dans la mesure où elle rapproche les acteurs tant dans leurs analyses que dans leurs modes d'action.

3.4. Cette initiative contribue-t-elle à atténuer les tensions et les crises et à diminuer les risques sécuritaires ?

Les domaines politique et politico-militaire auquel s'applique l'Initiative 5+5 Défense entrent pleinement dans les objectifs de meilleure cohésion entre les pays concernés et de meilleure compréhension entre les hommes. Il est certain que ces démarches permettent d'éviter les erreurs d'appréciation ou de compréhension, souvent à l'origine de la dégénérescence des crises.

La connaissance personnelle entre individus favorise la création de réseaux susceptibles de modérer les attitudes et les points de vue. Le maintien d'une relation est un facteur d'apaisement et un atout pour contourner une difficulté.

Le 5+5 Défense a connu plusieurs situations de tensions (par exemple : Mauritanie victime d'un coup d'Etat en 2008) qui ont créé des problèmes à la démarche. Aujourd'hui cependant, il est remarquable que la Libye, compte tenu de la situation de ce pays, soit présente dans la plupart des réunions du 5+5 Défense. L'Algérie et le Maroc, en dépit de leurs différends, sont des membres fiables et actifs, sans manifestation d'hostilité.

Il est légitime de penser que le 5+5 Défense contribue à raffermir les liens entre pays de l'UMA ou à entretenir des contacts entre militaires de certains pays.

3.5. L'initiative contribue-t-elle à la lutte contre les migrations illégales ?

Cette lutte n'entre pas précisément dans les prescriptions de la « Déclaration d'intention ». Le mandat pourrait être adapté si les ministres de la Défense le décidaient.

En effet, la déclaration consécutive au Sommet 5+5 de Malte, le 5 octobre 2012, affirme que « le 5+5 reste collectivement engagé à l'exploration de moyens pratiques et efficaces qui renforceront les capacités institutionnelles, humaines et techniques aussi bien que les mécanismes appropriés pour identifier les ressources requises afin de prévenir et combattre la migration irrégulière et renforcer la lutte contre la contrebande et le trafic des êtres humains et des biens obtenus par des moyens illégaux ». Cette assertion ne confie cependant pas de mission particulière au 5+5 Défense.

Au demeurant, comme pour la lutte contre le terrorisme, le 5+5 Défense permet l'échange d'informations et des confrontations de modes d'action à ce sujet.

Conclusion

L'Initiative Défense du 5+5 apparaît donc bien comme une démarche dynamique et féconde. C'est ce que confirment à Alger² le 15 mars 2016, lors d'un comité directeur, les différents représentants des pays membres :

«Le Portugal : Nuno Pinheiro Torres, indique que le dialogue et la coopération entre les deux rives de la Méditerranée constituent un axe «fondamental», notamment pour la stabilité des pays de cet espace.

Tunisie : le colonel Anouar Benhamouda salue le «niveau exemplaire» de la coopération sécuritaire entre l'Algérie et son pays et leur engagement en faveur de la stabilité de la région.

2. APS – 15 mars 2016.



France : le général Jean-Marie Clament, estime, de son côté, que l'Initiative «5+5 Défense» contribue particulièrement à «faire face aux différents défis dans notre espace et sa périphérie».

Italie : le colonel Roberto Vannacci, considère que la Méditerranée «est, aujourd'hui, au centre de problèmes sécuritaires. Il faut arriver à des solutions viables et permanentes». Il soutient que son pays privilégie «la voie du dialogue et la coopération dans cet espace».

Libye : Ibrahim Slimane Younès, appelle, quant à lui, à soutenir les efforts de l'armée libyenne dans sa lutte contre le terrorisme.

Maroc : le colonel major Mohamed Achour met en évidence l'évolution de l'Initiative «5+5 Défense», soulignant le «climat de confiance» qui y règne.

Espagne : le général major Ruiz De Gordo Perez de Luis Antonio Leceta, abonde dans le même sens, notant que l'Initiative a réalisé des «avancées» qui constituent «un grand pas qui nous permettra de riposter aux menaces qui nous guettent». «On est arrivé à un climat de confiance extraordinaire qui nous permettra de coopérer par des actions concrètes», a-t-il précisé.

Mauritanie : le colonel Ismail Cheikh Sidya et la représentante de Malte, Joanne Mercieca, ont mis en évidence l'importance qu'accordent leurs pays à cette initiative et leur engagement à tout ce qui en émanera comme décisions ».

Il paraît difficile d'afficher meilleur constat.

L'UE ET LA COOPÉRATION SOUS-RÉGIONALE DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE EUROPÉENNE DE VOISINAGE

Alexandre ZAFIRIOU¹

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Je souhaite remercier l'Association des Etudes Internationales et la Fondation Friedrich Ebert pour m'avoir invité à contribuer à vos travaux.

Nous avons déjà entamé, lors de nos débats, la dynamique de la coopération euro-méditerranéenne, appelée également «processus de Barcelone», fondé en 1995 entre l'UE et ses partenaires du Sud de la Méditerranée et les espoirs qu'il suscita par le biais d'accords d'association sur le plan bilatéral et la mise en œuvre d'un volet régional dans les «chapitres» politique, économique et culturel, prévoyant des programmes et activités, à dimension régionale, confortant une certaine «vision partagée», entre les deux rives, à l'échelle régionale. Il convient de rappeler que cette approche fut suivie par « l'Union pour la Méditerranée », fondée en 2008, qui se concentra, entre autres, à promouvoir un grand nombre de projets stratégiques structurants, à l'échelle régionale, notamment dans les domaines de l'eau, de l'environnement, de l'éducation, de la recherche, des transports, etc.¹.

Toutefois, la problématique posée par l'argumentaire de notre colloque est fort pertinente. Le cadre informel et restreint de dialogue et de concertation entre les pays

1. Ministre conseiller, délégation de l'Union européenne en Tunisie.



riverains de la Méditerranée occidentale, désigné «5+5», **offre une plateforme de coopération, des plus actives et prometteuse, au niveau sous-régional** qui, de surcroît, a progressivement diversifié ses domaines d'intervention; elle s'est ainsi avérée particulièrement adaptée à mieux répondre aux attentes de ses participants. Aussi, les conférences régulières des ministres des Affaires étrangères de ce cadre donnent les orientations politiques et en font un modèle de coopération privilégié. **Il convient de souligner que l'Union européenne a eu la possibilité de participer et contribuer, en tant qu'observateur, à de nombreuses réunions sectorielles,** ainsi qu'à la récente 13^e réunion des MAE du Dialogue «5+5», du 28 octobre 2016, à Marseille.

En effet, il convient de souligner que lors de cette réunion, la volonté politique **clairement exprimée** par les partenaires, visant à **assurer une complémentarité entre les différents cadres de coopération** ; ses conclusions précisent: «Les ministres entendent continuer à renforcer la coopération et la complémentarité entre les différents cadres et enceintes de coopération euro-méditerranéens: dialogue 5+5, Union pour la Méditerranée, Fondation Anna Lindh, Union européenne, Union du Maghreb arabe, ainsi qu'au bureau de liaison euro-arabe de La Valette».

A ce titre, le rôle de l'UE dans ce cadre, à travers la politique européenne de voisinage (PEV), est explicitement mentionnée : « ... la PEV, rénovée, contenue dans la communication conjointe du 18 novembre 2015,² ainsi que suite aux conclusions des conférences ministérielles de Barcelone (13 avril 2015) et de Beyrouth (24 juin 2015), et celles adoptées lors du Conseil Affaires étrangères de l'UE du 14 décembre 2015, permettent de disposer d'un cadre de travail adéquat.. ».

Il convient de rappeler que la PEV révisée a tenté de tenir compte, dans toute la mesure du possible, des points des observations formulées, lors des conférences ministérielles précitées. Cette nouvelle approche se caractérisa **par une**

2. JOIN (2015) 50 final du 18-11-15.



plus grande différenciation, tenant compte des spécificités des partenaires, une appropriation partagée des différents domaines de coopération, notamment en matière de sécurité et **une plus grande flexibilité dans le recours aux instruments financiers.**

Ainsi, afin de répondre aux causes profondes de l'instabilité, les thèmes prioritaires suivants sont cités: développement économique, développement rural, la création d'emplois, la coopération énergétique, la sécurité et les migrations ; **ceux-ci constituent également des thèmes prioritaires pour les partenariats de l'UE avec chaque pays de son voisinage Sud.**

La PEV, proposée en 2003 et qui devrait être successivement révisée, en particulier à la lumière des évolutions politiques en Méditerranée, en 2011 et 2012. Il s'en suivit, également, et qui nous concerne plus particulièrement aujourd'hui, **la publication de la communication conjointe sur le Maghreb de décembre 2012**, qui expose de manière détaillée la vision de l'UE par rapport à la promotion de la coopération intermaghrébine et les possibilités offertes dans les différents domaines de coopération.

La communication Maghreb souligne en particulier: «Le groupe des cinq pays de l'UE du Sud de la Méditerranée et des pays du Maghreb (le dialogue de la Méditerranée occidentale regroupant l'Algérie, l'Espagne, la France, l'Italie, la Libye, Malte, le Maroc, la Mauritanie, le Portugal et la Tunisie) **est précieux**» car ... **il instaure une coopération entre les pays concernés sur la base d'intérêts partagés et d'objectifs communs auxquels l'UE peut apporter son soutien dans certains cas, par exemple par le financement d'études de faisabilité ou de préparation de projets.** L'initiative des pays du champ (Algérie, Mali, Mauritanie et Niger) visant à aborder la dimension sahélo-saharienne, parallèlement à la stratégie de l'UE en faveur de la région du Sahel, fournit également des cadres de coopération étroite avec le Maghreb... »³.

3. Communication conjointe de la Commission et de la Haute Représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, JOIN (2012) 36 final du 17-12-2012.

Le cadre étant ainsi posé, l'UE est déterminée à approfondir ses relations bilatérales avec les pays du Maghreb; elle considère que les organisations et structures régionales existantes doivent être redynamisées afin de relever les défis communs de la sous-région ; **l'UE est prête à renforcer son soutien, à mettre en place des synergies et à renforcer la coordination avec les initiatives en cours au niveau bilatéral.**

Il convient de signaler que pour la Tunisie, au niveau bilatéral, l'année 2016 a vu **une intensification significative des différentes formes de coopération**; une communication conjointe de la Haute Représentante et de la Commission européenne, adoptée en septembre 2016, se concentrant uniquement sur la Tunisie, analyse en détail les volets spécifiques de cette coopération et contient des actions visant à promouvoir la stabilité à long terme, y compris la bonne gouvernance, la réforme de la justice, le développement socioéconomique et la sécurité⁴.

Ayant abordé les aspects liés à la PEV et les aspects sous-régionaux, il convient d'en tracer les éléments dans la problématique plus large qui a dominé les discussions au sein de l'Union européenne. Dans le contexte géopolitique multipolaire actuel et des multiples nouveaux défis, une situation sécuritaire fragmentée, la persistance de conflits ouverts provoquant destructions et flux migratoires incontrôlés ont conduit l'Union européenne et ses Etats membres à s'accorder sur une «**stratégie globale de l'UE**», qui résume la perception par l'UE de son environnement stratégique et les objectifs et valeurs qu'elle entend défendre et promouvoir, à travers son action internationale.⁵ Soulignons les grandes orientations convenues :

- favoriser la paix et garantir la sécurité de ses citoyens et de son territoire en tenant compte de la sécurité intérieure et extérieure qui sont aujourd'hui, encore, plus étroitement liées ;

4. Renforcement de l'appui de l'UE à la Tunisie, JOIN (2016) 47 final).

5. Conclusions du Conseil sur la stratégie globale de l'UE ; doc.13202/16 du 17 octobre 2016).



- accroître la prospérité de ses habitants, mais qui doit être partagée et satisfaire aux Objectifs de Développement Durable dans le monde entier, dans le cadre d'un système économique international ouvert et équitable et d'un accès durable aux biens communs mondiaux;
- favoriser la résilience de ses démocraties en étant fidèle à ses valeurs pour fonder sa crédibilité et influence à l'extérieur;
- œuvrer en faveur d'un ordre mondial fondé sur des règles, définies d'un commun accord, afin de fournir des biens collectifs mondiaux et de contribuer à un monde pacifique et durable, ayant comme principale clé le multilatéralisme et comme élément central les Nations unies.

Cette perception souligne l'importance des ordres régionaux de coopération ; dans un monde soumis à des défis multiples de nature diverse, ainsi qu' à des oppositions locales, **les dynamiques régionales acquièrent une place centrale.** Elle reconnaît que des formes volontaires de gouvernance régionale offrent aux États et aux populations la possibilité de mieux gérer les préoccupations en matière de sécurité, de tirer les bénéfices économiques de la mondialisation, de mieux exprimer leurs cultures et leurs identités et d'exercer une influence dans les affaires internationales.

Devant les nombreux défis de notre époque, nous pensons que l'appui des partenariats régionaux, tels que le 5+5, par l'Union européenne, constitue la meilleure réponse aux besoins des populations concernées dans les domaines prioritaires précités.

Je vous remercie

5+5 DIALOGUE INTERNATIONAL SYMPOSIUM-GEOPOLITICAL CHALLENGES OF THE MEDITERRANEAN REGION

Alfred ZARB¹

Distinguished guests¹,

I would like to express my appreciation to the Association of International Studies and Friedrich Ebert Foundation for giving me this opportunity to be here today and it is indeed an honor to address such a distinguished audience. The theme of our Symposium could not be more relevant and topical in light of the present scenario and unfolding challenges in the Mediterranean region.

The Mediterranean has always been at the centre of Malta's foreign policy. Malta was the first to advocate that there can be no peace in Europe without stability in the Mediterranean – a principle that we have unwaveringly reiterated for decades. This principle has never been more relevant for the current predicament of the Mediterranean which is characterized by a series of interconnected challenges in a rapidly shifting security environment. With this background in mind, I would like to elaborate my intervention on the situation in the Mediterranean from the perspective and priorities of Malta's ongoing Presidency of the Council of the European Union.

Malta's Presidency of the Council of the European Union has come at a difficult time for the Union as it is

1. Ancient ambassador (Malta).



surrounded by major political and economic upheavals. Yet, this turbulent context within which Malta opportunity for the Maltese Government to work closely with other Member States, institutions and stakeholders to engage in much needed discussions on the way forward for the Union. Such discussions culminated last March in Rome where all Member States and the institutions signed a declaration which reaffirmed their commitment towards a united Union that is proud of its achievements but recognizes that it cannot stand still in front of the challenger it's facing. Following these discussions, the next step forward is now to implement and work affectively to address these challenges. This ties in with Malta's main overarching priority for the Presidency –that of Union. This is a simple concept and a seed Malta is trying to sow in the little time we have in the Presidency seat. It is about reuniting Member States and the Union with citizens through enhanced efforts to translate political discourse and declarations into coordinated action by all institutions. This will ultimately show citizens that European Added Value will lead to Citizen added value.

More concretely, Malta's work as Presidency of the Council of the European Union has focused on effectively addressing migratory pressures, enhancing the social dimension of the Union, ramping up efforts towards a safer and more secure Union; engaging in discussions on the EU'S neighborhood and how the Union as a strong global actor can aid stabilization efforts, exploiting and developing all the facets of the single market and tapping into the opportunities in the maritime sector.

So far, despite it being a challenging experience, Malta has managed to achieve some concrete results on some very important legislative files. We have also managed to facilitate, together with the other institutions, an agreement on the external aspects of migration addressing the Central Mediterranean Route to prevent further loss of lives in the Mediterranean.



Malta's priorities in the area of the Mediterranean is to ensure that engagement remains a priority for the UE no less in importance than that in the Eastern Neighbourhood and to safeguard that levels of assistance to Southern Neighborhood countries are based on the principles of differentiation and modeled on the specific needs and priorities underlined by the partners themselves².

Distinguished Guests,

One cannot but underline the various regional and sub-regional initiatives which provide opportunities for frank dialogue between the partners involved. Malta is an avid supporter of the enrichment of synergies between initiatives such as the Union for the Mediterranean, the 5+5 Western Mediterranean Dialogue and the Anna Lindh Foundation. Their distinct mandates are a complimentary component of laying the foundations of a promising future for the Euro Mediterranean region.

The Union for the Mediterranean (UFM) presents a relevant platform to regional cooperation, as it brings together a multitude of regional actors. Malta continues to support a projects based approach, which has proved to be the winning formula of the UfM. Indeed, the UfM has a tangible component, contributing to the development of capacity building projects in business and infrastructure, energy and climate action, education, social and civil affairs. In January 2017, Malta participated in the Second Regional Forum of the UfM, held in Barcelona which focused on youth on both shores of the Mediterranean basin. In this regard, Malta supports the efforts undertaken by the UFM to amplify its work in order to reach a wider impact on the level of regional cooperation and integration.

The 5+5 Dialogue has also proved to be a useful mechanism which promotes dialogue and cooperation in

2. Input provided by MEAIM in April 2017.

the Western Mediterranean region. Malta was proud to have hosted the 5+5 summit in 2012 during which a wide-ranging Declaration was adopted dealing with a number of themes ranging from political dialogue to education and youth. Malta believes that the 5+5 has retained its political relevance in the wider Euro-Mediterranean dynamics as the Dialogue is the only regional grouping that brings together the members of the Arab Maghreb Union with its immediate neighbors on the Northern shore of the Western Mediterranean in an informal setting. Malta participated in the 13th 5+5 Ministerial Meeting that was held in Marseille in October 2016 where Ministers highlighted the importance of creating new jobs for the youth and expressed commitment to put youth at the heart of exchange and cooperation programmes. Furthermore, they also hailed projects like Euromed+ which facilitates mobility for youth. Malta's track record in the successful outcome of the 5+5 Dialogue to regional cooperation and integration is marked by its pro-active contribution to the Dialogue in forums spanning from defense, blue economy, climate change, labour and employment, which seek to address emerging challenges in the Mediterranean in adequate focus and detail.

Youths and increased people to people contacts have a fundamental role to play. Empowering the younger generations and giving them their dignity through employment will make an indispensable difference in the struggle against radicalization. It is within this context that Malta acknowledges the Anna Lindh Foundation ALF which gathers a diverse network of key regional actors and partners. Malta was proud to host the ALF MED forum in October 2016 a landmark event for regional cooperation, resulting in the launch of Young Mediterranean Voices, which offers a new space for constructive debate and intercultural dialogue among young people from both sides of the Mediterranean. Recently, HRVP Mogherini further expanded this initiative by launching the Young Med Voices Plus the latter aims to open all channels to youth



agencies across the Mediterranean through large-scale communication and advocacy actions.

In connection to our commitment towards the Mediterranean as one of our Presidency priorities, Malta has proudly hosted the UFM Seniors Officials meeting back to back with the Anna Lindh Foundation Board of Governors meeting on 7-8 March 2017.

Distinguished Guest,

The importance that Malta attributes to stability, peace and economic development in the Mediterranean will always remain high on its agenda, not only during Malta's Presidency.

Peace and stability need to be achieved through a comprehensive understanding of security, one that is built on common commitments and determination. In this context, we must maintain our regional and international efforts in addressing those emerging threats that undermine not solely the security of our nationals, but also global stability. Our efforts should be collectively aimed at transforming the Mediterranean into a region of dialogue, peace, cooperation, stability and prosperity. Ultimately, the key to resolving crises and instability lies in diplomacy and dialogue through regional initiatives such as the 5+5 Dialogue and

Migration-Intervention³

Has the 5+5 regional dialogue contributed to better control irregular migration and illicit trafficking?

Distinguished guests,

The Mediterranean Sea is increasingly becoming a theatre for tragedies, with hundreds of migrants trying to

3. Input provided by Directorate Global issues on 11 April 2017.

irregularly cross from the Maghreb coasts to those of Europe. As a matter of fact, 2016 saw a new record high of deaths at sea of irregular migrants trying to cross the Central Mediterranean route. Meanwhile, migration has always featured high on the agenda of the 5+5, having been addressed at the Ministerial Conference in October 2003, wherein we acknowledged the need to promote an effective cooperation on migration issues that were of common interest. At the time, the 5+5 had pre-empted the necessity for better migration management, the need for more cooperation and structured dialogue between UE and African partners in relation to migration and a possibility of ensuring this becomes tangible by consolidating technical cooperation and combating irregular migration and trafficking of human beings. In its initial discussions on migration, the 5+5 dialogue also focused on the involvement of the private sector in countries of origin and its assistance through the creation of jobs and investment in agriculture.

These are all elements that are being addressed by the EU through its various initiatives, with the creation of the Global Approach to Migration and Mobility that provides the overarching framework for the EU's external dimension of migration and asylum. Beyond this, many developments have taken place over the past few years. The Valletta Summit on Migration held in 2015 has provided the modalities for the new Partnership Framework, strengthening the EU's comprehensive approach towards migration, while stressing the fact that there is no one size fits all solution to the challenges of migration. As a key measure in follow up, in June 2016, a Commission Communication announced the launch of the External Investment Plan (EIP) on the establishment of the New Partnership Framework.

This focuses on providing countries of origin with: a new investment plan; technical assistance; as well as a range of EU development cooperation programmer together with political dialogues aimed at addressing improvement of investment, climate and the overall environment in the countries concerned.



Distinguished guests,

On 8-9 February 2017, Malta hosted the Joint Valletta Action plan Senior Officials Meeting (JVAP:SOM) with the aim to take stock of the progress attained over the past year in the implementation of the Valletta Action Plan and outline the way ahead. We now need to maintain the momentum and continue with the implementation of the Action Plan, while addressing the gaps identified at the SOM, through the work of both Processes of Rabat and Khartoum. As the current Presidency of the Council of the EU, Malta will also continue to work on the implementation of the Malta Declaration agreed to at the Malta Summit of February this year, which addresses, the Central Mediterranean route and focuses on strengthening capacity-building in Libya, including the training of Libyan Coast guards, in its operational area of responsibility. In April 2017, we have also witnessed the establishment of a High-Level Contact Group, as part of the mandate of the Malta Declaration, with its goal being that of intensifying EU-African dialogue and cooperation. Fostering this dialogue is of immense importance if we are to truly better manage migrant flows.

POUR UNE COOPÉRATION EURO- MÉDITERRANÉENNE BASÉE SUR DES PROJETS OU LE DIALOGUE 5+5 : DES PAROLES AUX ACTES

Fouad BENDI¹

Mesdames et Messieurs,
Chers participants,

Je tiens tout d'abord à remercier Monsieur Ezzedine KERKENI, président de l'Association des études internationales, ainsi que les membres de l'AEI et à leur tête monsieur Boubaker Ben Fraj d'avoir été à l'initiative de ce colloque ainsi que la fondation Friedrich Ebert pour sa collaboration.

Je souhaite vous exprimer tout le plaisir de pouvoir intervenir sur un thème qui nous tient tout spécialement à cœur et qui est l'un des axes de travail de **l'Institut marocain des relations internationales (IMRI)**, à savoir le rapprochement économique, politique, social et culturel entre les deux rives occidentales de la région euro-méditerranéenne¹.

Introduction

Le forum 5+5 a été instauré en 1990 dans l'objectif d'engager un processus de coopération régionale en Méditerranée occidentale, interrompu pendant plusieurs années, puis relancé en 2001.

1. Secrétaire général de l'IMRI (Institut marocain des relations internationales).



Depuis cette date et en dépit des sommets des chefs d'État et de Gouvernement, des conférences des ministres des Affaires étrangères, des ministres de l'Intérieur, de la Défense, du Transport, de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et de la Culture, ainsi que d'autres réunions de spécialistes dans les divers domaines entamées depuis le début des années 2000 ; les résultats sont loin des attentes des citoyens des pays du Maghreb et du Sud de l'Europe.

I -

La note de présentation de ce colloque expose de multiples défis auxquels la région est confrontée ainsi que plusieurs questions auxquelles les imminents intervenants tenteront de donner des éléments de réponse ou même des solutions durant ces deux jours. Parmi ces questions, je retiens trois :

- Jusqu'à quel point le dialogue 5+5 a-t-il atteint les objectifs et missions qui lui ont été initialement assignées ?
- Jusqu'à quel point a-t-il contribué à créer **une dynamique fiable de coopération** entre les deux rives du bassin occidental de la Méditerranée ?
- A-t-il contribué à activer la coopération en matière de **préservation de l'environnement**, de lutte contre les catastrophes naturelles et des énergies renouvelables ?

Sans avoir une vision pessimiste et malgré les efforts entrepris jusqu'à présent, je pense qu'il est temps de passer à une vitesse supérieure pour la construction de projets communs qui auront un impact positif sur la vie quotidienne des citoyens des deux côtés de la Méditerranée.

II -

Le Forum (dialogue 5+5) ne doit pas rester cloîtré uniquement dans les problématiques du passé comme



les interminables discussions sur l'émigration et les sujets sécuritaires, il doit jouer un rôle proactif pour répondre aux besoins croissants de la population des 10 pays en termes de revenus et d'emplois décents. Le Forum ne doit pas consacrer toute son énergie aux parties visibles de l'iceberg.

Le Forum doit encourager les initiatives privées ou de partenariat public-privé relatives aux projets et infrastructures à portée sous régionale, dans le but d'accroître les investissements stratégiques parmi les opérateurs de la région (gouvernements, organisations multilatérales et opérateurs privés).

Et ce en créant un cadre d'initiations et d'évaluations des projets et de mobilisation des ressources financières. Actuellement, les marchés financiers regorgent d'épargne et les taux d'intérêt sont à un niveau historiquement bas. Dans ce contexte, la création d'un fonds dédié aux investissements dans la zone occidentale de la Méditerranée est une solution idoine.

III-

En résumé, le Forum doit définir la direction du développement, mettre en place les instances de gouvernance et les outils pour mobiliser les ressources financières et non financières.

Pour étayer mes propos, je citerai quelques exemples structurants de projets à mettre en place :

1. Commenant par une proposition de forme mais qui a tout son sens profond : après des années de dialogues et de conférences, il est temps ne serait-ce que par formalisme de procéder à la modification de l'intitulé du forum (dialogue 5+5) en vue de lui donner un nom plus dynamique pratique et de le doter d'institutions permanentes.
2. L'Afrique du Nord est parmi les zones les plus ensoleillées au Monde, un plan de l'énergie solaire intégré pourrait

approvisionner durablement les régions avoisinantes (en particulier l'Europe) en électricité propre ce qui permettrait de réduire substantiellement la dépendance aux énergies polluantes pour les 10 pays de la région ;

- « En six heures, les déserts reçoivent plus d'énergie du soleil que ce que consomme l'ensemble de la population humaine en une année ». Constat du physicien allemand Gerard Knies.
3. La mise en place d'une coopération institutionnalisée, automatisée, réactive et solidaire dans le domaine de la protection civile pour faire face aux catastrophes naturelles dans tous les pays de la Méditerranée occidentale ;
 4. En fin, au-delà de l'établissement d'un pont de dialogue entre les deux rives, il est temps de construire un vrai pont (liaison maritime sous forme de tunnel ou hauban) entre le nord de l'Afrique et le sud de l'Europe via le Maroc et l'Espagne. Le groupe de travail spécifique qui s'intéresse aux questions liées au transport : le Groupe des ministres de transport de la Méditerranée occidentale (GTMO 5+5) doit inscrire ce point parmi ses priorités.

La jonction entre ces deux continents permettrait de mettre en place des moyens de communication (transports) plus rapides et moins coûteux. Cela renforcerait la coopération économique entre l'Europe et l'Afrique. On pourrait citer le tourisme ou encore les échanges commerciaux qui se traduiraient par le renforcement de l'intégration sociale et culturelle, complétant les économies respectives et les rendant plus compétitives.

Il est à noter qu'il n'y a que 14,4 kilomètres dans la partie la plus étroite qui sépare les deux continents du côté du « Détroit de Gibraltar » tout en sachant que la liaison nécessitera relativement plus de kilomètres en termes de points d'ancrage des ouvrages.



Le projet de la construction d'un tunnel pour relier les deux rives ne date pas d'aujourd'hui.

Le Détroit de Gibraltar est un obstacle physique qui sépare deux grands continents, l'Europe et l'Afrique. La connexion de ces deux continents montrerait qu'il y a une volonté solide pour la construction d'un avenir commun. Le développement économique et social sera le garant de la paix et de la stabilité.

Deux continents qui se regardent patiemment pourront enfin se saluer.

Merci pour votre attention.

DÉRIVES EN MÉDITERRANÉE : LA PRIMAUTÉ D'UNE SOLUTION CULTURELLE

Abdelaziz KACEM¹

Point n'est besoin d'être grand praticien pour établir que la Mare Nostrum, la mer d'Ulysse et de Sindbad, plus largement que les 5+5, la mer euro-arabe est gravement malade. Voilà un thème duquel je tâte, à mon corps défendant, depuis pratiquement la première guerre d'Afghanistan, quand la CIA a sorti le plus cruel des djinns de la bouteille où il était enfermé¹.

Les États-Unis secondés par leur supplétif anglais avaient un compte à régler avec la Russie soviétique, sur fond de leur débâcle au Viet Nam. Nous ne savons pas pour autant pourquoi la France de Mitterrand les a-t-elle soutenus en œuvrant, par ricochet, au renvoi de l'Afghanistan vers ses grottes d'origine. C'est de ce temps-là qu'a commencé à se constituer les Jihadistes européens de Khaled Kelkal aux camionneurs du diable à Nice et ailleurs.

L'Europe applaudissait naguère à l'effondrement de l'URSS. Elle semble ne pas se rendre compte que le système capitaliste avait déjà atteint ses limites, que les crises qui en découleraient seraient pratiquement perdurables.

J'en ai parlé, j'en parle encore, devant diverses instances européennes. C'est un sujet que je traite avec les outils qui sont les miens, l'histoire, la littérature, l'éthique. Mes nombreux essais en témoignent, dont le dernier en date, que j'ai intitulé « L'Occident et nous et vice-versa ».

1. Ecrivain - Tunisie.



Au reste, j'emprunte le deuxième titre de mon propos, « *Primauté d'une solution culturelle* », à celui d'un article de Louis Massignon paru en 1952 dans la revue *Politique étrangère*² et consacré aux rapports Orient-Occident. Le grand orientaliste y réfute, d'avance, le concept de « clash des cultures » qu'annoncera, quarante ans plus tard, Samuel Huntington. On a beaucoup glosé sur les raisons qui empêchent le dialogue euro-arabe de réellement s'instaurer. Massignon, avec son art de la formule, résume ainsi la problématique : « Nous autres, Européens, nous ne savons même pas « imaginer » les rêves de nos adversaires ». Et cela fait longtemps que, de ce côté-ci de la Méditerranée, nous faisons des rêves.

Tous les intellectuels d'antan, hélas, font figure de Cassandre. Ils ont tout vu, tout prévu, nul ne les a crus. Cela fait des lustres que j'ai tiré l'alarme dans une formule reprise par plus d'un : « L'Orient perd le Nord et l'Occident est désorienté ».

La pénurie des matières premières, dans les deux camps, s'est accompagnée par un déficit grave en termes de matière grise. Le monde arabe traverse la crise la plus dangereuse de son histoire moderne. Tous les secteurs, l'économie, l'éducation, le social, y sont sinistrés. Les indépendances que Jacques Berque appelait « le droit aux problèmes » n'ont rien résolu. Les contradictions internes et les tensions régionales ne sont pas près d'être maîtrisées. Et puis, avouons-le, il y a cet humiliant échec : Nos pays n'ont pas réussi à nourrir et à faire travailler tous leurs enfants ; et les bouches inutiles d'augmenter de jour en jour. La corruption n'explique pas tout. Comment échapper aujourd'hui à ces printemps en mal de fleurs et de papillons ?

L'Europe, qui nous félicite sans cesse de nos pas sur le chemin de la démocratie, ne nous aide vraiment pas à nous en sortir et il nous arrive de regretter le bon vieux temps où la coopération bilatérale répondait mieux à nos attentes.

2. Massignon Louis, art. *L'Occident devant l'Orient. Primauté d'une solution culturelle*, dans *Politique étrangère*, n° 2 - 1952 - 17^e année. pp. 13-28.



Et puis n'ayons pas peur des mots : tout au long de leur histoire, les Arabes n'ont jamais mis la démocratie au rang de leurs priorités. Même les philosophes arabes versés dans l'héritage grec, plus rompus à la verticalité des concepts qu'à l'horizontalité de la doxa, ne se sont guère arrêtés aux vertus démocratiques. En revanche, ce que les Arabes n'ont cessé de réclamer, c'est la justice. Ils en ont jusqu'à présent été privés, au plan national tout autant qu'au plan international.

« L'Europe, a-t-on écrit encore, a de plus en plus de membres et de moins en moins d'âmes ». Au-delà de la charge mystique que recèle cette assertion attribuée à André Frossard, nous constatons, nous autres, que plus l'Europe s'élargit, plus elle s'étrique ; plus elle favorise la géographie, plus elle estropie l'histoire. Au reste, il y a bientôt un siècle, Oswald Spengler établit dans son livre *Le Déclin de l'Occident* que l'Occident était de plus en plus civilisé, techniquement s'entend, et de moins en moins cultivé. Du même André Frossard : « Il semble que la foi du charbonnier soit un peu moins vive depuis la découverte du pétrole ». À l'inverse, le monde arabe, ahuri, voit se développer, sur ses terres plusieurs fois millénaires, et en Occident même, la pandémie wahhabite. Nous avons trop longtemps ironisé sur cette secte qui est en train de supplanter l'islam des origines.

Comment ne pas être outré de voir défilier dans l'Arabie obscurantiste tous les grands de ce monde, en quête fébrile de quelque juteux contrat. Pour mieux vendre sa ferraille létale, on va jusqu'à décorer de la Légion d'honneur les financiers commanditaires du terrorisme.

Après la destruction abominable de l'Irak et de la Libye, après l'acharnement barbare de l'Occident contre la Syrie, un intellectuel arabe déclarait, il y a peu, « Naguère, dès que nous avons un problème, nous appelions l'Europe à notre secours, aujourd'hui nous lui demandons de nous laisser tranquilles » ; un autre dira : « Il fut un temps où les Arabes, pour savoir la vérité sur ce qui se tramait chez eux, se tournaient vers les médias européens, réputés crédibles, aujourd'hui nous savons que ces médias mentent et qu'ils n'ont plus que leur opinion publique à tromper ».

Du fond de leur détresse, les intellectuels arabes, gavés d'avicennisme, d'averroïsme mais aussi de voltairianisme réfléchissent sur les splendeurs et les déchéances des grandes puissances. Il est dans l'histoire moderne des retournements de situation aussi étranges que sous-analysés. Que le maître américain et ses valets s'acharnent à démanteler toutes les parties utiles du monde arabe, en application de la théorie du dérèglement délibéré du monde, cela n'a rien d'étonnant. Mais que la vieille Europe, l'Europe des Lumières s'accoquine avec les Bédouins, c'est le monde à l'envers.

Contrairement à ce que l'on croit, la théorie du chaos dit « constructif » n'est pas une invention des néoconservateurs. Elle date d'au moins la période de l'Entre-deux guerres. L'établissement de l'État hébreu en Palestine et la fondation d'un royaume wahhabite au Golfe font partie de la politique de déstabilisation permanente dans toute la région arabe civilisée.

Le chaos constructif en guise de nouvel ordre mondial est l'euphémisme, que dis-je, l'oxymore le plus scandaleux de la littérature politique de tous les temps. L'Europe a beau ironiser sur le QI de Donald Trump, sur sa versatilité, son ignorance crasse de l'histoire, elle sait parfaitement qu'il est l'un des présidents les plus représentatifs du peuple américain qui l'a élu. L'Europe, comme elle le fait depuis la fin du gaullisme, obéira au locataire de la Maison-Blanche au doigt et à l'œil.

Les Arabes modernistes se sont toujours adossés aux contreforts de la laïcité européenne. Depuis les changements intervenus du côté de chez nous, changements auxquels nos amis américains ne sont pas étrangers, l'Europe anticléricale, se conformant aux vues de l'Oncle Sam, n'a eu de cesse de nous faire croire à l'émergence d'un islam compatible avec la démocratie et de nous vanter l'exemple de la Turquie où règne le Dracula du Bosphore dont l'Union européenne vient d'entériner le scandaleux référendum. De qui se moque l'Europe ? Elle sait parfaitement que toute religion est par essence totalitaire et que la demande de Dieu évacue la démocratie. Et puis, tant qu'à faire, nous autres, nous



préférons soutenir le Hezbollah, contre une Sunna de tout temps servile, rétrograde et conspiratrice

Nous comprenons mieux, aujourd'hui, ce que dénonçait Maxime Rodinson, pour qui l'Occident semble tout faire pour accentuer la dégénérescence des pays orientaux. « *Leur redressement, leur modernisation éventuels, affirme-t-il, ne suscitent aucun enthousiasme. Ils risqueraient d'y perdre cette touche d'exotisme qui fait leur charme* ». *Les politiques coloniaux s'alliaient, le plus souvent, aux « conservateurs indigènes » et traitaient, ajoute-t-il, « les intellectuels nationalistes, qu'ils soient réformateurs ou révolutionnaires, socialisants ou non, de pâles imitateurs de l'Europe, poussés par des idées abstraites et mal comprises, à détruire leur propre patrimoine³ ».*

Sur toutes les rencontres euro-arabes, quels qu'en soient les centres d'intérêt, plane, légitimement, le spectre de l'insécurité et de l'émigration. Parlons-en !

En mars 2007, l'UE célébrait le 50e anniversaire du Traité de Rome, débouchant sur la Déclaration de Berlin. Celle-ci contenait un élément de phrase apparemment anodin qui nous a profondément choqués. Je cite : « Nous lutterons ensemble contre le terrorisme, la criminalité organisée et l'émigration illégale ». Il m'a été donné de dénoncer cet amalgame au sein même de la Commission européenne, car mettre le flux des pauvres au même niveau que le terrorisme et la mafia est pour le moins indécent. En outre, il y a lieu de faire remarquer que l'élargissement de l'UE fait que le Vieux continent s'ouvre aux pauvres de ses périphéries encore sous-développées et que par conséquent l'émigration maghrébine ne peut plus être qu'illégale.

Nous comprenons parfaitement les difficultés et problèmes que pose aux pays d'accueil l'arrivée massive des migrants. Mais l'Europe n'est-elle pas en grande partie responsable de ces marées de réfugiés syriens qui s'abattirent sur elle en 2015 ? N'a-t-elle pas soutenu et armé les centaines

3. Rodinson M., *La fascination de l'islam*, Lib. F. Maspero, Paris 1980, p. 96.

de milliers de barbus de tout poil financés et lancés par les pays du Golfe comme nuée de sauterelles contre la Syrie éternelle, berceau où l'assyriologue Jean Bottéro situe la naissance de Dieu et de l'Occident lui-même ? Au nom de quelles valeurs sinon en celui des droits de l'homme, version wahhabite, que l'Europe s'engage aux côtés de scélérats sans foi ni loi ? Il faut une bonne dose d'hypocrisie et de cynisme pour participer à pousser les Syriens à l'exode et s'en plaindre par la suite.

L'Europe vit sous la menace permanente d'une action terroriste. Elle feint de ne pas savoir que nous sommes les premières victimes du jihadisme et que les attentats qu'elle a subis s'apparenteraient à des dégâts collatéraux, quand ils ne sont pas l'effet boomerang de ses propres manipulations.

Quoi qu'il en soit, la mobilisation contre Al-Qaïda, Daesh, Boko Haram, les Talibans et assimilés demeurera un coup d'épée dans l'eau, pour ne pas dire une vaine gesticulation, aussi longtemps que l'Europe fricotera avec le wahhabisme, ventre encore fécond de nuisances et malformations.

Le dernier des bergers de la brousse ou de la Pampa sait qu'il faut chercher à Tel-Aviv et à Ankara les vraies raisons de la tragédie syrienne. Tout le reste, y compris l'Occident, n'est que complicité subalterne.

D'où que vienne le malheur qui s'abat sur leurs contrées, les intellectuels arabes ont pris l'habitude de pester contre l'Europe en général et celle des Cinq en particulier, l'Europe latine pour ainsi dire, accusée de non-assistance. Ont-ils tout à fait tort ? À leurs yeux, le voisinage constitue un lien sacré, indissoluble, pour le meilleur et pour le pire.

L'homme qui vous parle a été formé à l'école occidentale. Méditerranéen convaincu, depuis qu'il a mis, culturellement, le cap sur la rive d'en face, et quelles qu'aient pu être ses déboires, ses désillusions, il n'a jamais pensé rebrousser chemin. Il est profondément convaincu que notre destin, à nous, comme celui des Européens, se joue en Méditerranée et nulle part ailleurs. C'est à partir d'une telle



donnée que le vivre-ensemble, la convivance, prend toute sa dimension.

L'intellectuel n'est pas un moraliste. Mais il tient à ce que les mots gardent leur sens. Le pragmatisme, par exemple, est peut-être une nécessité, une contrainte. Il n'est pas pour autant une vertu politique. Le pragmatisme est un opportunisme. L'intellectuel arabe, enfin, se donne pour mission de déranger les vérités du moment, et de tendre aux uns et aux autres le miroir à même de leur renvoyer l'image fidèle de leurs infidélités, mais aussi celle des œuvres grandioses qu'ils ont réalisées ensemble à travers les siècles.

Nous autres, l'ambassadeur Ezzeddine Kerkeni le rappelait, en me faisant l'honneur de me citer, nous avons plus besoin d'humanisme que d'humanitaire, ceci pouvant découler de cela. Permettons, tant qu'il est encore temps, à nos *Lumières* respectives de dissiper les noirs nuages de l'obscurantisme. Tout le reste suivra.

L'ACCORD DE PARIS DE LA COP21, UNE RESPONSABILITÉ ET UNE OPPORTUNITÉ POUR L'ESPACE EURAFRICAIN

Salah HANNACHI¹

I- Le voisinage Europe-Afrique : une réalité durable

Aujourd'hui, le voisinage entre les deux rives nord et sud de la Méditerranée, entre l'Afrique et l'Europe, est une réalité pressante, historique et géographique, géopolitique et géoéconomique, incontournable et durable. Il est actuellement vécu essentiellement comme posant un défi d'émigration et de sécurité.

Pour être mieux vécu, le voisinage eurafricain doit être soutenu par une vision positive qui doit aider à valoriser sa spécificité, ses défis et ses opportunités d'une manière mutuellement bénéfique servant les intérêts des deux parties.

La vision cadre doit être une vision géostratégique à long terme mettant en cohérence les défis, les opportunités, les forces, les faiblesses et les voisinages emboîtés entre l'Europe et le Maghreb, l'espace 5+5, l'espace UE+5, et le voisinage longitudinal eurafricain, entre l'Europe et l'Afrique. Elle doit servir un objectif majeur durable du voisinage comme la paix, la sécurité et la stabilité, le développement durable, la compétitivité sur les marchés tiers ou/et vis-à-vis la contribution conjointe à la résolution des défis confrontés, régionaux ou globaux.

La maîtrise du changement climatique est un défi réel.¹

1 Expert, ancien ambassadeur - Tunisie.



II- L'Accord de Paris, une responsabilité et une opportunité pour le voisinage eurafricain

La COP21 au Sommet de Paris en décembre 2015 a réalisé un consensus, salué comme historique et sans précédent, sur le défi posé par le changement climatique et sur l'impératif et la possibilité de faire face à ce défi par des actions collectives, nationales, régionales et globales. Ce consensus fut concrétisé par la soumission par près de 200 pays, dont tous les pays africains, de plans nationaux de contribution décidés par chaque pays souverainement au plan national pour la lutte contre le changement climatique (CDN, Contribution décidée au plan national). Le consensus fut couronné par l'Accord de Paris, ratifié et entré en vigueur en 2016, c'est-à-dire en moins d'une année. Le Protocole de Kyoto de la COP3 de 1997 a mis près de 8 ans pour être ratifié et entrer en vigueur en 2005.

La COP22 au Sommet de Marrakech a consolidé ce consensus et préconisé entre autres un plan AAA, Adaptation et Agriculture pour l'Afrique, dans le cadre de l'effort global de lutte contre le changement climatique. La mise en œuvre de l'initiative AAA contribuera aussi à la réalisation des Objectifs de Développement Durable, ODD, des Nations Unies et à la réalisation des objectifs de développement de l'Agenda 2063 adoptée par le sommet africain de 2013 à Addis-Ababa.

Le consensus sur l'impératif de la lutte contre le changement climatique offre l'opportunité majeure d'une contribution significative de cet espace au défi global de la lutte contre le réchauffement global et de consolidation de la compétitivité de l'espace eurafricain dans la réduction des émissions à effet de serre par les investissements directs et par le transfert de technologies appropriées de réduction et de maîtrise des émissions de gaz à effet de serre et de recyclage des déchets pour la production de l'énergie (Waste to Energy). Il offre aussi l'opportunité d'une contribution significative à la réalisation des ODD et de l'Agenda 2063.



III- L'énergie dans le voisinage eurafricain

L'énergie doit donc figurer en bonne place dans la vision pour le voisinage eurafricain. En effet, l'énergie représente une composante majeure dans les CDN, i.e. les plans nationaux de contribution à la lutte contre le changement climatique de tous les pays signataires de l'Accord de Paris relatif au Sommet de COP 21. De même, l'énergie représente une composante majeure dans les relations euromaghrébines, et de plus en plus dans les relations eurafricaines. Le projet annoncé d'une connexion énergétique Nigeria-Maroc tournera l'interconnexion Maghreb-Europe en une 'intégration énergétique' eurafricaine.

L'interconnexion électrique intercontinentale Afrique-Europe par l'interconnexion en place Maroc-Espagne, et les projets Nigeria-Maroc-Espagne et l'interconnexion électrique Tunisie-Italie permettront, par l'import-export de l'électricité, de mieux balancer le système énergétique euromaghrébin et eurafricain. Elle permettra aussi d'optimiser les synergies et les complémentarités structurelles saisonnières et technologiques. Elle permettra enfin d'améliorer le bilan carbone en remplaçant le transport et le commerce des énergies fossiles par le commerce et le transport de l'électricité.

IV- Le nexus énergie-eau-agriculture-environnement

La vision doit tenir compte des opportunités créées par le nexus Energie-Eau-Agriculture et l'initiative AAA 'Adaptation-Agriculture-Afrique' préconisée à COP22 à Marrakech en 2016. Elle doit aussi tenir compte des recommandations du G7 2017 au Japon pour le transfert de technologies entre les pays pourvoyeurs et les pays demandeurs, en particulier de l'Europe vers l'Afrique au Nord et au Sud du Sahara. Ces recommandations exigent en particulier la localisation, i.e. l'adaptation aux conditions locales, des technologies réductrices des gaz à effet de serre, des technologies avancées de traitement des eaux usées, les technologies de remédiation

de l'environnement, de transformation des déchets en énergie, « Waste to Energy », etc.

V- Le partenariat dans le transfert de technologies, la recherche et l'innovation

La réalisation des recommandations du G7 au Japon ou des résolutions de CO21 et COP22, concernant le transfert de technologies demandera au préalable un travail de « localisation », c'est-à-dire d'adaptation aux conditions locales des technologies qui seront transférées des pays pourvoyeurs aux pays demandeurs. A son tour, l'effort d'adaptation peut exiger un travail de R&D plus ou moins soutenu dont la vision doit tenir compte.

De même doit-elle prendre en compte les opportunités de partenariat en recherche, en R&D, pour l'innovation, considérée par le président Xi Jinping, dans son discours à Davos 2017, comme le nouveau moteur de croissance et de compétitivité de l'économie mondiale et pouvant prendre la relève des moteurs actuels, en épuisement, de développement de l'économie mondiale.

La vision doit également tenir compte du fait que dans beaucoup de pays africains, il existe une capacité de recherche réelle que le tissu industriel national n'est souvent pas en mesure de mobiliser et valoriser. Le partenariat avec le tissu industriel européen peut mobiliser ces gisements de recherche et d'innovation.

Enfin il y a lieu de souligner que certains défis globaux ont une envergure et/ou un caractère transnational tels qu'ils demandent, pour être analysés, compris et efficacement affrontés, un effort collectif transnational eurafricain ou même global de recherche, de développement, de conception et de mise en œuvre.

VI- La triangulation

Le défi de la mise en œuvre et du financement de l'Accord de Paris de la COP21 fait l'objet d'un consensus



encore plus fort que l'accord lui-même. Devant cette réalité et en ce moment où les moyens publics et privés, financiers, économiques et techniques de l'Europe sont sursollicités, la triangulation avec les pays et les multinationales dans les espaces tiers de l'Asie de l'Est et du Sud, ou de l'Hémisphère Occidental, pourrait constituer un schéma Win-Win-Win. La triangulation Japon-Asie de l'Est-Reste du monde pour le marché international en est une illustration. La triangulation Japon-Mexique-USA pour le marché nord-américain par les investissements directs japonais au Mexique a donné la compétitivité pour le Japon sur les marchés nord-américains, la croissance et l'emploi pour le Mexique et un voisin stable et prospère à haut pouvoir d'importation pour les USA. Elle a sensiblement contribué à tourner le Mexique en troisième partenaire économique et commercial des USA.

Une triangulation semblable entre le Maghreb et l'Afrique, d'une part, l'Europe, d'autre part, l'Asie et le reste du monde en troisième part, pourrait dilater les moyens de mise en œuvre de l'Accord de Paris et obtenir les mêmes effets de prospérité, de paix et de stabilité dans le voisinage eurafricain.

Le président Xi Jinping de la Chine a annoncé en 2013 l'initiative « Belt and Road » conçue autour du thème de la Route de la Soie et destinée à baliser une grande voie de paix et de prospérité inclusive entre les pays et les peuples de l'Asie, de l'Afrique, de l'Europe et au-delà. En décembre 2015, la Chine a lancé l'AIIB, Asian Infrastructure Investment Bank, pour contribuer à concrétiser cette initiative. Le 14 mai 2017, dans un sommet auquel ont participé plusieurs pays, le président Xi Jinping a annoncé la budgétisation de 124 milliards de dollars pour financer l'initiative. De même a-t-il annoncé que la Chine dépensera 2000 milliards de dollars pendant les cinq prochaines années pour promouvoir les échanges avec les pays participants.

VII- Conclusion

L'Accord de Paris de 2015 est le résultat d'un



consensus historique sans précédent sur la gravité du défi du changement climatique et sur l'impératif d'une action collective entre tous les membres de la communauté internationale. Il constitue à ce titre une opportunité majeure de mise à jour et de renouvellement de la mission des Nations Unies, restée enfermée malgré tous ses efforts dans la mission sécuritaire qui lui avait été assignée en 1945, le lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Il constitue aussi pour l'Afrique et l'Europe une opportunité d'éveil aux défis et aux opportunités qui sont posés et offerts à leur voisinage.

On peut ignorer l'histoire, on ne peut pas changer la géographie. Le voisinage Europe-Afrique ne va pas disparaître. Il constitue et continuera à constituer une réalité incontournable et durable qu'il est inutile de déplorer ou de célébrer. Il faut vivre avec et le plus tôt le mieux. Pour l'Hémisphère Ouest, le voisinage va de l'Alaska jusqu'à la Terre de Feu. Pour l'hémisphère Est, il va du nord de Hokkaido jusqu'à la Nouvelle Zélande. Pour l'hémisphère central, le voisinage Europe-Afrique doit être vécu comme un voisinage eurafricain allant de la Scandinavie jusqu'à l'Afrique Australe.

La limitation de la gestion de ce voisinage durable à une stratégie de mitigation des problèmes de l'émigration et de la sécurité est une stratégie limitée et inefficace. Ce n'est même pas une stratégie. Une vraie stratégie de voisinage ne peut pas être limitée aux menaces. Elle doit être élargie aux forces, aux faiblesses et aux opportunités de voisinage. Un tel élargissement est à même de tourner l'enfer de l'autre en un havre pour tous. Il est à même d'aider à optimiser l'Accord de Paris sur le changement climatique.



LA MÉDITERRANÉE EN QUÊTE D'UN NOUVEAU RÉCIT ÉNERGÉTIQUE

Gonzalo ESCRIBANO¹

Introduction

Cet article examine la place de la Méditerranée, et plus particulièrement de l'Afrique du Nord, dans le scénario énergétique global. La première section présente de manière brève les traits d'une double transition énergétique en cours : l'émergence du pouvoir énergétique non conventionnel des Etats-Unis et à plus long terme les défis du changement climatique. La deuxième section élabore les implications de cette double transition pour les pays de l'Afrique du Nord dans le contexte global et euro-méditerranéen. La dernière section est consacrée à quelques remarques sur le besoin d'actualiser un récit énergétique euro-méditerranéen devenu obsolète pour tenir compte des changements globaux et régionaux de ces dernières années.

1

Un scénario énergétique global en double transition

A moyen et à long termes, le scénario énergétique global affronte une double transition. D'un côté, la transition vers des modèles énergétiques de basse intensité en charbon déplace le pouvoir énergétique vers de nouveaux produits de gaz naturel et renouvelables, avec la particularité que ces derniers permettent en plus de générer un pouvoir blando en

1. Directeur du Programme sur l'énergie et le changement climatique. Institut Royal Elcano, Madrid.



projetant des modèles énergétiques soutenables et attirants pour les autres pays². Cependant, à l'intérieur du groupe des pays producteurs de pétrole, il existe un déplacement de pouvoir vers l'OPEP et d'autres producteurs conventionnels vers les Etats-Unis et le Canada, les nouveaux producteurs de pétrole non conventionnels. L'envergure de ces deux phénomènes à long terme peut s'illustrer avec les projections du *World Energy Outlook (WEO) 2016* de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE).

En ce qui concerne la transition vers des modèles énergétiques faibles en charbon, tous les scénarios du WEO 2016 signalent qu'en 2040 le pétrole sera toujours le premier composant de la demande d'énergie primaire mondiale: entre 27,5% et 22,3% dans les scénarios de politiques actuelles et le 'scénario 450', respectivement. Même dans le 'scénario 450', où l'augmentation de la température globale pour la fin du siècle serait de 2°C (ce qui impliquerait que la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère devrait être limitée à 450 parts par million d'équivalent de CO₂), le pétrole serait donc la première source primaire, pratiquement le double des renouvelables (sans inclure l'hydroélectricité ni la biomasse, moderne ou traditionnelle) ou le charbon, bien qu'au même niveau que le gaz naturel.

Seulement, dans le 'scénario 450', la demande de pétrole est réduite pour 2040, et uniquement aux alentours de 20%.

Ces prévisions requièrent au moins deux nuances. Tout d'abord, selon le scénario central du WEO 2016 'nouvelles politiques' (qui prend en considération les politiques actuelles mais également celles ayant été annoncées), il existe une claire asymétrie: les augmentations concernant la demande de pétrole ont lieu uniquement hors de l'OCDE, celle-ci réduisant sa demande à presque 12 MDB (million de barils par jour), une chute annuelle accumulée de 1,3% entre 2015 et 2040. Ensuite, et peut-être le plus

2. Gonzalo Escribano (2017): "Energías renovables y renovación de la geopolítica", en *Energía y Geoestrategia 2017*, Instituto Español de Estudios Estratégicos



important, le repli du pétrole dans les économies avancées trace un chemin pour les transitions énergétiques au reste du monde : les valeurs environnementales ou la lutte contre le changement climatique constituent des vecteurs idéationnels ayant une énorme capacité de traction pour transformer le modèle énergétique.

Il est compliqué d'incorporer ces vecteurs normatifs, technologiques comme les géopolitiques dans les prévisions et les projections énergétiques à long terme mais il est possible que leur impact soit surestimé. En sens contraire, l'annonce du président Trump qui pense retirer les Etats-Unis de l'Accord de Paris pourrait ralentir le processus d'adaptation³.

En ce qui concerne la redistribution géographique de la production à long terme et ses implications géoéconomiques, le scénario 'nouvelles politiques' du WEO montre des changements importants dans les tendances de production à 2040 des différents pays. Deux déclin à souligner: l'immédiat de Russie et à moyen terme celui de la production des Etats-Unis. A partir du pic actuel, la production russe affronte une baisse de 2,5 millions de barils/jour (mbd) jusqu'à 2040. Autres projections à court terme, par contre soulignent que la production continuera d'augmenter⁴. Les Etats-Unis maintiennent leurs augmentations de production jusqu'en 2025, atteignant ainsi un pic de près de 15 mbd cette année-là pour ensuite descendre graduellement et se situer en dessous de 13 mbd en 2040. Hors de l'OPEP, et derrière les Etats-Unis, les principales augmentations de production sont enregistrées au Canada et au Brésil.

Le WEO 2016 insiste sur les incertitudes qui encerclent le pétrole non conventionnel américain, autant en termes de recours comme de réponse au prix du baril. Par exemple, dans les scénarios les plus optimistes sur la quantité

3 Gonzalo Escribano, "Delirios de carbono", Comentario Elcano 28/2017 – 6 de junio de 2017.

4 Véase, por ejemplo, James Henderson y Ekaterina Grushevenko (2017): "Russian Oil Production Outlook to 2020", *Energy Insight*: 3, febrero.

de recours du pétrole non conventionnel (*tight oil*) disponible, les Etats-Unis continueraient d'augmenter leur production pour finalement se stabiliser en 2040 à approximativement 8 mbd; dans le cas contraire, avec des scénarios de recours mineurs, le déclin commencerait de manière accélérée au début des années 2020 et en 2040, la production non conventionnelle des Etats-Unis serait en dessous des 2 mbd. La sensibilité de la production non conventionnelle des Etats-Unis aux prix est également extrême : avec le scénario 'nouvelles politiques' du WEO 2106, qui assume un prix de 100 dollars par baril en 2025, cette année la production de *tight oil* américaine serait approximativement de 6 mbd ; si le prix était dans un environnement actuel de 50 dollars par baril, la production descendrait de 3 mbd.

Il faut souligner également les augmentations de production des producteurs du Golfe persique ainsi que la tendance ascendante de leur production. En 2040, l'Arabie Saoudite dépasserait les Etats-Unis et deviendrait le producteur principal de pétrole, augmentant sa production de 1,5 mbd pour atteindre pratiquement 14 mbd. Ses alliés (en matière de politique pétrolière) du Conseil de Coopération du Golfe, le Koweït, Qatar et les Émirats Arabes réunis ajouteraient 1,5 mbd en plus pour atteindre une production conjointe supérieure à 10 mbd en 2040. Mais les plus grandes expectatives se situent en Iran et Irak. Malgré les obstacles à cause de la sécurité en Irak, le WEO 2016 projette que pour 2040 le pays pourrait ajouter 3 mbd et se situer comme quatrième producteur mondial derrière la Russie, avec plus de 7 mbd. Pour l'Iran, le WEO 2016 projette une augmentation de la production pour 2040 de 2 mbd sur les niveaux actuels, le situant à 6 mbd.

En somme, alors que la transition vers des modèles énergétiques faibles en charbon est un phénomène à long terme, le déplacement de pouvoir vers le pétrole non-conventionnel serait un phénomène à moyen terme, qui, avec toutes les incertitudes existantes, commencerait à se renverser vers la moitié ou fin de 2020. L'union de cette double transition est vitale pour le futur énergétique de la



Méditerranée, autant pour la rivièrè Nord que celle du Sud. La section suivant se centre sur les défis des deux transitions pour la région, avec un intérêt spécial pour les opportunités dans cette région.

Une nouvelle Méditerranée de l'énergie

Les implications énergétiques les plus pertinentes de cette double transition pour la Méditerranée méridionale sont : l'effondrement du prix du pétrole qui a commencé à la mi-2014, l'augmentation de la production américaine de gaz de schiste qui est en train de transformer les marchés du gaz, ainsi qu'un nouveau cadre de politique énergétique après l'accord de Paris. Sur la dimension régionale, l'essor de la demande d'énergie domestique et une aggravation du contexte de sécurité ont empêché le Nord de l'Afrique de bénéficier d'une amélioration des relations énergétiques euro-méditerranéennes en dépit de l'augmentation de la rivalité russo-européenne.

La volatilité des prix du pétrole est la principale vulnérabilité économique des producteurs de pétrole et de gaz nord-africains (la plupart des contrats de gaz dans la région sont indexés sur le pétrole), comme l'Algérie ou la Libye. L'économie des importateurs d'énergie dans la région est également sensible aux prix du pétrole, mais l'Algérie et la Libye dépendent complètement du revenu pétrolier et gazier. En Algérie, le secteur des hydrocarbures représente environ 30% du PIB, 60% des recettes publiques et plus de 95% des exportations. En raison du contre-choc du prix du pétrole, les exportations ont diminué de moitié de près de 73 milliards de dollars en 2011 à 37,5 milliards de dollars en 2015, ce qui a rapidement détérioré le solde externe. En Libye, le secteur pétrolier représente plus de 60% du PIB et 95% des exportations, et le secteur public dépend fortement des recettes pétrolières. La baisse du prix du pétrole et les problèmes de restauration du niveau de production et des exportations après la chute de Kadhafi ont entraîné une forte détérioration de l'économie libyenne.



Pour les importateurs de pétrole et de gaz de la région, les bas prix sont un choc positif pour l'économie et offre la possibilité de rationaliser les subventions énergétiques. Plusieurs pays méditerranéens importateurs d'énergie ont à la fois des objectifs de déploiement des énergies renouvelables et d'efficacité énergétique, et tentent de mieux gérer la demande et de diversifier leur apport énergétique et leurs sources d'approvisionnement. À cet égard, les bas prix du pétrole et du gaz naturel impliquent également un changement interne des équilibres géopolitiques méditerranéens en faveur des pays importateurs.

L'évolution des marchés du gaz naturel, autant en ce qui concerne sa nouvelle géographie que ses termes contractuels, est précisément le deuxième vecteur qui affecte les pays nord-africains. La révolution américaine du gaz de schiste a modifié les géographies des marchés du gaz naturel mondial et régional. Selon certaines analyses, les exportateurs africains de gaz naturel seraient les principaux perdants des exportations de GNL aux États-Unis, avec une réduction de 35% à 40% de leurs revenus de gaz d'exportation, contre une réduction de 27 à 38% pour la Russie⁵.

Outre le rééquilibrage des ressources en gaz à l'échelle mondiale, l'émergence d'un marché global liquide de GNL constitue un changement vers de nouveaux modèles contractuels et une structure de marché plus souple et plus compétitive. Alors que les exportateurs de gaz traditionnellement méditerranéens comme l'Algérie (ou auparavant la Libye et l'Égypte) se sont révélés intéressés à participer aux marchés du GNL, ils ont hésité à abandonner les contrats à long terme indexés sur le pétrole pour des prix fixés dans des hubs européens de négociation de gaz. Les changements survenus sur les marchés du GNL peuvent inciter les producteurs méditerranéens à accepter une indexation partielle des hubs européens et des contrats plus flexibles. Ce qui est très avantageux pour les importateurs

5 Bordoff J. and Hauser T. (2014): "American Gas to the Rescue?". Columbia Center on Global Energy Policy, September.



régionaux de gaz, et incite des pays comme le Maroc à se tourner vers le GNL.

Cependant, le principal vecteur à long terme est le changement climatique, qui pourrait avoir des effets très importants en Méditerranée. Il existe une grande confiance quant aux projections des modèles climatiques sur les augmentations de la température moyenne dans la région. Il est fort probable que les températures continueront d'augmenter tout au long du XXI^e siècle sur toute l'Europe et la région méditerranéenne et il est vraisemblable que la température moyenne hivernale augmentera davantage en Europe du Nord qu'en Europe centrale ou en Méditerranée, alors que le réchauffement estival sera probablement plus intense en Méditerranée et en Europe centrale qu'en Europe du Nord. La longueur, la fréquence et l'intensité des vagues de chaleur sont très susceptibles de s'accroître dans toute la région. Il existe une confiance moyenne dans une croissance annuelle des précipitations en Europe du Nord et en Europe centrale, alors qu'une diminution est prévisible dans les précipitations moyennes de l'été méditerranéen⁶.

Ces projections ont été aggravées par la littérature plus récente en concluant que, dans certains scénarios, à la fin du siècle, une partie de la région pourrait devenir inhabitable pour les humains en raison de températures élevées liées à des vagues de chaleur plus fréquentes et plus longues en été⁷. Malgré tout, l'approvisionnement énergétique dans la région est dominé par le pétrole et le gaz, et les combustibles

6 Christensen J.-H., Krishna Kumar K., Aldrian E., An S.-I., Cavalcanti I.F.A., de Castro M., Dong W., Goswami P., Hall A., Kanyanga J.-K., Kitoh A., Kossin J., Lau N.-C., Renwick J., Stephenson D.-B., Xie S.-P. and Zhou T. (2013): "Climate Phenomena and their Relevance for Future Regional Climate Change", in Stocker *et al.* (eds.), *Climate Change. The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Fifth Assessment Report of the IPCC*. Cambridge/ New York: Cambridge University Press.

7 Lelieveld J., Proestos Y., Hadjinicolaou P., Tanarhte M., Tyrlis E. and Zittis G. (2016): "Strongly increasing heat extremes in the Middle East and North Africa (MENA) in the 21st century". *Climatic Change*, 1) 137), pp. 260–245.

fossiles sont la principale source d'émissions de CO₂ de la région.

La croissance rapide de la demande implique une augmentation immédiate des émissions de CO₂ provenant de la consommation des combustibles, qui a plus que doublé entre 1970 et 2013. Il existe cependant des différences substantielles entre le Nord et le Sud : dans le nord de la Méditerranée, les émissions de CO₂ ont diminué de 0,1% en moyenne entre 1990 et 2013. En revanche, la croissance annuelle moyenne des émissions de CO₂ dans le Sud était de 3,3%. Alors qu'en 2013, les pays du nord de la Méditerranée représentaient 55% des émissions totales de CO₂ dans la région, en 2040, les pays du Sud devraient représenter entre 64-68% des émissions de CO₂ méditerranéennes⁸. Ces tendances exigent un effort plus important pour promouvoir des mesures d'adaptation et d'atténuation appropriées en Méditerranée.

Conclusion : La nécessité d'une nouvelle politique énergétique euro-méditerranéenne

Pour compléter l'analyse, il faut également explorer dans quelle mesure l'UE est prête à s'adapter aux changements décrits dans les sections précédentes et qui impliquent un modèle différent d'interdépendance énergétique entre l'Europe et la Méditerranée. Il y a eu plusieurs initiatives énergétiques euro-méditerranéennes, des anneaux de gaz et d'électricité, le Plan solaire méditerranéen et maintenant les trois plateformes énergétiques Euromed pour le gaz, l'électricité et les énergies renouvelables. Cependant, à ce jour, l'UE et ses voisins du Sud n'ont jamais conçu l'énergie comme vecteur de développement et de coopération. On a soutenu d'ailleurs que l'UE devrait développer un récit crédible et attrayant capable d'adresser les préférences de ses voisins du sud de la Méditerranée⁹.

8 Observatoire méditerranéen de l'Energie-OME (2015). *Mediterranean Energy Perspectives 2015*. OME: Paris.

9 Escribano G. (2015): "Towards a Mediterranean Energy Community: No roadmap without a narrative", in Rubino A., Costa M.-T., Lenzi V. and Ozturk I. (2015): *Regulation*



Cela devrait inclure l'élaboration de propos sur la gestion de l'interdépendance énergétique plutôt que l'obsession exclusive avec la dépendance et un passage au discours d'une gouvernance démocratique de l'énergie. La nouvelle économie politique de la région signifie que la gestion de la richesse énergétique dans les pays producteurs sera soumise à un examen accru¹⁰. Mettre l'accent sur la bonne gouvernance permet un compromis entre les différents éléments institutionnels qui pourraient servir de point focal à la réforme de la politique énergétique. Le discours euro-méditerranéen sur l'énergie devrait inclure aussi la lutte contre le changement climatique comme élément central, pour favoriser la durabilité grâce au déploiement des énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique.

Offrir un meilleur accès au marché de l'énergie de l'UE au gaz et aux énergies renouvelables, en échange d'une meilleure gouvernance de l'énergie et des efforts de durabilité pourrait fournir un écosystème plus coopératif aux relations énergétiques euro-méditerranéennes. En tout cas, et en dépit d'un paysage énergétique mondial en transition, l'Afrique du Nord reste un partenaire énergétique clé pour l'UE. En fait, la géopolitique méditerranéenne de l'énergie devient de plus en plus importante et exigeante pour l'Europe, allant des préoccupations traditionnelles et étroites en matière de sécurité énergétique aux nouveaux défis du changement climatique, de la durabilité et de la bonne gouvernance énergétique.

and Investments in Energy Markets. Solutions for the Mediterranean. Oxford: Academic Press, pp. 117-130.

10 Escibano G. (2015): "The Political Economy of North African Political Transitions", in Y. Zoubir and G. White (eds.). *North Africa Politics. Change and Continuity.* Oxon: Routledge, pp. 17-3.



LE "DIALOGUE 5+5" ET LES QUESTIONS ENERGETIQUES

Jomaâ Ben SALAH¹

Le "Dialogue 5+5", un forum qui a été instauré en 1990, regroupe les dix pays riverains du bassin occidental de la Méditerranée, ce sont, au Sud : la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Libye ; au Nord : le Portugal, l'Espagne, la France, l'Italie et Malte.

Ces pays appartiennent à des blocs politiques spécifiques pour chacune de ces régions, Union du Maghreb arabe (UMA) pour ceux du Sud et Union européenne (UE) pour ceux du Nord mais appartiennent également à un bloc politique commun, l'Union pour la Méditerranée (UPM).

En termes de données énergétiques comparées, une disparité flagrante touche les réserves en ressources hydrocarbures de ces deux régions ; les réserves en pétrole du groupe des cinq pays du sud de la Méditerranée sont estimées à quatre vingts (80) fois celles des cinq pays du nord ; pour le gaz naturel, le rapport est beaucoup plus prononcé, six cent quatre vingts (680) fois toujours au profit des pays du Sud.

Cependant, en ce qui concerne la capacité en puissance électrique installée, le rapport est inversé. Cette capacité est dix (10) fois plus importante au nord alors que la population des pays du groupe du nord est uniquement le double de celle du groupe sud de cet (Espace 5+5).¹

Cet écart vis-à-vis de la situation énergétique dans les dix pays est clairement illustré par le niveau de

1 Expert en energie - Tunisie.



consommation annuelle de l'électricité par habitant pour les deux groupes, étant homogène aussi bien pour les cinq pays du nord que pour ceux du sud, l'écart entre les deux groupes est édifiant. En effet, et à titre d'exemple, cette consommation est d'environ 7000 KWh par an et par habitant en France alors qu'elle est inférieure à 1500 KWh en Tunisie (Données 2015).

Le niveau divergent de la consommation énergétique dans les deux blocs traduit assez fidèlement leur différence en niveau du développement. Une analyse de l'IDH (Indice de développement humain), indice statistique créé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) depuis 1990, traduit ce contraste entre les deux groupes : pour l'année 2015, la France est au 25^{ème} rang mondial alors que l'Algérie est classée 83^{ème} et la Tunisie 97^{ème}.

L'IDH est le meilleur critère concernant les indicateurs purement économiques, car il regroupe les trois indicateurs significatifs suivants : le PIB par habitant, l'espérance de vie à la naissance et le niveau d'éducation, et ce classement disproportionné donne une indication claire sur la qualité de la vie dans ces deux régions pourtant voisines et bercées par une «mère» commune, la Méditerranée.

Mais réellement on n'a pas besoin d'accéder à ces données statistiques de l'ONU pour faire ce constat de l'écart de la qualité de la vie entre les deux rives, tellement la réalité est criarde. Les jeunes du Sud ne risquent-ils pas leurs vies en traversant clandestinement la Méditerranée pour passer au Nord en raison de ce gap sans se soucier de ce que fait ou ne fait pas l'ONU ?

C'est peut-être d'ailleurs pour cet état de fait et pour toutes les questions y afférentes que le «Dialogue 5+5» a tout son sens ; les pays du nord de la rive sont fortement importateurs de pétrole, environ soixante (60) millions de tonnes d'importation de pétrole par an pour chacun des trois gros consommateurs des pays de la rive nord (Espagne, Italie France). Ces mêmes pays sont aussi fort importateurs de gaz



naturel, et l'Italie à elle seule a importé en 2016 l'équivalent d'environ une fois et demie les capacités de gaz naturel exportées par l'Algérie la même année.

On pourrait même être amené à penser que ce paradoxe annihile le principe de la causalité et dire que les mêmes causes produisent les effets contraires à ceux attendus ! Les importations réalisent beaucoup plus de progrès pour les uns que ne peuvent accomplir les exportations pour les autres et de surcroît c'est de l'énergie, facteur de développement, dont il est question.

Puisse la coopération recherchée et voulue, semble-t-il, par ce « Dialogue 5+5 » contribuer à résoudre cette énigme ou du moins atténuer ces effets contradictoires et accorder au volet énergie, à côté des soucis sécuritaires et autres, la place qu'elle mérite.

Des progrès ont tout de même été réalisés à ce sujet et sont à mettre à l'actif de la coopération énergétique entre ces dix pays. En effet, dans cet espace 5+5, des interconnexions entre les réseaux électriques des deux rives sont en exploitation et le Maroc et l'Espagne partagent actuellement deux liaisons sous-marines d'une capacité globale de 1400 MW.

Cette infrastructure a d'ailleurs permis au Maroc d'importer, en 2106, 18% de sa consommation électrique à l'Espagne et de bénéficier de l'accès au marché électrique européen.

D'autre part, des projets de nouvelles interconnexions électriques y sont envisagés pour : une interconnexion Tunisie-Italie de 600 à 1200 MW, une liaison Algérie-Espagne prévue pour un minimum de 2000 MW, une ligne Algérie-Italie via la Sardaigne de capacité allant de 500 à 1000 MW, un renforcement de la connexion Maroc-Espagne par un troisième câble électrique de capacité 700MW et une liaison Maroc-Portugal de 1500 MW.

De manière similaire, dans « l'espace 5+5 » ont pu être développées des interconnexions gazières depuis plus d'une trentaine d'années et sont actuellement en exploitation. Le

premier Gazoduc alimentant l'Europe à partir de l'Afrique du nord fut la ligne Algérie-Tunisie-Italie mise en service en 1983 puis l'expérience ayant été jugée concluante, la ligne a été doublée en 1994, elle permet le transit de 30 milliards de m³ de gaz naturel par an et permet au passage d'alimenter le réseau gazier tunisien. A signaler cependant que les accords régissant ces ouvrages de transit de gaz viendront à expiration en 2019 et les parties contractantes n'ont pas encore annoncé de nouveaux accords, bien que la durée de vie des équipements permette largement une extension.

Cette expérience a été aussi reproduite à l'autre bout de l'espace 5+5 par le gazoduc Algérie-Maroc-Espagne dénommé GME (Gazoduc Maghreb Europe) mis en exploitation en 1996, avec une capacité de 12 milliards de m³.

De même, une liaison gazière sous-marine directe entre la Libye et l'Italie d'une capacité de onze (11) milliards de m³ appelée Green stream est rentrée en exploitation en 2004 ; le gazoduc sous-marin (Medgaz) liant directement l'Algérie à l'Espagne est venu compléter ces infrastructures en 2011 avec une capacité de 8 milliards de m³.

Ces infrastructures gazières constituant des interconnexions entre le Sud et le Nord de l'espace 5+5, réalisées au prix de lourds investissements et présentant en permanence des enjeux importants d'approvisionnement énergétique sont des liaisons solides, au sens propre et figuré, et favorisent très certainement, au-delà des intérêts économiques, des conditions propices pour la paix dans la région.

Ces interconnexions gazières vont probablement être consolidées par de nouveaux projets de gazoducs : une liaison Algérie- Italie via la Sardaigne (GALSI) d'une capacité de 10 milliards de m³, et le Trans-Saharan Gas Pipeline visant à transporter du gaz naturel (30 milliards de m³ par an) du Nigeria à l'Europe via le Maroc ou l'Algérie? Espérons néanmoins, que la compétition pour bénéficier du transit de ce projet n'ajouta pas un autre conflit entre ces deux pays



maghrébins.

C'est d'ailleurs là la première priorité du « Dialogue 5+5 », avant même d'engager des programmes de coopération, commencer d'abord par éliminer les sources de conflits entre voisins pour garantir la paix pour toute la région.

Le « Dialogue 5+5 » depuis qu'il a été instauré en 1990 à Rome est matérialisé par des réunions et des conférences régulières à différents niveaux.

Des conférences des ministres des Affaires étrangères dont la première a été tenue à Lisbonne les 25 et 26 janvier 2001, la 8^e conférence à Tunis les 15-16 avril 2010 et la toute dernière (13^e) conférence à Marseille le 28 octobre 2016.

Des réunions et conférences sectorielles rassemblent les dix ministres en charge des départements respectifs, mais il importe de signaler que durant toute cette période, les conférences des ministres chargés de l'Énergie et de l'Environnement se sont tenues uniquement à trois reprises et ont eu lieu en Algérie (Oran avril 2010), au Portugal (Lisbonne mars 2015) et au Maroc (Tanger octobre 2016). Durant cette dernière conférence, les ministres en charge de l'énergie ont pris néanmoins l'engagement de se réunir chaque année.

Les principales orientations pour le secteur de l'énergie retenues par les ministres chargés de l'énergie sont contenues dans la Déclaration de Lisbonne lors de la conférence de 2015, ci après un extrait :

✓ Augmenter les interconnexions énergétiques pour offrir des voies d'approvisionnement alternatives et augmenter la sécurité énergétique.

✓ Disposer d'un plan d'action du « Dialogue 5+5 » dans le domaine des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique et Développer des projets concrets dans ce domaine.

✓ Encourager toutes les parties de la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique à soumettre

leurs contributions nationales INDC, (Intended Nationally Determined Contributions) lors de la Cop21 de Paris.

✓ Faciliter l'accès aux ressources financières disponibles, notamment au niveau du Fonds vert.

✓ Inviter le Comité de suivi à élaborer le projet de Plan d'action.

Ces mêmes orientations sont également partagées dans un forum plus large, l'UpM (Union pour la Méditerranée) qui inclut les pays du « Dialogue 5+5 » et dont l'un des objectifs principaux est de s'attaquer aux défis énergétiques en renforçant la coopération dans la région méditerranéenne.

Parmi les mesures adoptées dans ces cadres, la mise en place des plateformes énergétiques suivantes :

- Plateforme du marché régional de l'électricité (MRE) visant l'intégration progressive des systèmes énergétiques et des marchés de l'énergie en Afrique du Nord.
- Plateforme énergie renouvelable et efficacité Énergétique (EREE) pour le déploiement progressif de mesures portant sur l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique.
- Plateforme gaz pour promouvoir la sécurité, la transparence et la prévisibilité de l'offre et de la demande de gaz naturel dans la région.
- Plan solaire méditerranéen et sa déclinaison en plans nationaux dont le PST (Plan solaire tunisien).

Pour soutenir l'activité et les réflexions relatives au secteur de l'énergie, divers organes dédiés se sont constitués dans la région parmi lesquels : Mediterranean Energy Regulators (MEDREG), Mediterranean Transmission System Operators (Med-TSO), Mediterranean Renewable Energy (MEDENER), Observatoire méditerranéen de l'énergie (OME) et Energy Efficiency Construction Center in the Mediterranean (MED-ENEC).

La concertation sur l'énergie dans l'espace 5+5 est d'autant plus nécessaire que durant les dernières trente



années le marché de l'énergie en Europe a connu un énorme bouleversement : unbundling, obligation de séparation des activités de production, de transport et distribution de l'électricité et du gaz, et forte privatisation du secteur sont venus casser le modèle habituel de monopole et de fortes interventions étatiques dans le secteur.

Ce changement impressionnant du contexte énergétique européen n'a été, jusqu'à présent, que très peu contagieux pour celui des pays de la rive sud de l'espace 5+5. En Europe, les fournisseurs qui livrent l'électricité aux consommateurs finaux achètent l'énergie sur le marché de gros aux producteurs ou aux sociétés de trading via un véritable MARCHÉ EUROPÉEN DE L'ÉLECTRICITÉ opéré par le mécanisme boursier «EPEX SPOT».

Dans ce système «EPEX SPOT», un tarif horaire de l'électricité est déterminé par le mécanisme de l'offre et de la demande sur tout le continent européen où tous les producteurs et les vendeurs de l'énergie électrique peuvent spéculer.

La tendance pour le produit gaz naturel est la même que pour celle de l'électricité, sauf que les marchés de gros du gaz naturel européen sont encore segmentés à défaut de l'existence, pour le moment, d'un réseau de gaz européen unique.

A ce stade, le marché du gaz Europe est constitué essentiellement de trois importants hubs gaziers : le «National Balancing Point» (NBP) au Royaume-Uni, le «Zeebrugge» en Belgique, et le «Title Transfer Facility» (TTF) aux Pays-Bas ; sur ces hubs, sont déterminés les prix du marché du gaz naturel des futures transactions.

Sur ce plan, des marchés de l'électricité et du gaz, également, la situation dans les pays du sud de l'espace 5+5 contraste totalement par rapport à celle de l'Europe, et même s'il y a des tentatives d'ouverture de ces marchés au Maroc et en Algérie et de mise en place de régulateurs autonomes pour ces secteurs, sur le plan pratique très peu de changements sont observés réellement.

N'est-ce pas là une bonne matière de réflexion et de coopération pour les pays du «Dialogue 5+5» ; mais en fait rien que pour le secteur de l'énergie, et vu les très fortes disparités entre ces deux blocs en termes de ressources, de consommations, et d'industrialisation, les matières d'un véritable dialogue ne manquent pas pour ce «Forum 5+5».

Beaucoup d'ingrédients sont déjà réunis pour la réussite de ce dialogue autour du secteur de l'énergie dans l'espace 5+5, les grandes réalisations d'ouvrages d'envergure telles que les interconnexions électriques et gazières en exploitation ou en projets, les différents organes de concertation réunissant les principales entreprises énergétiques telles que celles énumérées plus haut, ou les cadres plus larges de discussions tels que l'UpM (Union pour la Méditerranée).

Toutes ces formes de dialogue, à côté des relations bilatérales entre pays, ne devraient manquer aucune action contribuant à la promotion et la réalisation des intérêts communs.



QUEL DEVENIR POUR LE DIALOGUE 5 + 5 ?

*Abdelhamid BOUHAWALA*¹

L'opportunité de ce dialogue, ne fait l'objet d'aucun doute. Tous les pays de l'espace ouest méditerranéen s'accordent pour dire que ce dialogue est utile et intéressant, ses avantages et ses contributions, même parfois assez limités, sont certains et ce pour le bien des populations et des parties concernées et dans différents domaines et activités.¹

Le lancement du dialogue

Le dialogue 5+5, instauré depuis les années 1990, avait fait l'objet de plusieurs conférences et colloques. Le lancement de l'idée avait eu lieu dans le cadre du processus de partenariat euro-med, puis développé dans le cadre des politiques européennes de partenariat et de voisinage, et plus récemment dans le cadre du Processus de Barcelone et de l'initiative de l'Union Pour la Méditerranée (UPM).

Ce dialogue avait évolué, petit à petit, et était devenu même structurel vu le nombre relativement réduit des pays membres concernés et les défis communs qui les rapprochent. Il a ainsi dépassé l'idée d'une réflexion ou de simples concertations organisées par les 10 pays concernés, mais il couvre de plus en plus des programmes d'action pour différents thèmes d'intérêt commun. Des rencontres sont organisées de plus en plus régulièrement

1. Consultant en développement. Membre de l'AEI.



ou occasionnellement, lors d'événements qui se produisent dans le cadre régional ou international.

Concernant cet espace de la Méditerranée occidentale, l'interdépendance entre les riverains est certaine, ce qui rend le dialogue nécessaire et opportun, que ce soit lors des moments de rapprochement ou lors des conflits. Le dialogue entre les 5+5 est ainsi devenu le cadre le plus approprié pour les pays de la rive occidentale de la Méditerranée, vu les intérêts communs, certaines complémentarités, interdépendances et la facilité dans la gestion des situations propres à la zone.

Historique

Il peut être rappelé qu'au début du 19^e S, il y avait deux courants en Europe : certains penseurs, comme St Simon, avaient confirmé que le rapprochement entre les pays méditerranéens ne pouvait être que profitable et utile pour les deux rives. Pour certains autres penseurs et politiciens un peu 'égoïstes', l'objectif recherché n'était pas une coopération équitable, mais plutôt la colonisation et l'hégémonie !

Après l'ère coloniale, il y avait eu un désir pour lancer un vrai dialogue vu les défis et les enjeux dans cet espace méditerranéen. Les notions d'appropriation de territoires et de positions, de mainmise et de domination, soit la 'Mare Nostrom' des années 1940, avaient été en général abandonnées ; avec même une prise de conscience de l'importance et des intérêts pour examiner les questions préoccupantes de la région et pour résoudre les problèmes communs, comme la défense de cette mer commune, la sécurité des populations, le rapprochement et la coopération entre des pays voisins.. !

Parmi les plus importants travaux de réflexion sur les rapports Nord-Sud méditerranéens, il y avait eu plusieurs rencontres et écrits, surtout après la chute du mur de Berlin et l'ouverture sur les pays de l'Est. La réflexion et le dialogue sur le devenir des rapports entre les pays riverains de la



Méditerranée étant devenues une question d'opportunités et d'intérêts pour l'équilibre entre l'Europe du Nord et celle du Sud. A ce titre, il convient de rappeler notamment les conférences de :

- Rome en 1972 et de Cagliari en 1987 pour débattre de la question suivante : 'Nord et sud Méditerranée : intégration ou éclatement' ? Ces rencontres avaient permis d'arriver à un consensus positif : substituer le dialogue à la confrontation, lancer des pistes de réflexion en vue d'améliorer les relations entre le Nord et le Sud de la Méditerranée et créer un Institut européen pour la Méditerranée (IEPM), institut fondé en 1989 et dont le siège choisi était Barcelone.
- Montpellier, les 6 et 7 septembre 1990 : La rencontre avait groupé plus de 400 professeurs, experts et consultants ; elle avait permis de positiver un peu plus en travaillant sur des objectifs plus clairs et des domaines de coopération précis : défense et sécurité, développement économique et social (Infrastructure, industrie et R/D et technologie), financements, mobilité et communication, soit des sujets qui préoccupaient les pays des zones Nord et Sud, de la partie Occidentale de la Méditerranée et des solutions à trouver, solutions ne pouvant être que bénéfiques pour les populations et les pays concernés.
- Depuis, plusieurs autres rencontres d'ordre général et/ou sectoriel avaient eu lieu. Elles avaient porté sur différents thèmes et lancé certains programmes d'action bien définis. A rappeler, entre autres, les rencontres de Sophia Antipolis pour discuter de 'l'Agenda 21 et d'un plan bleu pour la Méditerranée', suivies de la conférence de Paris (COP 21) et de Marrakech (COP 22) sur les effets du changement climatique dans la zone, les rencontres de Tunis sur la sécurité et la défense, les échanges culturels, la recherche/développement et d'autres rencontres, dont la dernière avait eu lieu le 2 mars 2017 à Malte, pour discuter de la question des migrations et de la défense des frontières.

Diagnostic et situations en Méditerranée occidentale

D'une manière générale, la situation dans la zone avait été marquée par des perturbations, des agitations et des incertitudes.

En effet, durant les trois dernières décennies il y avait eu plusieurs événements, souvent compliqués et difficiles, avec des effets sur les deux ensembles (Sud et Nord méditerranéens) et notamment **pour sa partie occidentale** : des crises économiques et politiques avaient été enregistrées, des mouvements sociaux et des mutations rapides des populations, parfois soudaines et sauvages s'étaient produits.

Pour les cinq pays Sud-Med, il y avait eu des crises multiples et variées, dues à la décennie noire avec l'extrémisme religieux et les incertitudes de fin de règne en Algérie, le déclenchement et la persistance du conflit sur le Sahara Occidental et les perturbations maghrébines, les crises économiques et sociales dues à la mondialisation, les révolutions en Tunisie et en Libye et son prolongement sahélo-saharien, avec comme conséquences l'extension de l'informel, une circulation sauvage des personnes, des marchandises, d'armes et du terrorisme. Tous ces événements avaient occasionné des perturbations et des difficultés sécuritaires, humaines, sociales, des migrations en masse vers l'Europe.

Pour les cinq pays du Nord, les dernières décennies avaient été marquées aussi par des crises économiques et financières, accompagnées de problèmes politiques et sociaux assez sérieux. Les crises intérieures étaient en partie en relation avec l'extérieur (la mondialisation, l'énergie, le sionisme, l'islamisme..) ; elles s'étaient accentuées sur le plan social, d'où la pression des opposants et des syndicats avec une multiplication des mouvements xénophobes, des actes terroristes.

Tous ces faits avaient favorisé la montée de la droite, le retour au protectionnisme.



Les besoins éprouvés par les riverains de la Méditerranée occidentale pour lancer une concertation au sujet des volets politiques, sécuritaires et migratoires ; ensuite on s'était rendu compte que la maîtrise de ces volets ne pouvait se réaliser qu'en trouvant, d'une manière concertée, engagée et efficace, des solutions réelles et efficaces pour les questions économiques, financières, technologiques, environnementales. Actuellement, et de plus en plus, les solutions dépendent beaucoup, et doivent bien prendre en considération, de l'évolution de l'environnement géopolitique régional et international qui est en grande agitation (avec la nouvelle guerre froide, soit les conflits classiques remodelés avec les nouvelles données, les incertitudes pour l'Europe, pour l'OTAN, avec les forces et les pouvoirs des puissances en présence, soit avec les nouveaux rôles des pôles de Washington et de Moscou qui reprennent les gouvernails..).

Les perspectives et les étapes de la réflexion

A court terme, le Dialogue peut aider à faire face aux perturbations que connaît la région et à parer aux imprévus devenus fréquents. En effet, des situations compliquées surgissent parfois rapidement et ne peuvent être maîtrisées facilement, sans concertation et coordination.

Pour le moyen terme, l'objectif est de bien gérer l'environnement géopolitique de l'espace 5+5 et soigner son environnement, très affecté par le chaos qui règne en Libye, pour réduire les menaces du terrorisme qui se propagent, les effets des migrations sauvages (émanant des pays riverains de la Méditerranée et des sub-sahariens en transit) et des crises économiques et sociales qui perdurent et s'amplifient.

Les 5+5 doivent aussi travailler sur **le long terme** : l'objectif est de créer des relations saines et cordiales durables, en bâtissant une coopération constructive au profit de tous les pays riverains du Sud et du Nord. Un tel travail permettra d'asseoir une entité régionale plus homogène et structurellement complémentaire. En effet, pour prévenir les risques et les surprises, et pour réduire les imprévus et la



marge d'erreur, il faudrait tout d'abord un bon diagnostic, puis l'élaboration d'une bonne planification pour mieux gérer les difficultés, pour bien orienter les moyens et les efforts et pour trouver des solutions satisfaisantes pour tous les habitants de l'espace concerné !

En tant que planificateur, je suis bien convaincu de la nécessité de réfléchir sur les perspectives d'avenir, sur les défis à relever et les solutions à apporter, et ce quels que soient les résultats et les impacts possibles. Le coût du non-dialogue, les conséquences des négligences et les effets des surprises sont toujours plus élevés et plus néfastes que ceux des actes bien réfléchis, discutés et étudiés à l'avance ! A ce titre, je ne peux que rappeler les citations de :

- Pierre Macé, le grand planificateur français, qui avait dit : « A court terme, l'action peut être engagée et réalisée d'une manière pragmatique, mais à terme la meilleure action est celle qui est planifiée et programmée à l'avance ! ».

- Gaston Berger, le père de la prospective, quant à lui, il avait dit : « comme pour la voiture, pour rouler vite, les phares doivent éclairer loin ».

D'où le besoin et l'importance du dialogue, de la concertation, de la planification et de l'action par tous les interlocuteurs et pour le bien de tous !

Raisons pour le dialogue et la coopération

Actuellement, une bonne réflexion sur le devenir des relations, un dialogue franc et constructif et une anticipation devraient être effectués, par et pour l'intérêt des riverains de la Méditerranée occidentale (cette entité composée de membres voisins et proches, interdépendants et complémentaires). Ils seraient très importants, utiles et nécessaires, surtout dans un contexte international perturbé et les bouleversements sérieux et graves que connaît particulièrement notre région méditerranéenne, avec :



- les **changements au Sud** : les nouvelles libertés, les réformes politiques, les restructurations socioéconomiques et leurs impacts sur les populations..

- les nouvelles **situations au Nord** et les crises de tout genre : d'ordre identitaire, économique et social, avec des impacts sur la compétitivité et le développement, avec des réactions xénophobes dues aux migrations sauvages, avec les problèmes d'insécurité et de montée de la droite..

C'est pour ces raisons, et pour mieux gérer toutes ces situations parfois compliquées et embarrassantes, que la réflexion et le dialogue devraient se poursuivre pour :

- faire avancer les programmes déjà étudiés et mûris par les parties concernées.

- discuter et imaginer des solutions nouvelles pour parer aux défis et aux difficultés naissantes.

Parmi les questions qui nécessitent des programmes et des projets correctifs, il y a lieu de citer :

- le contrôle des frontières, surtout avec l'accentuation des **échanges libres ou illicites**, et ce, pour endiguer l'entrée des marchandises hors normes et des produits de contrebande de différentes natures et provenant de toutes parts.

- la réduction des causes et des actes **d'insécurité et de terrorisme** qui menacent la zone, surtout avec la naissance d'une large toile de terroristes, de contrebandiers et d'extrémistes religieux ; cette toile qui s'étale et s'organise de plus en plus, et qui est malheureusement bien soutenue !

- l'organisation des **flux migratoires** : la question des migrations, qui a fait l'objet de mesures particulières communautaires (dans le cadre du traité de Maastricht depuis 1993), des accords sur le visa (Schengen en 1995), des mesures au niveau des Etats pour les migrations organisées et choisies.., elle devrait être réexaminée pour une meilleure organisation et une gestion avec un traitement juste et

équitable. A ce sujet, le dialogue devrait aider à trouver des solutions pour mieux gérer :

. la mobilité pour des raisons humanitaires : regroupement familial, afflux des réfugiés obligés de quitter leurs territoires..

. la mobilité pour des raisons économiques (flux de jeunes qualifiés demandeurs d'emploi, les populations déshéritées, les opérateurs économiques, les touristes..), avec un traitement honorable pour les sérieux et même les douteux..

Le dialogue et la concertation peuvent donc permettre de parer aux difficultés et d'éviter des situations compliquées qui, en cas de négligence, pourraient se transformer en cas complexes et difficiles à maîtriser !

- le traitement correct et digne des **ressources humaines** résidentes et même celles en situation irrégulière : 7 millions environ de Maghrébins et sub-sahariens résident au Nord de la Méditerranée, et ce nombre a tendance à augmenter sensiblement vu les difficultés et les perturbations au sud de la Méditerranée. Ces émigrés constituent en grande partie une source d'enrichissement culturel et économique (par leur niveau d'instruction, leur qualification, leurs investissements, leurs efforts et leur contribution au développement). Ils doivent normalement être bien encadrés pour mieux intégrer leurs nouveaux milieux, avec une meilleure compréhension de leurs états, afin d'éviter les malentendus et la naissance de situations conflictuelles ; ce qui n'est pas normal ce sont les comportements haineux et les provocations qui sont souvent exploités par les xénophobes, ou les opportunistes pour des raisons électorales !

Toutes ces questions nécessitent plus de concertation pour la recherche de solutions satisfaisantes pour tous. Ces solutions doivent être trouvées d'une manière solidaire et concertée et ce afin d'éviter les malentendus, les confrontations et l'aggravation des situations déjà délicates et difficiles (surtout avec le désœuvrement de certains jeunes prêts à tout, le manque de moyens pour subvenir



aux besoins primaires, les faibles capacités d'accueil et d'encadrement pour ces populations qui affluent en masse et d'une manière désorganisée).

Le Dialogue 5+5, meilleur prélude à la coopération Euro-Africaine

Parmi les questions importantes qui nécessitent beaucoup d'effort d'imagination et de solutions équitables, il y a lieu de signaler :

- La nécessité pour les 5+5 de bien coopérer pour faciliter les négociations et l'application effective des **Accords de coopération et de partenariat Nord-Sud** : ces accords doivent être justes, équilibrés et équitables et ce dans le cadre de l'Euro-Med et de la coopération bilatérale, et ce afin de produire un impact favorable et positif au profit de tous les riverains de la Méditerranée, puis des pays se trouvant dans leur prolongement.

- La bonne collaboration et la mise à disposition par le Nord des appuis et des moyens qui peuvent permettre d'introduire graduellement des réformes pour la restructuration économique, la mise à niveau et l'épanouissement social des pays du Sud. Ceci est nécessaire pour rapprocher les pays riverains et les pays sus-indiqués, pour promouvoir leur coopération et développer davantage les échanges organisés entre eux.

- **l'harmonisation des systèmes de gestion** : l'adaptation des méthodes de travail et l'introduction graduelle des nouvelles normes « labels et tendances » pourraient harmoniser et réduire les Gaps, tout en prenant en considération la réalité de chacun, les nouvelles situations et les intérêts spécifiques de chaque pays concerné. Il faudrait aussi réduire les exigences du libéralisme intensif, introduire des mesures facilitant l'instauration d'une compétitivité équitable, limiter la privatisation aux entreprises concurrentielles et non stratégiques. Des contraintes imposées peuvent causer l'abandon des terres

agricoles, l'exode rural, l'urbanisation massive et par voie de conséquence l'émigration sauvage, le développement de l'informel, la clandestinité et la non-transparence.

Domaines d'intervention

Les situations délicates et les difficultés conjoncturelles ne doivent pas nous faire oublier les **problèmes structurels et de fonds**, qui sont assez sérieux et déterminants pour le futur des relations entre les 5 pays du Nord et les 5 pays du Sud de la Méditerranée occidentale.

Parmi les questions qui nécessitent une concertation étroite entre les 10 pays voisins afin de pouvoir surmonter les difficultés, bien coopérer, évoluer et trouver les solutions adéquates, il y a lieu d'indiquer :

- **la maîtrise et la bonne gestion des ressources naturelles** (eau, minerais, énergie..) : concernant ce volet, il faudrait trouver des solutions équitables et l'adoption de mesures efficaces pour la lutte contre la pollution, les effets néfastes des changements climatiques et leurs impacts sur la terre, l'air et la mer. Le dialogue peut permettre aux deux riverains de profiter au mieux des ressources traditionnelles disponibles, et d'optimiser l'exploitation des ressources nouvelles et renouvelables. Par exemple, pour les énergies nouvelles, où il y a une abondance en Afrique du nord, les avantages sont importants : selon les experts et les conférences COP 1 et 2, le coût serait de 50 % moins cher que le coût normal, avec jusqu'à 80 % de moins d'émission de gaz et une possibilité pour stabiliser le réchauffement à un niveau de 1,5 % seulement. A ce titre, il y a lieu d'indiquer que la Chine est déjà première avec un objectif de doublement de ses capacités en 2030, l'Inde prévoit d'augmenter sa production de 14 à 43 %, le Chili prévoit de baisser le prix du kw/h et le ramener à 30 euros. Donc, un consensus énergétique et un partenariat équitable entre les pays de la Méditerranée occidentale ne peuvent être que profitables pour tous les pays riverains et autres parmi les voisins !



- **la réduction du gap technologique et scientifique** par un développement cohérent et complémentaire entre les pays riverains, cette réduction ne peut qu'aider l'ensemble de ces pays à mieux communiquer, à devenir complémentaires et à occuper une meilleure place parmi les pays performants et avancés en la matière.

A la base, et pour la durabilité de la coopération, il faudrait tout d'abord **maîtriser les problèmes démographiques**, à commencer par une meilleure sensibilisation et communication sur les problèmes de l'expansion ou de la décroissance démographique, suivi d'actions concertées et organisées pour organiser les flux des populations et une exploitation judicieuse du capital humain disponible, afin de tirer les meilleurs profits des niches et des complémentarités existantes.

On constate actuellement une évolution différente des structures d'âge (régression au Nord, et forte natalité au Sud), du chômage chez les uns et un manque de travailleurs chez les autres, une inadéquation de la formation aux besoins des secteurs productifs. Il y a, aussi, des difficultés d'absorption des demandes d'emploi au Sud, demandes émanant parfois de gens de haut niveau culturel et d'études, et au Nord des problèmes de disponibilités pour les mêmes compétences.. Les difficultés sont devenues presque structurelles. Par exemple, les besoins en employés qualifiés, ingénieurs et scientifiques, sont en nette augmentation au Nord, alors qu'au Sud l'excédent est en augmentation avec l'ère actuelle des crises et des désinvestissements. Donc des possibilités sont offertes pour résoudre d'un côté les problèmes du chômage et de l'autre les difficultés pour certains métiers en panne, faute de compétences !

A partir de ces problèmes de chômage et d'emploi, avec parfois certains records selon des rapports du BIT, se décliner aussi de nouvelles difficultés, tel que la mobilité des populations des campagnes vers les villes, les migrations sauvages du Sud vers le Nord, le non retour des diplômés..

Tels sont quelques axes sur lesquels avaient déjà travaillé les experts et les officiels des deux rives, mais la réflexion et la concertation doivent se poursuivre pour trouver des solutions adéquates, utiles et adaptées aux besoins de chaque partie !

La problématique pour le futur de l'espace 5+5

La Réflexion et le Dialogue, devront donc se poursuivre afin de pouvoir faire face à la Problématique, qui consiste à trouver les meilleures solutions pouvant aider à assurer tout d'abord la Paix et la Sécurité, puis une Coopération Équitable entre les pays voisins et interdépendants, de cet espace Ouest Méditerranéen !

A mon avis, ce dialogue devrait apporter des solutions en répondant aux questions suivantes :

- Comment faire avancer les programmes déjà retenus, avec quels mécanismes, sous quelle forme et selon quel calendrier ?
- Quels sont les axes nouveaux à examiner, tout en prenant en considération les changements récents, les situations de plus en plus compliquées affrontées par chaque pays et les défis nouveaux à surmonter ?

En conclusion et avant tout : oublions les divergences et les querelles pour construire un Espace 5+5, réellement Homogène et Complémentaire !

RAPPORT GÉNÉRAL DU COLLOQUE

Élaboré par

M. Ezzeddine ZAYANI¹

L'Association des études internationales (A.E.I) a organisé son colloque international annuel en collaboration avec la Fondation Friedrich Ebert Stiftung et ce, les 4 et 5 mai 2017 à Tunis avec la participation d'éminents analystes, chercheurs et hauts responsables tunisiens et étrangers.¹

La première journée fut consacrée à l'examen des thèmes en rapport avec les questions d'ordre géopolitique, politique sécuritaire et économiques. La journée du 5 mai 2017 examiné dans un premier temps, les enjeux énergétiques avant de céder la place à un «panel jeunes» portant sur les rapports euro-méditerranéens au regard des jeunes. Une table ronde ayant pour thème « Quelles perspectives pour le dialogue 5+5, à court, moyen et long termes ? » a clôturé les travaux.

Séance d'ouverture :

M. Ezzeddine Kerkéni, président de l'AEI, a exprimé la reconnaissance de l'association pour la sollicitude renouvelée qu'elle ne cesse de trouver auprès de la Présidence de la République et du ministère des Affaires étrangères ainsi que le soutien continu de la Fondation Friedrich Ebert pour les activités de l'Association. Il a insisté, dans son allocution de bienvenue, sur l'importance des liens entre les pays des deux rives de la Méditerranée, leur

1. Ancien ambassadeur.



ancrage historique et social ainsi que l'inéluctable devenir commun au vu des développements que vit la région méditerranéenne. M. Kerkéni a attiré l'attention sur les défis des pays du Sud de la Méditerranée et a appelé à combler le déficit d'incompréhension et à surmonter les malentendus entre les pays des deux rives.

De son côté, M. Henrik Meyer, représentant résident, chef du bureau de Tunis de la Fondation Friedrich Ebert, a estimé dans son intervention que la Méditerranée devra devenir le havre de paix, de solidarité et des échanges entre des pays libres et égalitaires. Mettant l'accent sur l'importance politique et sécuritaire du dialogue 5+5, M. Henrik Meyer estime qu'il est devenu primordial d'élargir ce dialogue afin qu'il puisse embrasser d'autres thèmes et notamment les questions économiques sociales et culturelles.

M. Sabri Bashtobji, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, a axé son intervention sur trois principales préoccupations, à savoir les difficultés du moment par lesquelles passe la région méditerranéenne, les opportunités qu'offre l'espace méditerranéen ainsi que l'importance de dresser en commun un rempart contre les menaces sécuritaires.

1) Première séance

Sous la direction de M. Salem Fourati, trois interventions ont meublé la première séance.

M. Ahmed Ounaïes, ancien ministre tunisien des Affaires étrangères et ancien ambassadeur, a porté son intérêt sur ce qu'il a appelé «les points chauds du Maghreb». L'intervenant a présenté un tableau récapitulatif peu reluisant des difficultés et surtout de la mésentente entre les pays qui constituent l'espace maghrébin. M. Ounaïes a également présenté la nouvelle approche européenne qui fait du Maghreb une source de préoccupation en tant que fournisseur à la fois de jihadistes et d'émigrants clandestins.

M. El Hadj Dhia Abderrahmane, (Mauritanie), a consacré son intervention aux défis du terrorisme transnational en Afrique du Nord.



Après avoir passé en revue la crise libyenne et son impact sécuritaire sur les pays de la région, particulièrement ce qu'il a appelé les rivalités tribales, l'échec des médiations, le conférencier a expliqué les liens entre terrorisme, les trafics illicites et les flux migratoires clandestins. Selon l'intervenant, le nombre des migrants à partir de la région du Maghreb était de 50 mille en 2010, 390 milles en 2015 et 1 million de migrants en 2016. L'ancien militaire mauritanien a déploré par ailleurs et les difficultés internes au sein de l'U.M.A et l'absence de coordination entre cette dernière et le G 5 Sahel qui regroupe 4 pays du Sahel africain et la Mauritanie. Il a mis en garde contre une éventuelle mais probable recrudescence de la violence terroriste dans cette région et les conséquences directes qu'elle aura sur les pays du Maghreb.

Le Contre-amiral Jean François Coustillière, a traité, sous le titre « le dossier défense et sécurité, une démarche dynamique et féconde » le dialogue 5+5 en matière de défense qui s'est imposé depuis 13 ans, comme une enceinte de dialogue privilégié entre les pays des deux rives de la Méditerranée. Il a parlé des convergences des points de vue entre les partenaires du Nord et du Sud de la Méditerranée et des acquis, notamment la formation et la recherche.

Présidant la deuxième séance, M. Boubaker Ben Fraj, a donné la parole respectivement à MM. Alexandre Zafiriou de la mission de l'Union européenne à Tunis, Roger Albinyana, universitaire espagnol, Abdesslem Hatira, ancien ambassadeur tunisien, et Mongi Boughzala, enseignant universitaire et chercheur tunisien. Les intervenants ont passé en revue les domaines de la coopération à travers l'Union européenne et la coopération régionale dans le cadre de la politique européenne de voisinage, domaine économique et résorption des déséquilibres Nord-Sud et les questions migratoires, le dialogue 5+5 face aux défis politiques et du développement dans la Méditerranée occidentale, le Processus EuroMed et l'UE et, enfin, concurrence et coopération entre les pays des deux rives. L'essentiel de ces questions ont été débattues tels les nouveaux concepts, le

soutien et l'assistance, la mise en cohérence des domaines à gérer en partenariat sur le plan régional, les schémas régionaux, les incidences de la globalisation sur les pays des deux rives, la nécessité de préserver le dialogue 5+5 en tant que moyen efficace de contact entre les deux partenaires et qui donne une vision régionale à tous les niveaux, politiques, sociaux, économiques. La place de la société civile, de plus en plus prépondérante, a constitué un élément de référence pour quelques interventions.

Lors de la présidence de la troisième séance, confiée à Mme Riadh Zghal, la parole fut donnée à M. Alfred Zarb de Malte qui s'est intéressé à ce qu'il a appelé «Priorités et migrations», à M. Foued Bendi du Maroc qui a développé l'idée « d'une coopération euro-méditerranéenne basée sur des projets». L'écrivain tunisien M. Abdellaziz Kacem consacrant son intervention à ce qu'il décrit comme «dérives en Méditerranée, la primauté d'une solution culturelle» et enfin à M. Salah Hannachi, ancien secrétaire d'Etat et ancien ambassadeur de Tunisie, qui a traité du thème de «l'accord de Paris de la COP 21 sur le changement climatique, une responsabilité et une opportunité euro-africaine». Démontrant les clivages entre les deux rives. L'absence de stratégie maghrébine fut déplorée et on a recommandé une redynamisation de cette entité pour pallier les insuffisances actuelles, particulièrement au niveau de la stimulation de la coopération entre les pays maghrébins qui doivent, selon les intervenants, savoir bien négocier, et ce même sans l'existence d'une véritable union entre eux. «Il faut donner de l'espoir aux jeunes maghrébins en faisant un effort pour atténuer le chômage qui sévit gravement dans la région». L'analyste marocain, a défendu l'idée d'une coopération entre les deux rives basée sur des projets. Il a affirmé également que «ce que les déserts dans le monde reçoivent comme énergie en 10 heures peut suffire pour subvenir aux besoins de toute la planète terre durant une année». Selon lui, les projets en matière d'énergie renouvelable offrent des opportunités de travail et de gain appréciables. Mettant en cause la bonne volonté de la partie européenne à intensifier la coopération avec les pays du sud de la Méditerranée, M.



Bendi a cité l'exemple du tunnel sous la Manche long de 50 km réalisé parce qu'il relie deux pays européens, tandis que le projet consistant à faire un tunnel à Gibraltar, où la distance séparant l'Europe de l'Afrique à ce point précis ne dépassant pas 14,4 km, gît sur les étagères dans les chancelleries européennes depuis des décennies. Pour M. Salah Hanachi, «le 5+5 est un acteur flou» Il estime que la donne qui consiste à «lutter contre le terrorisme par des moyens militaires et sécuritaires» est dépassée. L'intervenant estime que parmi les défis à relever il faut «passer du verbe à l'action», car jusqu'à nos jours, les termes «aide ou coopération sont chargés d'ambiguïté». Pour l'ancien ambassadeur, «la lutte contre le réchauffement climatique peut devenir un moteur économique important, surtout en Afrique qui est moins polluante mais victime du réchauffement climatique».

La quatrième séance présidée par M. Ezzeddine Kerkéni, a été consacrée aux enjeux énergétiques. MM. Gonzalo Escribano et David Jalilvand, d'Allemagne, ont traité respectivement les conséquences sur les pays de l'Afrique du Nord des changements intervenus au niveau du paysage énergétique à l'échelle mondiale et européenne ainsi que la géopolitique et l'énergie, changement des défis au Moyen Orient et en Afrique du Nord. M. Jomâa Ben Salah s'est intéressé aux questions énergétiques et le Forum 5+5. Les intervenants ont mis en évidence ce qu'ils ont appelé la stratégie énergétique de l'Europe, les politiques énergétiques en Afrique du Nord et les transformations énergétiques. L'accent fut mis sur les tentatives européennes pour se départir de la dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie. A ce sujet, un intervenant a souligné que 30 % du grand gisement de gaz naturel en Egypte furent achetés par la Russie qui cherche à détourner la politique européenne de désengagement progressif afin de demeurer son principal fournisseur -quasi obligatoire- en cette matière stratégique.

Les conférenciers ont appelé à une meilleure synchronisation de la production d'électricité et une approche énergétique euro-méditerranéenne interdépendante. Actuellement, l'Espagne fournit une grande part des besoins

du Maroc en électricité. Les «défis du futur seront de plus en plus difficiles à relever», estime un intervenant avant de rajouter : «Les relations saines, ce sont les relations justes, non pas celles des donateurs et des bénéficiaires». M. Ben Salah a mis en relief les difficultés auxquelles font face au quotidien les pays de l'Union du Maghreb en matière énergétique du fait de la chute des prix du pétrole, les défis du transfert et de l'interconnexion de l'électricité.

Le débat général a permis de poser d'autres problématiques, particulièrement la nécessité de revoir avec un esprit plus positif les relations de partenariat entre les pays des deux rives. Et à ce sujet, les participants ont noté l'implication modeste de l'Union Européenne dans les efforts pour le développement des pays de la Méditerranée du sud, surtout en cette période politiquement mouvementée marquée par la recrudescence des actes de violence terroristes qui exigent une mobilisation solidaire, coûteuse mais urgente en matière de sécurité.

Panel jeunes

Les organisateurs du colloque ont voulu impliquer les jeunes dans le débat sur cette question stratégique en proposant à un certain nombre d'étudiants et de jeunes cadres d'exprimer leurs avis sur les rapports euro-méditerranéens à partir de leur propre regard. Les jeunes qui ont pris la parole ont reproché à l'Europe de s'être recroquevillée sur elle-même, donnant l'impression aux jeunes que cet espace européen est devenu une «citadelle infranchissable», demandant une meilleure liberté de la circulation des personnes. Ils ont par ailleurs attiré l'attention sur la fuite des cerveaux qui s'effectue, selon eux, «en catimini» vers l'Europe, où les autres migrants sont refoulés. Les jeunes ont réclamé un meilleur échange universitaire et culturel entre les deux rives. Un meilleur partage du savoir et une meilleure coopération économique axée sur le retour des investissements dans les pays du Sud de la Méditerranée. Ils ont émis le souhait de voir la société civile jouer un rôle plus important dans ces relations jusqu'ici domaine réservé des politiques.



La table ronde

Sous le thème «Quelles perspectives pour le dialogue 5+5, à court, moyen et à long termes ?», les participants ont débattu au cours de la dernière séance et exprimé leurs opinions au sujet des voies et moyens les plus adéquats pour propulser des relations de partenariat juste, équitable et gagnant-gagnant. Selon les participants européens, un plan Marshall pour la région «n'est pas envisageable, car le contexte de l'après-guerre 1945 et celui des pays de l'Union du Maghreb n'est pas le même», Il faut encourager le processus de la démocratie et renforcer les droits de l'Homme, de la prospérité et de la paix», disent-ils. Les participants originaires des pays de la rive Sud ont appelé l'Europe à assumer ses responsabilités envers les pays du sud de la Méditerranée. «Il faut dialoguer, se réorganiser et renégocier sur de nouvelles bases tenant compte de l'évolution enregistrée à différents niveaux», a dit l'un des participants tunisiens qui a fait part de son appréhension au sujet de l'équation «gagnant-gagnant» demeurée abstraite et inopérante. Compte tenu des écarts énormes qui persistent entre les deux rives en matière de richesse et de développement.

ARTICLES HORS COLLOQUE

LES COMMUNAUTÉS ET LA VILLE : TUNIS À L'ÉPOQUE MODERNE

Abdelhamid LARGUÈCHE¹

Vers la fin du XIX^e siècle, et avant même l'instauration du protectorat français en 1881, Tunis offrait aux observateurs l'image d'une ville cosmopolite, tant sur le plan humain que sur celui du paysage architectural et urbain avec le développement des quartiers européens autour de l'axe de la Marine, noyau de la future ville européenne¹.

Le paysage pluri-ethnique de la ville de Tunis, son dynamisme démographique, artisanal et commercial, dès le XVIII^e siècle ont constitué à côté de sa centralité politique et culturelle les aspects saillants de sa singularité dans l'espace de la Régence et dans le reste du Maghreb.

L'approche de l'espace social de la ville de Tunis sous l'angle de la diversité humaine est une donnée importante à l'époque moderne et pose pour le chercheur la question du sens de ce cosmopolitisme par comparaison à des phénomènes similaires propres à d'autres villes du monde ottoman à l'époque.

En effet, Tunis, plus que toute autre ville de la Régence, de par sa position géographique, son rôle de capitale politique des Ottomans, de ville port, était le modèle de la ville ouverte par excellence.

Les historiens tunisiens de l'époque moderne, ainsi que les voyageurs ont pour la plupart mis l'accent sur la multitude des groupes et ethnies qui la peuplaient.

1 Historien universitaire - Tunisie.



Cette réalité se mesurait à travers les vagues successives d'arrivées et d'implantations de groupes à partir de la conquête ottomane.

L'historien Bayram V dresse vers la fin du XIX^e siècle un véritable tableau de classification ethnique de la population : « *Au substrat local, berbère profondément arabisé, se sont ajoutés les apports turcs et andalous... Les andalous ont construit leur propre quartier (H'ûma) qui porte leur nom dans le faubourg Bâb Swîqa... à ceux-là il faut ajouter les juifs dont la plupart habitent également la H'âdhira... Quant aux chrétiens, (Naçârâ), ils proviennent de plusieurs nations (Ajnâs) en particulier des Maltais, des Italiens, des Français et d'autres...* »².

Ce témoignage confirme la perception de l'espace social de Tunis chez l'élite du savoir comme ville pluri-ethnique et pose en même temps le problème du cosmopolitisme de la cité en termes de donnée historique ancienne et presque naturelle.

Et si, par ailleurs, la ville de Tunis a été présentée par certains observateurs comme le « Shanghai de la Méditerranée » à l'époque moderne, selon l'expression de l'historien Trasselli³, cette appellation vaut surtout pour le XVIII^e siècle et renvoie essentiellement au dynamisme commercial de la cité et de son avant-port, La Goulette ainsi qu'à sa dynamique artisanale et au réseau relationnel qu'elle a tissé avec les villes ports de la Méditerranée occidentale ou orientale.

Réfléchir sur le cosmopolitisme de Tunis, c'est avant tout s'interroger non seulement sur ses principales caractéristiques mais aussi sur le modèle de base qui l'inspire et le nourrit. Était-ce le modèle ottoman des *millat*⁴ qui renvoie au système d'organisation des communautés religieuses

-
2. Bayram v, *çafwat al-^ftibâr bi Mustawdiç al-aqt'âri wal-Amçâr*, Le Caire, 1885, t. 1, p. 124-126.
 3. Lucette Valensi, *Le Maghreb avant la prise d'Alger*, Flammarion, 1969, p. 73.
 4. André Raymond, *Grandes villes arabes à l'époque ottomane*, Sindbad, Paris, 1985, p. 49.



minoritaires en groupements plus ou moins autonomes et qui a marqué les grandes villes ottomanes ou bien nous sommes en présence d'une évolution surdéterminée par les facteurs externes et les puissances capitulaires et consulaires à l'âge des impérialismes ?

Tunis et l'espace tunisien : le modèle de la ville ouverte

Centre de tous les pouvoirs politiques qui se sont succédé dans le pays depuis le XIII^e siècle, Tunis a acquis durant les siècles une position prépondérante tant sur le plan urbanistique qu'économique et politique.

A partir du XVII^e siècle, un pouvoir monarchique a commencé à prendre corps avec les beys mouradites. Tunis devint une véritable capitale à laquelle s'identifiait de plus en plus un territoire tunisien dont les frontières occidentales instables firent pour la première fois l'objet d'un accord de délimitation avec les deys d'Alger dès 1628. Le pouvoir s'est doté d'une véritable stratégie de peuplement et de pacification du territoire.

La fortune de la cité a reposé pour l'essentiel sur ses activités artisanales et son commerce méditerranéen. Mais aussi sur le rôle du pouvoir politique qui a drainé vers la ville une bonne partie des surplus agricoles de l'intérieur du pays sous forme de flux monétaire par le biais de la fiscalité et des rentes des habous.

La ville fut également mêlée à l'aventure de la course⁵. Contrairement à Alger où elle est restée principalement monopole d'Etat, la course à Tunis constituait une activité qui associait l'Etat, les dignitaires turcs (Raïs) et les hommes d'affaires locaux qui participaient à l'armement de course⁶.

Au fait, au XVII^e et durant la première période du XVIII^e siècle, le cosmopolitisme de la ville de Tunis était en

5. Bachrouch T., *Formation sociale barbaresque et pouvoir à Tunis au XVII^e siècle*, Tunis, 1977.

6. Valensi L., *Le Maghreb avant la prise d'Alger*, op. cit., p. 65.



grande partie nourri par l'activité corsaire même. En effet, les prises maritimes et captures d'otages ont amené dans la cité des milliers de chrétiens, italiens, maltais, espagnols, grecs, etc., qui, convertis à l'Islam, ont, ou bien réinvesti le secteur de la course même, ou se sont mêlés à la société urbaine et notamment aux groupes dominants de la cité⁷.

En effet, la course n'était pas la somme des expéditions menées par une poignée d'aventuriers qu'on appelait Rays, c'est-à-dire les capitaines des navires, elle représentait une activité complexe mettant en jeu plusieurs acteurs ayant chacun son rôle à commencer par les armateurs (parmi eux de célèbres deys comme Othmân Dey ou Yusuf Dey, ou encore le fondateur même de la dynastie muradite qui est cité par les sources parmi les armateurs de Tunis)⁸, pour arriver aux équipages et combattants en passant par les capitaines de navires. A ce niveau, la forte proportion des nouveaux convertis dans l'activité corsaire est significative.

Le père Dan qui a visité les Régences de Tunis et d'Alger vers 1636 souligne dans ses témoignages l'importance des renégats dans la course barbaresque : « *Quant aux corsaires de Barbarie, c'est chose assurée que les renégats ont mis leur puissance au point où elle se voit encore aujourd'hui... la plupart de leurs corsaires sont renégats* »⁹.

Le nombre des captifs chrétiens de la course atteignit vers 1654 plus de six mille à Tunis même. Répartis dans une dizaine de bagnes concentrés pour la plupart dans la basse ville, ces lieux abritèrent les premières chapelles désignées par les noms des saints auxquels elles étaient dédiées.

Analysant l'importance de ce phénomène pour la fin du XVI^e s. et le début du XVII^e siècle, Bartholomé et Lucile Bennassar, dans leur « *Histoire extraordinaire des renégats* », expliquent qu'une société en expansion cherche toujours à s'enrichir d'éléments allogènes. « *Sûre de sa force, elle se*

7. Paul Sebag, *Tunis au XVII^e siècle*, Paris, l'Harmattan, 1989, p. 91-93.

8. Paul Sebag, *op. cit.*, p. 90-91.

9. Père Dan, « Histoire de Barbarie et de ses corsaires », 1637.



montre accueillante, ouverte et propose toujours aux jeunes étrangers courageux les moyens d'une rapide ascension »¹⁰.

Les convertis parmi cette population chrétienne s'adonnaient tout comme leurs maîtres ottomans aux activités corsaires, ce qui leur assurait des revenus substantiels à travers prises et rançons. En outre, la participation dans les diverses opérations commerciales liées à la mer (écoulement des prises et rachat des captifs) leur procurait fortune et puissance, facteurs de promotion sociale et d'intégration dans les sphères sociales dominantes¹¹.

C'est ainsi que la course, comme activité en expansion à Tunis, a constitué un facteur décisif, à côté de l'apport levantin en janissaires et civils ottomans, dans la diversification du patrimoine humain et « génétique » de la cité.

D'autre part, l'accueil réservé aux réfugiés andalous et leur installation sur les terres fertiles de la Medjerda, du Cap Bon et du nord-est ont doté la ville de Tunis d'une véritable ceinture et élargi le plat pays utile et productif. L'élément andalou citadin se fixa à Tunis, dans la rue des Andalous (dans la partie Ouest de la médina) et dans le quartier qui porte leur nom dans le faubourg Bâb Swîqa.

Les communautés andalouses musulmanes et les juifs ibériques ont constitué de véritables vecteurs de modernité pour la société en reconstruction¹².

La fortune commerciale et artisanale de Tunis se lit aisément dans le patrimoine monumental et architectural de la ville. Déjà pour les XVI^e et XVII^e siècles, J. Revault a recensé et étudié plus de 57 demeures bourgeoises et

10. Bartolomé et Lucile Bennassar, *Les Chrétiens d'Allah*, Paris, 1989, p. 474.

11 Slama A., « Chrétiens convertis et Moriscos-Andalous », in *Chrétiens et musulmans à la renaissance*, Paris, Honoré Champion Editeur, 1998, p. 487-507.

12 Abdelhamid Larguèche, « La communauté juive de Tunisie à l'époque moderne », communication au *colloque sur l'histoire des juifs de Tunisie*, Tunis, Centre de publication universitaire 1999.

palais¹³. La bourgeoisie citadine, de souche locale ou d'origine andalouse ou ottomane, a montré à travers son mode ostentatoire qui s'épanouira davantage aux XVIII^e et XIX^e siècles, non seulement son goût pour le luxe mais aussi son ouverture sur le monde extérieur à travers les emprunts aux modes architecturales et vestimentaires d'horizons méditerranéens divers.

Dynamisme commercial et conjoncture du XVIII^e s.

L'affermissement d'un Etat autonome de type pré-national avec la dynastie husseinite à partir du XVIII^e siècle constituera un facteur décisif dans la consolidation de cette entité territoriale autour de Tunis, et dans la réorganisation du territoire en régions administratives complémentaires.

Le port de La Goulette assurait au XVIII^e siècle des liaisons régulières avec nombre de ports méditerranéens : Marseille, Livourne, Gênes, etc. L'avant-port de Tunis réalisait vers 1860-65 environ la moitié des exportations tunisiennes, constituées principalement de produits de l'agriculture et de l'élevage (grains, huile, cuir, etc.) et de l'artisanat (chéchias, tissus, parfums...). Les autres ports réunis: Bizerte, Sousse, Monastir, Mahdia et Sfax réalisaient l'autre moitié¹⁴.

Tunis jouait ainsi le rôle de centre d'échange et de plaque tournante entre l'Europe, l'Afrique et le Levant.

Tunis a développé donc à l'âge husseinite un modèle d'urbanisme ouvert qui rompt avec le modèle exclusif de la cité traditionnelle repliée derrière ses remparts. L'essor démographique, les entités multiples qu'elle a intégrées par les divers apports des communautés ethniques et religieuses, la diversité des emprunts de civilisation et de culture, la permissivité de ses élites ont fait que la ville développe un cosmopolitisme spécifique qui finit par donner vers la seconde

13. Revault J., *Palais et demeures de Tunis aux XVI^e et XVII^e siècles*. Tunis, 1976.

14. Ganiage J., *La Régence de Tunis à la veille du protectorat*, Tunis, 1964.



moitié du XIX^e siècle un modèle original d'urbanisme et de citadinité, expression de la rencontre d'intérêts multiples que les stratégies mercantiles du pouvoir avaient su associer.

Une réactivation de la vie urbaine à partir du foyer tunisois a marqué le XVIII^e et une partie du XIX^e siècles. La supériorité de Tunis dans l'ensemble du réseau urbain maghrébin devient évidente. Tunis, avec plus de 100 mille habitants selon les estimations les plus modérées, abritait plus de la moitié de la population urbaine du pays et devançait de loin les autres cités du Maghreb.

La dynastie husseinite, héritière d'une grande cité renaissante et dynamique, va consolider l'œuvre déjà entamée sur le plan tant urbanistique qu'économique et culturel.

Les appréciations qualitatives sur l'évolution démographique à cette époque ne manquent pas d'intérêt; voici en quels termes un chroniqueur tunisien du XVIII^e siècle décrivait Tunis :

« La capitale atteint dans son développement une apogée qui signifiait le plein épanouissement de la jeunesse. Sa population s'accrut à un point tel qu'on se bouscula sur les voies publiques devenues trop petites pour la foule des passants. Le fait est à imputer à l'absence de pestes catastrophiques, de famines mortelles et de batailles. En effet, Tunis n'a pas connu d'épidémies depuis l'an 1705 jusqu'à cette année (1776). Il n'y eut pas non plus de famines mortelles à une exception bénigne qui se place sous le règne de Ali Pacha, vers 1740. Les guerres civiles qui troublèrent le pays ne firent pas un nombre élevé de victimes. Quand il n'existe aucune de ces trois causes de mort, les créatures se multiplient, car le nombre des naissances est toujours bien supérieur à celui des décès »¹⁵.

Par ailleurs, cet état de prospérité relative au XVIII^e siècle, Tunis le devait à un commerce florissant, à un boom urbanistique soutenu par les princes, et au transfert continu d'une large partie du surplus agricole vers la ville.

15. Abdelaziz H.-B., *Al-Kitâb al-Bâshî*.

Une stabilité monétaire relative a marqué tout le siècle. La hausse des prix nominaux des produits de première nécessité (blé, orge, huile, etc.) s'expliquerait surtout par un net accroissement de la demande extérieure¹⁶.

Ville consommatrice, Tunis l'était certes par sa nombreuse population, par les besoins de plus en plus croissants de ses castes dominantes et de sa cour. Mais Tunis était aussi une grande ville productrice et exportatrice.

Le développement de l'industrie des «chéchias» a atteint à la fin du XVIII^e siècle le niveau de la manufacture capitaliste, par l'importance des investissements en matières premières et en capitaux, par une division poussée du travail et par le vaste circuit d'échange qui en découle. L'exemple de la production de la «chéchia» montre qu'il pouvait exister un type de coopération originale entre une ville et sa campagne avoisinante et même lointaine.

Elle se faisait dans le cadre d'un processus complexe qui associait la capitale à un certain nombre de centres artisanaux de l'intérieur du pays. La laine était portée jusque dans l'Aradh à Gabès. Le tricotage était effectué par des femmes spécialisées dans cet art (Kabbâsa), habitant le village de l'Ariana. Le «kabbûs» était ensuite envoyé à Tunis pour assurer sa finition dans les ateliers des quartiers populaires du nord de la ville (Halfawîn, Bîga), où on le cousait. Le foulage se faisait dans la petite ville de Tebourba, sur les bords de la Medjerda, où un moulin à fouler était actionné par l'eau du barrage. de nouveau ramené vers Tunis, le produit est amené aux ateliers du souk pour l'opération du cardage. La teinture était pratiquée hors de Tunis, dans le village de Zaghouan, dont les eaux étaient réputées. Enfin, les chéchias étaient mises en forme à Tunis par les chaouachis mêmes¹⁷.

Tunis et son avant-port La Goulette exportaient une bonne partie de sa production industrielle, le blé de

16. Valensi L., *Fellahs tunisiens, l'économie rurale aux XVIII^e et XIX^e s.*, La Haye, 1978.

17. Valensi L., « Islam et Capitalisme : production et commerce des chechias en Tunisie et en France aux XVIII^e et XIX^e siècles », R.H.M.C, 1969, p. 377-400.



l'Ifriqiya, l'huile du Sahel, les dattes du sud vers les centres méditerranéens. En échange, elle importe les tissus et autres produits manufacturés.

Au courant du XVIII^e siècle, l'activité commerciale de la ville a progressivement supplanté l'activité corsaire, et l'implantation de négociants européens, principalement français et italiens mais aussi juifs livournais de plus en plus nombreux à Tunis est devenue la principale forme de cosmopolitisme dans la ville. Bien que l'activité corsaire ait continué, quoique de façon moins régulière, la coexistence sur la base d'intérêts réciproques de communautés méditerranéennes diverses est devenue le principal aspect du cosmopolitisme à Tunis.

Lieu de rencontre idéal, Tunis attire des négociants de toute origine; au cours de son voyage à Tunis, (effectué de 1783 à 1786), Desfontaines note que « *nos négociants vivent dans l'aisance..., leur commerce est assez sûr. Chacun d'eux se retire ordinairement au bout de douze à quinze ans avec une fortune honnête. Ils jouissent en paix du bénéfice qu'ils ont fait, et jamais ils n'essuient d'avaries comme au Caire et dans plusieurs autres villes d'Orient. Le gouvernement de Tunis est toujours prêt à leur rendre justice lorsqu'ils ont des contestations d'intérêts avec les naturels du pays* ».

Ainsi, le modèle social de la ville au XVIII^e siècle se présente de plus en plus de ce point de vue comme une communauté citadine intégrative mais non assimilationniste. L'autonomie des communautés est devenue un fait incontestable.

Cet équilibre entre l'élément local et l'élément étranger sera maintenu jusqu'au milieu du XIX^e siècle et ne sera rompu qu'à la faveur du changement de conjoncture et de la crise de la société urbaine à Tunis.

Le XIX^e siècle, société urbaine et nouvelle conjoncture

Mettre en lumière les caractères originaux de la société urbaine à Tunis au cours du XIX^e siècle, voilà un effort de synthèse qui devrait tenir compte de cette double fonction de Tunis comme capitale à dimension méditerranéenne et comme cité aux vieilles traditions de culture citadine étoffée et ouverte.

Mais comme ce siècle constitue une étape cruciale d'une évolution historique qui a abouti à la fin du même siècle à la perte de son indépendance, de ce fait la période en question nous impose de privilégier les aspects les plus marquants des changements intervenus, y compris ceux de la crise de la société urbaine même.

Le cours des choses imposé dès les lendemains du Congrès de Vienne (1815) par la politique de la canonnière (Expédition de Lord Exmouth en 1816) ne tarda pas à se manifester par des conditions d'échanges rapidement détériorées.

Aux facteurs externes déterminants, s'ajoutent ceux de la conjoncture intérieure aussi défavorables.

En effet, durant le premier tiers du XIX^e siècle, seulement deux bonnes récoltes ont été enregistrées, en 1824 et en 1826. Le nouveau système fiscal instauré dans le pays dès 1819 pour pallier les déséquilibres du trésor constituait le premier changement qualitatif dans la politique des Beys avec ses retombées sur l'ensemble de la population¹⁸.

La peste de 1818 annonçait pour Tunis la fin de la « belle époque ». La ville était frappée de pénurie et menacée de famine. Le Bey Mahmoud dut intervenir en 1819 pour assurer le ravitaillement de la ville en puisant dans les réserves de la Rabta¹⁹. La société urbaine qui constituait le grand ventre du pays était en proie aux défis de la conjoncture,

18. Larguèche D., *Fiscalité et Société en Tunisie, 1705-1840*, Tunis, 1993.

19. Larguèche A., *Pauvres, marginaux et minoritaires à Tunis à l'époque précoloniale*, Tunis, 1997, p. 51.



mais les campagnes qui subissaient plus durement les effets de la crise allaient alimenter un flux migratoire vers les villes du littoral et surtout vers Tunis.

Ainsi et paradoxalement, la ville commençait à se surpeupler, et ce, malgré les épidémies dévastatrices. Les pertes dues au ralentissement de l'accroissement démographique propre de la cité étaient largement compensées par l'exode en provenance de l'intérieur.

C'est au même moment qu'un flux migratoire de l'extérieur allait amener vers la ville des milliers d'émigrés en provenance de Malte et du sud de l'Italie²⁰.

Au milieu du XIX^e siècle, Tunis apparaissait comme un fait urbain majeur au regard du « vide » démographique du pays et de la faible importance des autres cités.

Avec sa population qui atteignait plus de 100.000 habitants, dont près de 70.000 musulmans et plus de 30.000 entres juifs et chrétiens, elle prenait l'aspect d'une ville cosmopolite dans une phase de récession et non d'essor.

C'est là déjà une première différence fondamentale entre le cosmopolitisme d'Alexandrie à la même époque qui était l'expression d'un essor économique et commercial de la cité et de ses communautés²¹.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la première forme organisée et durable d'intervention des consuls dans la gestion urbaine était constituée par l'institution d'un Conseil sanitaire de la ville en 1838 et qui n'a pas manqué d'attirer souvent l'attention des pouvoirs sur la multiplicité dans la ville des lieux infestés comme ceux de la basse ville ou de la « Hara » juive, source de propagation de la peste et du choléra depuis 1818²².

20. Ganiage J., « La population européenne en Tunisie au milieu du XIX^e siècle », *Cahiers de Tunisie*, 1955, p. 153-173.

21. Ilbert R., *Alexandrie cosmopolite, in Villes ottomanes à la fin de l'Empire*, Paris, 1992, p. 173-185.

22. Larguèche A., *Pauvres...*, *op. cit.*, chap , « L'inégalité devant la mort », p. 180 et suite.

A cela s'ajoute le processus de désagrégation de l'économie artisanale qui était déjà entamé depuis le début du siècle et qui s'était traduit par un ralentissement de la production et même par des réductions plus ou moins importantes selon les secteurs du nombre des artisans et compagnons dans plusieurs corps de métiers²³.

L'artisanat urbain arrivait à peine à maintenir ses effectifs, et, d'autre part, les groupes sans emploi ne pouvaient être résorbés par les nouveaux secteurs d'activité.

C'est dans ce contexte qu'interviennent la plupart des changements qui vont affecter le paysage urbain et l'équilibre entre les groupes y coexistant.

Tunis se présentait déjà au début du XIX^e siècle comme une ville très cosmopolite où la plupart des nations méditerranéennes y étaient représentées, mais avec une nette majorité de Sardes, de Siciliens, de Maltais et de juifs livournais²⁴.

En fait, deux courants migratoires allaient se conjuguer pour faire changer la physionomie urbaine. Le courant traditionnellement lié au commerce et qui sera responsable de la multiplication des maisons de commerce. Ce premier courant intéresse principalement les Français, Anglais et juifs livournais.

Le deuxième courant qui intervient vers le milieu du XIX^e siècle est plutôt consécutif à la rapide croissance démographique et à la crise économique qui frappe certaines régions méditerranéennes, surtout le sud de l'Italie, la Sicile et Malte.

Bien que le rapport numérique reste très inégal au profit de la société autochtone, les communautés méditerranéennes vont se distinguer par un rôle particulièrement dynamique

23. Pennec P., *Les transformations des corps de métiers de Tunis sous l'influence d'une économie externe de type capitaliste*, Tunis, 1964.

24. Arnoulet F., « Tunis dans la seconde moitié du XIX^e siècle », R.H.M.C, 1975, p. 123.



dans le nouveau contexte, tant sur le plan commercial que social et urbanistique²⁵.

En effet, la physionomie urbaine commençait à changer rapidement. La construction de la ville nouvelle à partir de la place de la Bourse et en direction du nouveau port de Tunis était surtout l'affaire des nouveaux entrepreneurs européens soutenus par les consuls.

L'administration beylicale modernisée grâce à l'œuvre du ministre réformateur Kheireddine (1873-1876) et à celle du général Hussein (premier président du conseil municipal de la ville à partir de 1858), trahissait de son côté une inefficacité de plus en plus prononcée. A cet égard, il serait utile de faire le bilan de l'institution municipale fondée en 1858. L'institution s'avoua incapable, faute de subsides, de procéder à une saine gestion de la ville. Elle procéda par ailleurs sous l'influence des maisons consulaires à l'assainissement foncier des places et terrains de la Marine afin de les céder aux Européens désireux d'y construire leurs maisons de commerce ou leurs résidences²⁶.

Plus tard, avec la colonisation, le déclassement de la Médina et la naissance de la ville européenne comme nouveau centre des affaires et de la dynamique de la restructuration urbaine et économique, la problématique de la ville sera en partie celle de la crise d'une société urbaine qui voit décliner ses références culturelles et identitaires de base à travers la dégradation même de son espace historique.

Du XVII^e au XIX^e siècle, Tunis a connu des formes particulières de cosmopolitisme ou plutôt des expériences spécifiques de cosmopolitisme qui se sont cumulées pour donner à la société citadine de Tunis ses particularités que la colonisation allait redimensionner à la faveur de la restructuration coloniale.

25. Sur plus de 10.000 habitants vers 1860, Tunis comptait plus de 20.000 juifs dont 1500 Livournaïses, 6 à 7000 Maltaïses, 3 à 4000 Italiens, 700 Grecs et 600 Français.

26. Larguèche A., « L'institution municipale à Tunis au XIX^e siècle », R.H.M, 1987, p. 13-28.



Du cosmopolitisme de brassage forcé lié à la course au XVII^e siècle, modèle qui s'apparente à celui de la ville d'Alger, Tunis est passé au XVIII^e siècle à une forme de cosmopolitisme de coexistence et d'autonomie qui se rapproche du modèle ottoman des *millat*, sans se confondre avec ce dernier. Cette évolution aboutit au XIX^e siècle à la faveur de la conjoncture locale et méditerranéenne à un cosmopolitisme de prépondérance où les communautés méditerranéennes puissamment soutenues par des stratégies impériales et consulaires de protection vont préparer le terrain à l'œuvre de réorganisation coloniale de la cité et du pays tout entier.



A PROPOS DE
"L'OCCIDENT ET NOUS ET VICE-VERSA"*
de Abdelaziz Kacem

Par Ahmed OUNAÏES¹

Cet ouvrage témoigne d'une érudition vaste et minutieuse, d'une culture ample et fine, d'un jugement exigeant et parfois amer. Et il porte un espoir immense ! La rencontre Occident-Orient a produit une moisson prodigieuse. Au terme d'un bilan savant, l'auteur sait mettre en lumière les trésors enfouis ou refoulés, dénoncer le gâchis, traquer les confusions et cerner, dans le clair-obscur du présent, la force du lien et la fécondité de la relation exceptionnelle. Le récit est intense, aussi bien quand le sujet – qui est double, l'Occident et nous – s'élève à son essence, ou qu'il chute : le déclin, la décadence, le naufrage, autant que les sommets de l'esprit et de la civilisation font la trame de notre histoire commune¹.

Un lien nous unit à l'Occident du fait que nos accomplissements nous ont mutuellement enrichis, que nos destins nous rapprochent, que nous partageons une parenté spirituelle et que nous avons foi dans la liberté de l'homme. Ceux qui, parmi nous, accèdent à la connaissance des deux cultures réalisent de ce fait même une valeur supérieure : la capacité d'édifier une œuvre qui nous élève les uns et les autres dans le respect de notre intégrité. C'est en soi un idéal de civilisation. Cet idéal n'a pas toujours prévalu, mais l'impératif, pour autant, subsiste. Il dicte de raffermir le lien, d'y croire et de dénoncer la déviance, la distorsion, la falsification. Cette conviction, sagement documentée, confine parfois chez l'auteur à la passion.

*. Ed. L'Harmatan - Fance.

1. Ancien Ministre - Ancien ambassadeur.



Le Nous du titre n'est pas tout à fait l'Orient géographique, l'auteur se prévaut tout autant de l'héritage de la Carthage punique et romaine que de l'Andalousie où se reconnaît l'empreinte de la civilisation de Damas. L'Occident et Nous avons franchi les monts et les mers, avons guerroyé et dialogué sans fin. Ni le déclin de l'Orient, ni le déclin de l'Occident n'ont tari les flux d'échanges : hissés ou sublimés, brouillés ou dévoyés... les échanges ne sont jamais rompus.

D'abord, la question de l'origine. L'Occident ne renie pas ce qu'il doit à l'Orient. Europe, la princesse phénicienne, ravie par Zeus et emportée vers les rives de l'Occident, donne son nom au continent d'adoption, elle le sort de l'anonymat. Son frère Cadmos, ayant mission de la ramener dans son royaume, part à sa recherche. Comment gagner les Grecs à sa cause ? Il leur fait don de l'alphabet, fonde la ville de Thèbes, construit l'acropole de la cité, Kadmeia. Ces semences ne relèvent pas de la seule légende : les apports du legs oriental ont levé dans les sciences, la littérature et les arts de l'Occident, ils sont élégamment égrenés au fil du texte.

De part et d'autre, des lettrés, des savants, des chefs ont connu et médité les vertus distinctives et les progrès de civilisation respectifs. Nous savons ce que l'Occident, avant le christianisme, doit à nos aïeux : les cultes d'Adonis, d'Attis, d'Astarté, d'Isis et d'autres. Nos compatriotes, païens ou pères apologistes, saint Cyprien, évêque de Carthage, Arnobe de Sicca, le premier à avoir formulé le pari dit de Pascal, Lactance, Tertullien, Saint Augustin, Apulée sont d'authentiques Maghrébins ayant écrit dans une langue commune, le latin, et sondé la pensée humaniste qui aboutit à la modernité de l'Occident.

L'épisode de l'expédition d'Egypte sous la conduite de Bonaparte, suivie de l'aventure fabuleuse de Rifa'a Tahtaoui et des 40 stagiaires égyptiens plongés dans les lumières de l'Occident, illustre la part vertueuse de la relation. Mais quand l'Europe n'est plus ce qu'elle était, et que les dirigeants arabes se font à leur tour les sinistres complices de l'Occident désorienté, quand de part et d'autre les provocations, les guerres et les contre-guerres se



déchaînent, des jours sombres s'abattent sur la scène arabe et islamique... et sur l'Occident.

Confronté à l'invasion soviétique en Afghanistan, l'Occident cède les basses œuvres à des exécutants qui ne le décevront pas. La guerre contre l'envahisseur communiste est menée par des moujahidines zélés, enrôlés et financés par des alliés empressés qui couvrent généreusement les frais. Tel est le rôle de l'Arabie wahabite. Or, l'Occident ne soupçonne guère les moujahidines, efficaces et cruels contre les communistes, d'être capables d'un déchaînement égal contre l'Occident. Quand les stratèges du XXe siècle enfantent des monstres et croient pouvoir ainsi gagner les guerres, ils entraînent dans l'enfer le XXe siècle et le XXIe et sont à leur tour happés par la fournaise.

L'Occident se complaît, parmi nous, dans de mauvaises fréquentations, il ferme les yeux sur les turpitudes de Sadate, Moubarak, Kadhafi, Ben Ali, les Al Saud et les Emirs du Golfe. Mais nous ne sommes pas seuls à les subir, l'Occident réalise toujours, avec un retard calculé, la nécessité de nettoyer : le kleenex passe et repasse. L'effet kleenex est aussi une part de notre histoire commune.

L'Occident dresse des temples pour le culte de ses héros, les médias tressent des couronnes pour les tribuns et les hommes de plume qui, au nom de la liberté, exaltent les valeurs qui font sa gloire. Combien, parmi ces icones, ont offensé, défié, ignoré les valeurs ? Combien ont méprisé les peuples de l'Orient ? Lisez cet ouvrage solidement documenté ! Que restera-t-il de la superbe ou de la morgue de Winston Churchill, Margaret Thatcher, Henry Kissinger, Elie Wiesel, Claude Autant-Lara, Alain Finkielkraut, Bernard-Henri Lévy, Michel Houellebecq ?

Que de vernis dissimule des gouffres d'ignorance, des sommets d'arrogance et de suffisance ! Ce livre défait les légendes, débusque les alibis, cloue les hypocrites et les fossoyeurs d'idéaux.

Si l'Europe s'en tient à deux vitesses, les Américains se reconnaissent, de l'aveu du Général Vernon Walters,



« cent poids et cent mesures ». Le procès des Etats-Unis est tranchant. A l'appui des griefs qui s'amoncellent, l'auteur cite le fils de Robert Kennedy. Rappelons que Robert Kennedy, ministre de la Justice, fut assassiné par un Palestinien le 6 juin 1968, jour anniversaire de la guerre des six jours. Le jeune avocat Robert Kennedy Jr, dans un article publié en février 2016 intitulé "*They don't hate our freedoms*", s'élève contre le jugement du président Georges W. Bush qui accuse les nationalistes du Moyen-Orient en déclarant : "Ils nous haïssent à cause de nos libertés" ; le jeune Kennedy corrige : "Ils nous haïssent en raison de la manière dont nous trahissons ces libertés, nos propres idéaux, à l'intérieur de leurs frontières". Ces témoignages laissent percer quelque lumière dans les ténèbres où se trament les stratégies du "chaos constructif" et du morcellement indéfini du Moyen-Orient. Les errements de l'Occident sont toujours émaillés d'éclairs de lucidité.

La maladie de l'Islam fait problème. De bout en bout du monde résonne, jour et nuit, dans les aéroports et dans les gares, l'appel répété à la vigilance contre les objets suspects, les bagages abandonnés : l'islam sanguinaire est à l'affût. Le sang coule au sein d'un musée juif, dans des églises coptes, dans des mosquées Shia et Sunna ; en son église, le prêtre est froidement égorgé... par le fait de fanatiques qui se prévalent du Dieu de l'islam.

La communauté des croyants s'inquiète. Avec l'auteur, nous pénétrons des lieux où de hautes consciences s'interrogent, non sans anxiété. Des lieux de méditation et de dialogue sont préservés dans l'univers chrétien. La mère supérieure du monastère Notre-Dame d'Ermeton, en Belgique, organise une journée de réflexion et d'échanges pour l'Union des religieuses contemplatives qui comprend Carmélites, Clarisses, Bénédictines, Fraternités monastiques de Jérusalem, Trappistines, Visitandines... Elle écrit, en conclusion de son invitation : « On prend peur face à l'islam. Ce n'est sans doute pas juste. Mais que penser ? » Les consciences troublées s'abstiennent de juger, elles s'en tiennent à l'interrogation : cette retenue, faite de respect, est



d'autant plus lourde pour l'interlocuteur dont on attend un argument de raison et de fraternité.

L'auteur, qui s'assume penseur athée, ne se dérobe pas. C'est peu dire que la question nous concerne et que le dialogue, en effet, est essentiel. Le Nous, face à l'Occident, est interpellé non dans sa foi spirituelle, mais dans sa conscience et dans sa raison. Eclairer, répondre au nom d'une civilisation qui a le sens de l'humain et qui pourtant se renie ! Abdelaziz Kacem réalise l'enjeu, il y va, il partage le trouble. Et bientôt, science et conscience, au fil du discours, dissipent le tourment : le texte coranique est fort, porteur de valeurs. L'islam condamne le meurtre d'innocents, fustige le suicide, prône le dialogue avec les gens du Livre, confirme la diversité, combat l'extrémisme : "Ainsi nous constituons-Nous communauté médiane » (II, 143).

Il rappelle que nous sommes tous des frères, issus d'une même matrice : « Humains, prémunissez-vous envers votre Seigneur. Il vous a créés d'une âme unique » (IV, 1). L'islam s'inscrit dans la tradition d'Abraham, il déclare continuer et parachever le monothéisme judéo-chrétien. La barbarie que nous observons est l'indice d'une faiblesse gravissime, l'islam étant aujourd'hui affligé d'une excroissance maligne, l'islamisme. Il est à craindre toutefois que la violence ne cesse pas de sitôt.

Esquisser une présentation rigoureuse et sobre de l'islam, non pour convertir des âmes, mais pour exposer les bases d'une culture et pour illustrer une civilisation dans ses aspects essentiels, requiert le double témoignage : ainsi s'invitent aux côtés de l'auteur, et à travers leurs œuvres et leurs citations, les maîtres de l'orientalisme dans le monde occidental. Les deux voix permettent une commune conceptualisation et éveillent le sens d'une sensibilité et d'une intelligibilité partagées. La vocation de l'ouvrage est d'associer les deux voix. Quand elles se concilient pour la défense et l'illustration des cultures respectives, la fleur est parfaite. Nombreux sont les penseurs des deux bords qui ont contribué à ce lien formé de science, d'échange et de respect, entre l'Occident et Nous, et vice-versa.



La rencontre s'est répétée, placée alors sous le signe de la convergence des mystiques. L'expérience commune aux deux religions vous submerge : la fascinante beauté des textes vous entraîne dans l'irrésistible élévation spirituelle, dans la commune aspiration de l'union de l'âme à Dieu où aboutit l'absolu de la foi. Ne manquez pas ces moments de transcendance où la lecture enchantée suffit pour abolir la contingence.

L'ennemi commun, pour l'Occident comme pour Nous, n'est pas tant l'esprit de domination, ni la rancœur, que l'ignorance et l'incompréhension. Louis Gardet écrit en 1974 : « L'ignorance où sont encore aujourd'hui trop d'Occidentaux des gloires passées et des problèmes très actuels de la culture arabo-musulmane, est un scandale ». Plus récemment, l'auteur interroge des étudiants de philosophie de l'Université Libre de Bruxelles s'ils connaissent le nom d'Averroès, il est déçu. Pierre Hunt écrit dans la Postface : « Une incompréhension réciproque nourrit l'antagonisme que ravivent les drames actuels ».

Quand l'éducation échoue à valoriser les humanités, que les nations dilapident leur propre patrimoine, que des politiciens futiles détiennent les clés de la guerre, la civilisation recule, les nations sont en péril. Et pourtant Nous restons, avec l'Occident, les mieux fondés à semer et à récolter les vertus du savoir, de la beauté et de la sagesse.



POURQUOI LA TUNISIE TOURNE T-ELLE LE DOS À SON CONTINENT ?

Ezzeddine ZAYANI¹

Malgré l'unanimité des experts et analystes économiques et politiques, les rapports diffusés par des organismes internationaux crédibles et les appels de pied lancés par les défenseurs de l'amitié tuniso-africaine en faveur d'une réelle implication tunisienne sur un continent qui est le nôtre, les gouvernements tunisiens successifs ne semblent pas très intéressés ou peu pressés de se frayer un chemin dans le gigantesque marché africain.

Le peu d'enthousiasme voire la frilosité tunisienne s'expliquent, à mon sens, par deux éléments essentiels et récurrents à savoir l'absence d'une stratégie africaine et l'attitude attentiste des opérateurs habitués à voir venir du côté de La Kasbah, siège du gouvernement.

Toutefois et avant de s'attarder sur la question de la stratégie, essayons d'abord de voir de près quelques indicateurs économiques importants en Afrique d'aujourd'hui. Le taux de croissance sur le continent de tous les espoirs est en moyenne de l'ordre de 5% par an. Il y a des pays africains où le taux de croissance atteint parfois les deux chiffres à l'instar de l'Éthiopie, le Congo Brazzaville, etc. Certes, la baisse des prix mondiaux du pétrole et de quelques minerais a notablement affecté les revenus des pays africains et impacté négativement leur élan vers le développement, n'empêche que la politique poursuivie sur le continent, basée

1. Ancien ambassadeur.



essentiellement sur l'équation «gagnant-gagnant» atténuée les effets néfastes d'une conjoncture plus ou moins difficile. Les nouvelles découvertes de pétrole comme au Sénégal, du gaz naturel en Egypte, de gisements d'or au Mali et ailleurs sont perçues par les investisseurs comme un gage pour un avenir certain. Le rush vers l'Afrique est une réalité incontestable. A titre d'exemple, les échanges commerciaux de la Turquie avec les pays du continent ont été multipliés par 10 entre 2002 et 2014 et atteindraient le chiffre de 51 milliards de dollars en 2017; le Maroc, le Brésil, le Portugal et d'autres pays partent à la conquête de l'Afrique et pas la Tunisie qui se contente pour le moment de quelques échanges timides et sporadiques. Pourquoi ?

1) Absence d'une stratégie :

La bonne volonté ne suffit pas. L'actuel ministre des Affaires étrangères, M. Khémaïes Jhinaoui, et malgré le peu de moyens dont il dispose, a ouvert une représentation diplomatique nouvelle en Afrique (au Burkina Faso) et a promis d'en ouvrir d'autres au Kenya et ailleurs. Ce membre dynamique du gouvernement est conscient du gap pris par notre pays et tente avec les moyens du bord d'y remédier. Or, une hirondelle ne fait pas le printemps. Ce dont la Tunisie a besoin, c'est d'une stratégie à court, moyen et long termes pour une présence pérenne sur un continent qui est le nôtre et que nous devrions, nous autres Tunisiens, connaître mieux que les Turcs, les Arméniens, les Brésiliens. La Tunisie a dilapidé progressivement son crédit en se désintéressant curieusement d'un espace vital qui lui était favorable. De Dakar, Accra, à Dar Essalam en Tanzanie en passant par l'Afrique du Sud, la Tunisie jouissait d'une excellente réputation soigneusement et solidement bâtie par les responsables et dirigeants des premières années de l'indépendance. C'est inutile d'accuser telle ou telle partie d'avoir anéanti cette réputation. Notre absence du reste de notre continent est due à l'absence d'une politique et des moyens mis à la disposition de cette politique, outre la conviction que l'Afrique constitue une bouffée d'oxygène à notre économie chancelante et en perte de vitesse à cause



des conflits comme en Libye. Les structures pour encadrer, informer et accompagner font défaut. Nonobstant le désintérêt manifeste du président déchu pour l'Afrique, il y avait toujours eu un secrétariat d'Etat en charge des questions africaines. Aujourd'hui, c'est le désert. L'information fiable se fait de plus en plus rare. Ce ne sont sûrement pas les visites des hauts responsables et encore moins les visites itinérantes de quelques jours qui vont permettre à la Tunisie d'arracher une place légitime sur un continent qui porte son ancienne appellation. Il faut d'abord l'émergence d'une conviction africaine, ensuite la mise sur pied des structures et enfin l'élaboration d'une stratégie avec l'implication de tous les intervenants.

2) Attentisme des opérateurs :

Nos opérateurs économiques ont été habitués à compter sur la magnanimité de l'Etat providence. On les associe en cas de visites officielles. Souvent leur déplacement se fait aux frais de la princesse et quelques-uns se déplacent malheureusement pour l'exotisme sans plus. Cette mentalité est devenue un frein à toute tentative pour une place de choix aux opérateurs tunisiens. Sans se désengager, le gouvernement doit exhorter les opérateurs tunisiens intéressés par le gigantesque marché africain à mettre la main à la poche pour contribuer aux frais de fonctionnement des représentations diplomatiques, économiques et commerciales tunisiennes en Afrique. Ce n'est pas une nouveauté, les Libanais pratiquent cette méthode depuis la nuit des temps. Rien qu'en Afrique on compte plus de 400 mille libanais qui y vivent et qui sont installés parfois depuis trois générations. L'ambassade du Liban fonctionne grâce aux contributions des hommes d'affaires libanais installés dans ces contrées. Ils payent le loyer des locaux des représentations diplomatiques libanaises, les frais de fonctionnement ainsi que les équipements. L'Etat libanais prend en charge les diplomates qu'il désigne. Pourquoi pas nous ? Quand est-ce que nous allons nous départir de ces mentalités de profiteur à sens unique ? Il est temps de prendre le chemin du partenariat

qui conduit vers la prospérité. L'Etat tunisien, face à la raréfaction de ses ressources propres, risque de ne pas ouvrir de nouveaux horizons, créer des opportunités à nos opérateurs qui ont besoin que l'on balise le terrain pour eux.

En définitive, l'Afrique qui est constituée de trois catégories de pays, les riches et solvables, les crédibles bénéficiant d'une aide internationale importante à exploiter par voie d'une coopération trilatérale et le groupe de pays à risque où les opportunités existent, mais il faut avoir ses propres réseaux pour se couvrir de tous ces risques. Pour moi qui connais 44 pays africains sur 54, l'Afrique est une belle femme qui fait peur par son charme, mais qui succombe aux seuls connaisseurs qui savent atteindre le cœur de leur bien-aimée.



POSTFACE

LA FLAMME DE L'UMA S'EST-ELLE VRAIMENT ÉTEINTE ?

Par Boubaker BEN FRAJ

Tout le monde en convient amèrement depuis longtemps : le coût du non-Maghreb, c'est une perte de deux à trois points de croissance économique annuelle pour la région maghrébine dans son ensemble, et pour chacun des cinq pays constitutifs de l'UMA pris séparément. Selon les estimations crédibles d'organismes internationaux dont la Banque mondiale, une intégration maghrébine bien menée ferait augmenter le PIB par habitant dans chacun de ces pays de 24 à 34 % en une dizaine d'années seulement.

Tout le monde sait aussi - à commencer par les pouvoirs politiques en place dans les cinq pays - que le cumul de ce déficit annuel de croissance au cours des dernières décennies lié directement à cet état de non - Maghreb est à l'origine de sérieux blocages au développement, qui aggravent les difficultés économiques et les tensions sociales et politiques grandissantes, auxquelles n'échappe aucun des pays concernés, et a fortiori les régimes politiques qui les gouvernent. Maints obstacles qui auraient pu être surmontés dans le cadre d'une coopération régionale entre les Etats, en symbiose avec l'élan naturel de solidarité qui rapproche les peuples du Maghreb.

A défaut d'être solidaires face à leurs difficultés, chacun des cinq pays de l'UMA continue encore à tourner le dos aux autres, cherchant à contre-courant sa voie «en solo», dans un contexte international qui voit naître et se consolider de grands ensembles régionaux chaque jour plus fiables, plus solidaires et bien plus compétitifs.



Avec une population cumulée dépassant 90 millions d'âmes et un potentiel brut de développement considérable, les pays de l'UMA ne représentent aujourd'hui ensemble que 0,6 % du PIB mondial et encore plus significatif, le commerce intra-maghrébin ne représente qu'une part infime (1,3 %) de l'ensemble des échanges extérieurs des cinq pays.

Et pourtant, au moment de la signature très solennelle de l'acte de la naissance de l'Union du Maghreb arabe au cours de son sommet fondateur de Marrakech en 1989, les intentions déclarées à l'époque par les cinq chefs d'Etat signataires avaient semblé sincères et très rassurantes, et les objectifs de l'Union qui venait de naître, définis dans le Traité de Marrakech, furent si ambitieux qu'ils suscitèrent sur le moment chez les peuples maghrébins un éphémère optimisme, de voir enfin se réaliser dans les fait cet espace maghrébin unifié, tant désiré depuis le temps où ils menaient solidairement au milieu du siècle passé, leur lutte pour les indépendances.

Hélas, les multiples obstacles ; tous d'ordre politique, et notamment l'interminable contentieux algéro-marocain à propos du Sahara occidental auquel se sont rajoutés les profonds bouleversements politiques et sécuritaires survenus dans certains pays de la région depuis janvier 2011, en ont voulu autrement ; et c'est le « Maghreb uni » sacrifié et ses populations qui continuent à payer la très lourde facture.

La flamme de l'UMA s'étant éteinte¹ ! Est-il encore nécessaire de rappeler - si ce n'est pour la mémoire- que les objectifs fixés dans l'acte de sa création étaient si ambitieux qu'ils avaient embrassé tous les domaines ? En plus du principe d'une coordination permanente en matières politique, diplomatique, de défense et de sécurité, le traité de Marrakech n'avait-il pas posé les jalons d'une intégration économique incluant la mise en œuvre de grands projets intermaghrébins, l'ouverture des frontières pour les personnes, les capitaux et les marchandises sans oublier la coordination dans les domaines de la culture, de l'enseignement et de la recherche scientifique ?

1. Cf. : discours du roi du Maroc, Mohamed VI, prononcé à Addis Abeba le 31 janvier 2017.



Et pour mettre en place l'édifice maghrébin nouvellement créé, tout avait été prévu : un secrétariat général permanent, un parlement, une banque d'investissement commune, etc.

Près de trente années sont passées depuis la jubilation de Marrakech et l'UMA n'est presque jamais sortie d'une longue hibernation. Comparé aux objectifs initialement fixés, son bilan est presque insignifiant dans tous les domaines.

Dans un monde où se construisent des ensembles de plus en plus puissants, homogènes et agissants, chacun des cinq Etats maghrébins semble avoir choisi de se replier sur soi, de tourner le dos aux autres, et d'opter pour résoudre ses propres problèmes, ceux de la région et vis-à-vis du reste du monde pour une attitude isolationniste par rapport à ses partenaires maghrébins et une démarche fragmentée et balbutiante et dont l'issue est de plus en plus aléatoire et incertaine. Il est vrai qu'il reste encore un secrétariat général qui continue à occuper un siège à Rabat telle une survivance inerte d'une naissance avortée. Mais à défaut d'une volonté politique résolue et sincère qui n'existe malheureusement plus au niveau des Etats, cette instance exécutive est devenue totalement inopérante ; réduite dans le meilleur des cas à un rôle quasi-protocolaire de figuration ; juste pour rappeler de temps à autre et à voix plutôt étouffée, à l'instar d'un corps agonisant, que rien que sur le papier l'UMA de Marrakech n'a pas définitivement disparu ; que son acte de décès n'est pas encore officiellement signé ! Mais rien de plus... ou presque.

CHRONOLOGIE

CHRONOLOGIE

(PREMIER SEMESTRE 2017)

- 15 janvier :** La Tunisie participe à la *conférence de Paris pour la paix au Moyen-Orient*. A l'affiche, plus de 70 pays et organisations internationales se sont réunis pour essayer de faire avancer le processus de paix au Proche-Orient en consolidant pour le conflit palestinien-israélien la solution de deux Etats¹.
- 20 janvier :** Investiture du président américain Donald Trump. Cette date constitue un tournant dans la politique étrangère américaine, surtout envers la région MENA.

Concernant les relations tuniso-américaines qui se sont bien renforcées depuis le changement du régime en 2011, la locomotive est en marche tant au niveau de la coopération sécuritaire, de l'appui économique (éducation, entrepreneuriat, réformes économiques.) politique (élections, renforcement de la société civile et des partis politiques) que des programmes de coopération et d'échanges. A court terme, ces programmes continuent sans changements majeurs, car les fonds qui leur sont dédiés par MEPI, USAID et l'ambassade ont déjà été alloués alors que la réduction de

1 <http://www.rfi.fr/moyen-orient/20170115-france-proche-orient-territoires-palestiniens-israel-conference-paris>



l'aide américaine à l'égard de la Tunisie a été proposée par le président Trump².

- 21 janvier :** La Tunisie participe à la dixième réunion ministérielle des pays voisins de la Libye.
- 25 janvier :** Le Sommet africain sur la crise en Libye s'est déroulé à Brazzaville.
- 08 février :** En visite en Italie, le président de la République, Béji Caïd Essebsi, s'est entretenu avec le président italien Sergio Mattarella, avec le chef du gouvernement Paolo Gentiloni, le président du Sénat, Pietro Grasso, ainsi que la présidente de Chambre des députés, Laura Boldrini. Lors de cette visite, le président Caïd Essebsi appelle l'Union européenne (UE) à développer une stratégie globale pour la rive sud du bassin méditerranéen.
- 13 février :** Le ministre tunisien des Affaires étrangères, M. Khémaies Jhinaoui, s'est entretenu avec le chef de la mission de l'ONU pour la Libye, M. Martin Kobler.
- 14 et 15 février :** Le chef du gouvernement, Youssef Chahed, en visite officielle à Berlin. La question du rapatriement des émigrés tunisiens en situation irrégulière était à l'ordre du jour des négociations entre la partie allemande et la partie tunisienne. Youssef Chahed était accompagné par une délégation du secteur privé en vue de promouvoir l'investissement allemand en Tunisie.
- 19 et 20 février :** Signature de l'accord de Tunis visant à mettre en place une solution consensuelle et mettre fin à la crise libyenne. Cette initiative est venue concrétiser l'accord de Skhirat (Maroc), en rejetant toute solution militaire pouvant

2 http://www.huffpostmaghreb.com/2017/06/23/aide-americaine-tunisie_n_17270078.html



aggraver la crise dans ce pays et en amenant tous les protagonistes libyens au dialogue pour trouver des solutions négociées aux litiges.

26 février : Khemaïes Jhinaoui, ministre des Affaires étrangères, s'entretient avec Fayez Sarraj, chef du gouvernement d'entente nationale libyenne.

27 au 30 février : La Tunisie participe à la 34^{ème} session du Conseil des Nations unies pour les droits de l'Homme, à Genève. La participation de la Tunisie à cette réunion revêt une importance particulière après son élection en tant que membre du Conseil des droits de l'Homme pour la période 2017-2019.

03 mars : Visite officielle de la Chancelière allemande Mme Angela Merkel en Tunisie.

Les questions de l'aide de l'Allemagne à la Tunisie et du retour en Tunisie, des émigrés tunisiens en situation irrégulière étaient au centre de ses entretiens avec les responsables tunisiens.

6 mars : La 21^{ème} session de la grande commission mixte tuniso-algérienne, présidée par le chef du gouvernement tunisien, Youssef Chahed, et le Premier ministre algérien, M.Abdelmalek Sellal, a été couronnée par plusieurs accords dont un accord de coopération dans le domaine de la sécurité qui vise à renforcer les capacités sécuritaires des deux Etats, en particulier dans la lutte contre le terrorisme, la criminalité et l'émigration clandestine organisée.

7 mars : Le ministre des Affaires étrangères, M.Khemaïes Jhinaoui, conduit une délégation tunisienne au Caire pour participer au 147^e Conseil des ministres des Affaires étrangères de la Ligue des Etats arabes. La Tunisie a passé la présidence

tournante du Conseil de la Ligue à l'Algérie.

- 13 au 15 mars :** Le ministre des Affaires étrangères, M.Khemaïes Jhinaoui, conduit une délégation à Washington. Il rencontre le secrétaire d'État américain aux Affaires étrangères Rex Tillerson, et le Sénateur John McCain.
- 23 mars :** Le Chef du gouvernement tunisien, M. Youssef Chahed, et le Premier ministre du Soudan, Bakry Hassan Saleh, ont signé 22 accords dans les domaines de la santé, de l'agriculture, de la culture, du transport et des TIC.
- 29 mars :** Le président Béji Caïd Essebsi participe à la 28^{ème} Session du Conseil de la Ligue des Etats arabes en Jordanie. En marge du sommet, il a rencontré plusieurs chefs d'Etat ainsi que le secrétaire général de l'ONU.
- 06 et 07 avril :** Le Premier ministre français, Bernard Cazeneuve, en visite officielle en Tunisie a rencontré le président de la République, Béji Caïd Essebsi, le président de l'Assemblée des Représentants du peuple, Mohamed Ennaceur, et le chef du gouvernement tunisien, Youssef Chahed. Les crises syrienne et libyenne étaient à l'ordre du jour.
- 13 avril :** La Tunisie adhère au protocole portant création de la cour africaine des droits de l'Homme et des peuples.
- 26 avril :** La Tunisie organise à São Paulo un forum économique tuniso-brésilien.
- 09 au 11 mai :** Les travaux de 13^{ème} session du Conseil du partenariat entre la Tunisie et l'Union européenne à Bruxelles. En marge de cette session, le Ministre des Affaires étrangères s'est entretenu avec M. Jens Stoltenberg, le Secrétaire général de l'OTAN. Deux accords ont été signés, l'un concernant l'intégration



des jeunes et l'autre concernant l'appui à la décentralisation.

- 12 mai :** Le ministre des Affaires étrangères reçoit le chef du gouvernement d'Union nationale libyen Fayez El Sarraj.
- 14 mai :** Investiture du nouveau président français, Emanuel Macron, qui a visité la Tunisie les 5 et 6 novembre 2016 en tant que ministre français de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.
- 15 mai :** M. Khemaies Jhinaoui reçoit M. Martin Kobler après son entretien le 13 mai avec M. Fayez El Sarraj.
- 20 mai :** Le président Béji Caïd Essebsi participe au sommet américano-arabe à Riyad en présence du Président Donald Trump. Washington et les pays du Moyen-Orient ont signé un nouveau pacte qui contraint ces derniers à fournir des troupes supplémentaires au contingent luttant contre les terroristes. Selon la déclaration de Riyad, les dirigeants de ces pays islamiques sont prêts à fournir en cas de nécessité une force de réserve forte de 34 000 hommes.
- 12 et 13 juin :** Le président de la République, Béji Caïd Essebsi, participe à la Conférence internationale «Compact with Africa» (G20-Afrique) à Berlin. Cette rencontre était l'occasion de discuter d'un « New deal » qui pourrait transformer définitivement la physionomie économique du continent.
- 18 et 19 juin :** Le chef du gouvernement, M. Youssef Chahed, a effectué une visite au Maroc au cours de laquelle il a présidé avec son homologue marocain la haute commission tuniso-marocaine.

تأتمر بغير الحرص على خير مجتمعها والأولوية عندها حسن العلاقة مع الجوار .

من تلك الاعتبارات أيضا أن تونس تصدع بالحق عند الإقتضاء لكن باللغة الودية التي لا تخرج ولا تفسد للود قضية . ومنها أيضا وربما بالأخص أن تونس لا تبخل بمساعيها الحميدة لتقريب الشقة بين الفرقاء من أجل توطيد الوئام وإرجاع المياه الى مجاريها عند الحاجة .

تلك هي تونس كما أحسن السيد الشاذلي القليبي رسم الملامح الكبرى لصورتها، وأعتقد أن الدور الذي اضطلعت به في مساندة القضية الفلسطينية ودَعْمِهَا عَكْسَ تَمَامًا وبدقة هذه الصورة . / .

وتجدر الملاحظة أن اللجنة المشتركة التونسية الفلسطينية عقدت دورتها الأولى بتونس في 21 ايلول / سبتمبر 1994 برئاسة كل من السيد الحبيب بن يحيى وزير الشؤون الخارجية والسيد فاروق القدومي عضو اللجنة التنفيذية لمنظمة التحرير الفلسطينية ورئيس الدائرة السياسية للمنظمة، وقد جدد السيد الحبيب بن يحيى في مستهل الأشغال الإعراب عن « حرص تونس على وضع كل إمكانياتها وخبراتها في خدمة المشروع الطموح لإعادة إعمار الأراضي الفلسطينية ومساعدة الشعب الفلسطيني الشقيق على بناء مؤسساته الوطنية وإنشاء دولته المستقلة ».

أما السيد فاروق القدومي فقد نوه بـ«الموقف الثابت والمشرف الذي تقفه تونس رئيسا وحكومة وشعبا الى جانب القضية الفلسطينية والدعم الثابت والمتواصل الذي تقدمه للشعب الفلسطيني في كفاحه من أجل استرجاع حقوقه التاريخية المشروعة وإنشاء دولته المستقلة...».

وأضاف « أن السلطة الوطنية الفلسطينية التي وضعت برنامجا طموحا لعملها بالنسبة للفترة المقبلة تطمح إلى تأسيس علاقات تعاون وثيقة ومتنوعة مع البلدان الشقيقة والصديقة ولا سيما مع البلدان العربية وفي هذا السياق فإن الجانب الفلسطيني يُولي إهتماما بالغاً للاستفادة من الخبرات التونسية التي أثبتت كفاءتها في العديد من الميادين ».

الخاتمة

في حوار مع العدد الأول من ملحق الفكر السياسي لجريدة « الحرية » الصادر بتاريخ 7 كانون اول / ديسمبر 2007 يقول الشاذلي القليبي إن « تونس صغيرة الحجم لكن كلمتها مسموعة عند الأشقاء ولدى الاصدقاء وذلك لاعتبارات عديدة من أهمها أن تونس لا تنتمي إلى إيديولوجيا سياسية ولا تعتبر غير الواقع ولا



لشعبين الشقيقين التونسي والفلسطيني من متين الروابط الأخويّة التاريخية القائمة على المساندة المطلقة للقضية الفلسطينية المقدّسة وعلى التآزر والتعاون طيلة فترة الكفاح الفلسطيني واستناداً إلى إرادة الشعبين وقيادتهما لتجسيم وتدعيم هذا الرصيد التاريخي في المرحلة الحاسمة التي يستعد فيها الشعب الفلسطيني لتولي سُلطاته وترسيخ كيانه الوطني وذلك بإرساء تعاون مثمر وشامل في مختلف الميادين إستجابة لتطلعات الشعبين في الإزدهار والمناعة لأجيالهما حاضرا ومستقبلا .

وقد أكد الطرفان في الفصل الأول من الإتفاق «إرادتهما في تدعيم العلاقات السياسية الوطيدة بينهما وذلك بإجراء مشاورات منتظمة قصد تقييمها وتطويرها وتبادل الرأي والتنسيق حول المسائل العربية والإقليمية والدولية ذات الإهتمام المشترك وتنعقد هذه المشاورات بالتداول في تونس وفلسطين وكذلك اثناء دورات جامعة الدول العربية والجمعية العامة للأمم المتحدة .

كما قررا «إحداث لجنة تونسية فلسطينية برئاسة وزير خارجية الطرفين أو من ينوب عنهما، يوكل اليها متابعة تسيير التعاون التونسي الفلسطيني والعمل على تطويره في مختلف المجالات على أساس المصالح المشتركة والمنافع المتبادلة مع إمكانية إنشاء لجان فنية قطاعيّة مشتركة لهذا الغرض» .

وقد عدّد الإتفاق في فصوله الموالية المجالات التي سيتم التعاون فيها وهي التعاون الإقتصادي والمالي والتجاري والتعاون في مجالات الخدمات والبنية الأساسية وحماية البيئة وقد أضيف للإتفاق ملحق تضمن بيانا في مجالات التعاون التونسي الفلسطيني ذات الأولوية وهي كما جاءت في الملحق تتعلق بمجال الإدارة ومجال التربية والتعليم ومجال الشؤون الإجتماعية والصحة ومجال التكوين المهني والتشغيل ومجال العمران والتجهيز والإسكان ومجال الزراعة وعدة مجالات أخرى كالسياحة والشباب والرياضة والثقافة والفنون وغيرها...» .

الفلسطينيون والعرب كيف يستفيدون منها، أن تشكل فرصة لحمل إسرائيل على قبول حل القضية على أساس الشرعية الدولية وقرارات منظمة الامم المتحدة.

وقد جاءت مشاركتها في هذه المسيرة من منطلق هذه القناعة ومن منطلق حرصها على دعم الموقف الفلسطيني والتوصل الى حل عادل ومشرف للقضية الفلسطينية.

وقد تجسّمت هذه المشاركة في عدة مظاهر فقد كان هناك تنسيق بين الجانبين على أعلى مستوى أي بين رئيس الجمهورية وبين الزعيم ياسر عرفات وبين وزير الشؤون الخارجية والإخوة أبو اللطف وأبو مازن وحكم بلعوي.

ومن ناحية أخرى أُعطيت التعليمات إلى سفارة تونس بواشنطن قصد تقديم المساعدة اللازمة للوفد الفلسطيني.

وقد حرصت تونس على أن يتم التحضير لكل جولة من جولات المفاوضات بالتنسيق مع منظمة التحرير الفلسطينية وذلك من خلال التشاور وتبادل الوثائق وحتى إشراك الجانب الفلسطيني في بعض الاجتماعات التحضيرية التونسية.

كما أُعطيت التعليمات للوفود التونسية المشاركة في المفاوضات بالتنسيق التام قبل وأثناء النقاش مع الوفود الفلسطينية. وتجدر الملاحظة أن تونس اقترحت في مؤتمر موسكو إحداث لجنتي القدس وحقوق الإنسان ضمن اللجان القارة لمؤتمر السلام.

وقد التزمت تونس وأكدت خلال مؤتمر موسكو أن التطبيق لن يسبق الحل المرضي للقضية الفلسطينية.

9 / الوقوف الى جانب السلطة الوطنية الفلسطينية :

في أفق تشكيل السلطة الوطنية الفلسطينية وانتقالها إلى « موطئ القدم الاول » حرصت تونس على تأكيد دعمها للجانب الفلسطيني من خلال إبرام « إتفاق إطاري للتعاون بين الجمهورية التونسية ومنظمة التحرير الفلسطينية » في 11 تموز / جويلية 1994، وذلك إعتبارا لما

وتجدر الملاحظة أن تونس تعاملت مع هذا العدوان بنفس الطريقة التي تعاملت بها مع العدوان الفرنسي على ساقية سيدي يوسف في فبراير / فيفري سنة 1958، ومثلما كانت مؤمنة بالتضامن مع الشعب الجزائري وثورته ضد المستعمر الفرنسي ومستعدة لتحمل تبعات هذا التضامن، أكدت أنها مؤمنة بأن احتضانها للقيادة الفلسطينية واجب قومي وهي مستعدة لتحمل تبعات هذا الإحتضان .

ولذلك أكد السيد الباجي قائد السبسي للسيد حكم بلعادي، عندما جرى الحديث عن احتمال تضايق تونس من وجود الفلسطينيين فيها بعد الإعتداء على حمام الشط « أن تونس قبلت أن تكون مقراً لمنظمة التحرير الفلسطينية مختارة وأنه لم يحدث ما يغير هذا الإختيار المبني على التزام مبدئي نعتبره في تونس من الثوابت ولا نتخلى عنه إذا ما تعرضنا بسببه للأذى » .

7 / الإعراف بالدولة الفلسطينية: بادرت تونس بالاعتراف بالدولة الفلسطينية عندما تم الإعلان عن ميلادها في الجزائر سنة 1988 .

وقد أصدرت الحكومة التونسية بالمناسبة بياناً رحبت فيه بالقرار الفلسطيني وأعربت عن مسانبتها له كما أعلنت عن إعرافها بالدولة الفلسطينية وأكدت انها ستقف دائماً الى جانب حق الشعب الفلسطيني في أن يكون له وطن ودولة . وفي نفس هذا البيان حَيَّتْ تونس الإنتفاضة وأعربت عن تقديرها الكبير لأبطالها .

8 / المشاركة في مسيرة السلام في الشرق الاوسط بشقيها الثنائي ومتعدد الأطراف تأييداً للجانب الفلسطيني : انطلاقا من قناعتها بتدهور الموقف العربي بعد غزو الكويت، واختلال التوازن الإقليمي بعد الحرب على العراق، بالتزامن مع إختلال التوازن الدولي على إثر انهيار جدار برلين وتفكك الاتحاد السوفياتي، إعتبرت تونس أن مسيرة السلام في الشرق الأوسط يمكن، إذا عرف

هذه الإنتفاضة التي اندلعت في 1987/12/09 في قطاع غزة والضفة الغربية والتي استمرت حتى توقيع اتفاق أوسلو سنة 1993 .
وبالفعل فإن هذه الإنتفاضة أقامت الدليل على نجاعة اقتران النضال في الداخل بالعمل السياسي والدبلوماسي في الخارج، مثلما كانت تونس والرئيس الحبيب بورقيبة يدعوان إلى ذلك .

6 / **توظيف الإعتداءات الإسرائيلية على تونس في خدمة القضية الفلسطينية** : تعرضت تونس خلال احتضانها للقيادة الفلسطينية ومنظمة التحرير الفلسطينية إلى الإعتداءين الإسرائيليين التاليين :

أ) قيام الطيران الإسرائيلي بقصف مكاتب منظمة التحرير الفلسطينية في حمام الشط، إحدى ضواحي تونس العاصمة .

ب) قيام إسرائيل باغتيال خليل الوزير، أبو جهاد نائب الزعيم ياسر عرفات والرجل الثاني في حركة فتح في تونس .

وقد خاضت تونس بمناسبة هذين الإعتداءين معارك دبلوماسية ضارية على مستوى منظمة الأمم المتحدة عرّت من خلالها طبيعة إسرائيل العدوانية الإرهابية وهو ما عاد بالفائدة على القضية الفلسطينية .

وقد استطاعت تونس، على إثر قصف حمام الشط، أن تحقق إنتصارا دبلوماسيا منقطع النظير، إذ لأول مرة تمتنع الولايات المتحدة نتيجة تهديد الرئيس الحبيب بورقيبة بقطع العلاقات معها عن إستعمال حق النقض كما إعتادت الوقوف دائما في وجه القرار الذي اصدره مجلس الامن بخصوص هذا الإعتداء .

وقد نقل السيد حكم بلعوي إلى السيد الباجي قائد السبسي وزير الشؤون الخارجية أن الزعيم ياسر عرفات قال عن ذلك :
« إن هذا نصر حققه بورقيبة للعرب » .

بعض الهيئات المتفرعة عن منظمة الأمم المتحدة كمنظمة الصحة العالمية واليونسكو وغيرهما .

4 / الإسهام بكل ما في وسعها من جهود في إيجاد الحلول الملائمة للآزمات التي عرفها الجانب الفلسطيني مع بعض الدول العربية على غرار أزمة المخيمات في لبنان : وفي هذا الصدد نشير إلى أن الرئيس الحبيب بورقيبة أصدر على إثر الرسالة التي وجهها إليه الزعيم ياسر عرفات والتي كنا أوردنا مقتطفات منها أعلاه تعليماته ببذل كافة الجهود الممكنة من أجل المساعدة على معالجة هذه الأزمة، وفي هذا الإطار يمكن أن نشير مثلاً إلى أن سفير تونس ببيروت إلتقى الرئيس اللبناني أمين جميل يوم 13 كانون أول / ديسمبر 1986 وأبلغه محتوى البيان الذي أصدرته الحكومة التونسية حول الوضع في المخيمات ودعوة تونس إلى إيقاف التقاتل بين الأشقاء والى جانب ذلك طاف السفير على كبار المسؤولين والقادة السياسيين اللبنانيين وفي طليعتهم رئيس الحكومة اللبنانية ليدعوهم إلى بذل جهودهم من أجل إيقاف المعارك الجارية في المخيمات وحفظ الأرواح البشرية ورأب الصدع بين الأشقاء .

ومن ناحية أخرى وفي إطار الدور الإنساني الذي دأبت على الاضطلاع به للتخفيف من آلام الشعب الفلسطيني في مختلف المحن التي عاشها قامت تونس بإرسال بعثة طبية إلى لبنان للمساعدة على معالجة الجرحى كما قامت وزارة الصحة العمومية والهلال الأحمر التونسي واللجنة التونسية للتضامن الوطني بإرسال كميات من الأدوية والإعانات الإنسانية إلى سكان المخيمات .

هذا على الصعيد الثنائي، أما على الصعيد متعدد الأطراف فقد كانت تونس عضواً في اللجنة التي قررت جامعة الدول العربية تكوينها لمعالجة الأزمة .

5 / الوقوف بقوة إلى جانب انتفاضة الحجارة : من منطلق إيمانها بضرورة المزاوجة بين النضال السياسي والكفاح المسلح من أجل التحرر وإسترجاع الحقوق السلبية ساندت تونس

على أنه من المهم أن نشير من ناحية أخرى الى أن الجانب الفلسطيني كان يثق بتونس، ويعوّل عليها في إبلاغ وشرح مواقفه وأفكاره ومقترحاته للجانب الأمريكي، ففي محادثة بين وزير الشؤون الخارجية وبين الزعيم ياسر عرفات في 1986/03/04 يقول أبو عمار إن طرفا عربيا معينا « يخفي على الأمريكيين بعض المقترحات الفلسطينية وينسب للجانب الأمريكي ما يشاء اثناء مباحثاته مع القيادة الفلسطينية ».

2 / التحرك في اتجاه القوى الدولية الاخرى والتنسيق معها من أجل الحد من هيمنة الولايات المتحدة على جهود تسوية القضية الفلسطينية : وفي هذا الإطار كانت تونس تحرص باستمرار على تبادل المعلومات والتشاور وعند الإقتضاء تنسيق المواقف والتحركات مع كل من موسكو ومع بيجنغ، خاصة وأنهما كانتا تتفقان معها ومع الدول العربية في الشعور والقناعة بأن نجاح جهود السلام يظل أمرا مشكوكا فيه ما دامت الولايات المتحدة تتوخى سياسة المكيايلين وتحجم عن ممارسة أي شكل من أشكال الضغط الحقيقي على إسرائيل وفي نفس الوقت تواصل تهميش منظمة التحرير رغم التنازلات التي أقدمت عليها لتوفير المناخ الملائم لإيجاد حل عادل ودائم للقضية الفلسطينية .

وقد كانت تونس تلتزم في كل هذه التحركات بالدفاع عن المواقف والمطالب الفلسطينية وبالسعي إلى حشد أكبر قدر من التأييد الدولي لها .

3 / المرافعة عن حقوق الشعب الفلسطيني المشروعة ومساندة المطالب الفلسطينية في مختلف المحافل : الإقليمية (جامعة الدول العربية ومنظمة المؤتمر / التعاون الاسلامي ومنظمة الوحدة الافريقية / الاتحاد الافريقي وحركة عدم الانحياز) والدولية (منظمة الأمم المتحدة ووكالاتها المتخصصة) .

وتأكيدا للحضور الفلسطيني على الصعيد الدولي ساندت تونس دائما رغبات الجانب الفلسطيني في الإنضمام إلى

الأمريكي مناهضا لهذا التوجه البناء مخيبا آمال محبي السلام والعدل في العالم مشجعا للتطرف الإسرائيلي في إجهاض كل محاولة لوضع قضية فلسطين في سياق الوفاق الدولي . وإن الحكومة التونسية تطالب السلط الأمريكية بمراجعة موقفها الذي لا تجد له مبرراً وتساند الدعوة إلى إجراء المداورات خارج الولايات المتحدة» .

وكانت تونس وقفت مثل هذا الموقف عندما اعتبرت الولايات المتحدة « أبو العباس » إرهابيا ففي محادثة بين السيد الباجي قائد السبسي والسيد حكم بلعاوي في 23 أكتوبر 1985 تطرق الجانبان الى زيارة المبعوث الأمريكي وايتهيد إلى تونس فاكد الوزير « أن تونس كانت واضحة وصارمة وانه قال للمبعوث الأمريكي بخصوص إعتبار « أبو العباس » إرهابيا، إذا كنتم تعتبرونه كذلك فاننا نعتبر شيمون بيريز إرهابيا اخطر منه » .

وفي شهر جوان من سنة 1990، وعندما قررت الولايات المتحدة تعليق الحوار مع منظمة التحرير الفلسطينية أعربت وزارة الشؤون الخارجية عن شديد أسفها لهذا القرار وقالت « إن الحوار الذي شجعتة تونس واحتضنته كان مصدر تفاؤل وأمل في التقريب بين الأطراف وتسهيل التفاهم بينها .

وإن تعليق الحوار ليس من شأنه أن يخدم السلم في منطقة الشرق الأوسط بل يهدد الآمال التي علقنا على مسيرة غايتها إيجاد حل عادل ودائم للقضية الفلسطينية » .

وبعد المقارنة بين استعداد منظمة التحرير الفلسطينية للمضيّ قدما في المسيرة السلمية وبين مواصلة إسرائيل إنتهاج سياسة التعتت ورفض الإمتثال للشرعية الدولية دعت الوزارة الولايات المتحدة إلى « إعادة النظر في قرارها والضغط على إسرائيل حتى تمتثل لإرادة المجموعة الدولية وتقبل بكل جد الدخول في حركية سلام إنسجاما مع جو الوفاق والسلم الذي يميز العلاقات الدولية » .

السفير بلترو الإبن للحكومة التونسية نحن نشمن عاليا مساعدتكم على عقد وتواصل حوارنا مع منظمة التحرير الفلسطينية... ونحن نقدر لا فحسب دوركم على الصعيد التقني بل أيضا موقفكم الداعم للحوار الذي يعرف بعض الصعوبات».

وكتأكيد لهذا العرفان أرسلت واشنطن إلى تونس وفدا قام بتوسيم وزير الشؤون الخارجية في 20 جوان 1989.

على أننا ينبغي أن نلاحظ أن تونس كانت تحرص في مساعيها للتقريب بين الجانبين الفلسطيني والأمريكي على المراوحة بين أسلوب التفاوض والإقناع وبين أسلوب الضغط عندما تقتضي الظروف ذلك، وفي هذا النطاق نشير مثلا إلى أن تونس ردت الفعل بقوة عندما رفضت الولايات المتحدة منح الرئيس ياسر عرفات تأشيرة دخول الى الولايات المتحدة للمشاركة في أشغال الأمم المتحدة.

فقد قام كاتب الدولة للشؤون الخارجية الحبيب بن يحيى باستدعاء السفير الأمريكي بتونس روبرت بلترو الابن وسلمه نص البيان الذي اصدرته الحكومة التونسية في الخصوص وأبلغه أن الحكومة تدعو السلطات الأمريكية بإلحاح إلى مراجعة موقفها.

ومما جاء في بيان الحكومة نورد المقتطفات التالية: « تلقت الحكومة التونسية باستغراب واستنكار رفض منح وزارة الخارجية الأمريكية تأشيرة دخول للسيد ياسر عرفات رئيس اللجنة التنفيذية لمنظمة التحرير الفلسطينية الى نيويورك لحضور مداوات منظمة الامم المتحدة حول قضية فلسطين. وإن هذا الرفض يتعارض نصا وروحا مع إتفاقية المقر لسنة 1947 وهو إذ يحد من حرية المنظمة المطروحة على جدول أعمالها يعطل سير عمل الأمم المتحدة كأداة لتحقيق السلم والأمن في العالم.

وفي الوقت الذي استبشر فيه الرأي العام الدولي بقرارات المجلس الوطني الفلسطيني الأخير التي تبرهن بما لا يدع مجالا للشك عن تشبث القيادة الفلسطينية بالشرعية الدولية ونبذها للإرهاب وحرصها على توخي سبيل السلم والحوار يأتي القرار

أما الجانب الأمريكي فكان يطلب منها العمل على إقناع الجانب الفلسطيني بضرورة توخي الاعتدال وتأكيد التحلي عن العنف وإعلان قبول القرارين 242 و338 والإستعداد للتفاوض .
وواضح من خلال اللقاءات والمحادثات التي كانت تجري معهما أن الجانبين الفلسطيني والأمريكي كانا يقدران جهود الجانب التونسي في تقريب الشقة بينهما .

فمن الجانب الفلسطيني يمكن أن نشير مثلا الى ان الزعيم ياسر عرفات حياى خلال لقاء جمعه بالسفراء العرب في بلغراد يوم 1988/12/21 الدور الذي اضطلعت به تونس دبلوماسيا ولوجستيا في تيسير انطلاق الحوار بين الجانبين الفلسطيني والأمريكي حيث أن رئيسها وضع دار الضيافة بقرطاج تحت تصرفهما عند عقد اللقاء الاول بينهما .

ومن ناحية أخرى وعندما حاولت مصر لاحقا نقل الحوار الفلسطيني الأمريكي إلى القاهرة أصر الجانب الفلسطيني على إبقائه في تونس خاصة وأنه كان يرى كما جاء على لسان السيد حكم بلعاوي أن « السفير الامريكي بلترو الابن Pelletreau شخصية ممتازة وانه لعب دورا بارزا في الحوار الذي كان الجانب الفلسطيني يريد إستمراره» .

أما من الجانب الأمريكي فيمكن ان نشير مثلا الى أن « روبرت كيمميت Robert Kimmitt » كاتب الدولة الامريكي المساعد للشؤون السياسية قال في محادثة جرت بينه وبين سفير تونس بواشنطن في 15 ماي 1989 « إن بلاده تعرب لتونس عن عرفانها وهي تتمن الدور الهام الذي لعبته في اقرار الحوار بينها وبين منظمة التحرير الفلسطينية» . . .

وفي محادثة مطولة أخرى بين سفير تونس بواشنطن و« دان كرتزر : Dan Kurtzer » كاتب الدولة الامريكي المساعد المكلف بمسيرة السلام وعلاقات الولايات المتحدة مع مصر وإسرائيل في 24 جانفي 1990 قال المسؤول الأمريكي : « مثلما عبر عن ذلك

قضية ذات خصوصية مميزة ومقدسة عربيا واسلاميا وعالميا، بلجنة خاصة بها، ثم ضرورة الوعي بخطورة سعي إسرائيل للوصول إلى تطبيع علاقاتها مع الدول العربية كأمر منفصل عن نتائج المفاوضات الثنائية وسابق للإسحاب من الأراضي العربية والفلسطينية المحتلة بما فيها القدس...

وبالنظر الى خطورة المؤتمر ودقة أعمال لجانه فقد اقترح الزعيم ياسر عرفات «صياغة وثيقة للتنسيق والعمل المشترك بين جميع الاطراف العربية المعنية بالمؤتمر تستند إلى قرارات الشرعية العربية والدولية وتشكيل آلية لعملها كمجموعة موحدة ومتكاملة وهذا يشمل الإتفاق على أية مقترحات يتم تقديمها وعلى جدول الأعمال والتخاطب مع الجهات الراعية ومع الوفود المشاركة الأخرى». واختتم بالقول: «ونرجو أن تتم إتصالات سريعة على مستوى وزراء الخارجية العرب وبمساهمتكم البناءة لوضع هذه النقاط موضع التنفيذ».

وعلى العموم فإننا يمكن أن نلخص أهم الأدوار التي اضطلعت بها تونس في خدمة القضية الفلسطينية خلال فترة اقامة قيادة منظمة التحرير الفلسطينية فيها، في النقاط التالية:

1 / العمل على التقريب بين منظمة التحرير الفلسطينية وبين الولايات المتحدة الأمريكية: وذلك على إمتداد عقد الثمانينات الذي شهد إطلاق العديد من المبادرات الرامية الى تسوية القضية الفلسطينية، ثم في مطلع التسعينات قبل إنطلاق مسيرة السلام في الشرق الاوسط بمدير و خلالها وفي مراحلها التالية. وقد كانت الجهود التونسية مطلوبة باستمرار فلسطينيا وأمريكا.

فقد كان الجانب الفلسطيني يطلب من تونس بذل جهودها من أجل اقناع الجانب الأمريكي بالتخلي عن انحيازه الأعمى إلى إسرائيل وبتخاذ موقف أكثر توازنا من مطالب الشعب الفلسطيني المشروعة وخاصة بالإعتراف له بحق تقرير المصير.

وإدخال الفلسطينيين في متاهات المفاوضات غير المتكافئة لما يسمى بالإدارة الذاتية التي تعطي الشرعية للإحتلال الإسرائيلي... .
وقال إن الشعب الفلسطيني يأمل في «اتخاذ خطوات عملية وملموسة وعاجلة تترجم التزامكم القومي والديني تجاه قضية القدس الشريف والمقدسات الإسلامية والمسيحية في فلسطين وحماية للأمن القومي العربي ومستقبل الأمة العربية كما يناشد الجميع قادة وحكومات وشعوباً التأكيد على الثوابت التي تم الإتفاق عليها في مؤتمرات القمم العربية والإسلامية وعدم الإنحياز والشرعية الدولية بالنسبة للشعب الفلسطيني وقضيته العادلة وبالنسبة إلى القدس الشريف»... .

- الرسالة الرابعة : رسالة من الزعيم ياسر عرفات إلى الرئيس زين العابدين بن علي بتاريخ 1992/05/05 بمناسبة اقتراب موعد انعقاد اللجان المتفرعة عن المؤتمر متعدد الأطراف الخاص بالشرق الأوسط، وقد أعرب في مستهلها «باسم شعب فلسطين المجاهد المرابط عن «تقديرنا لفخامتكم ولبلدكم الشقيق على دوركم في دعم قضية القدس والقضية الفلسطينية وشعبها المجاهد وعلى حرصكم لتطوير أواصر التنسيق والعمل العربي المشترك خاصة في هذه الظروف البالغة الدقة والخطورة بهدف تحقيق أهدافنا الوطنية والقومية المشتركة» .

وأكد أنه «تقديرنا من أهمية الدور العربي في توجيه مسار هذا المؤتمر وتحديد نتائجه فإننا نؤكد على الضرورة القصوى للتنسيق والتدارس معاً حول الموقف من هذا المؤتمر والمشاركة فيه والسير في أعماله»... ثم تحدث عن «الأمور التي نستشعر أهميتها الفائقة بالنسبة لنا كشعب فلسطيني وأمة عربية وقضية مقدسة» فعددها فيما يلي: ضرورة توسيع التمثيل الفلسطيني في المؤتمر متعدد الأطراف ليشمل شعب فلسطين في الوطن والشتات والقدس، ضرورة مشاركة الأمم المتحدة مشاركة حقيقية وفعالة باعتبارها الهيئة الراعية للشرعية الدولية، وضرورة إفراد القدس باعتبارها

والتكاتف مع جهاد شعبنا الفلسطيني وانتفاضته الشعبية المباركة وصولاً الى تحقيق أهدافنا في التحرير والإستقلال بالإستناد إلى مبادئ الشرعية الدولية الواحدة والمعيار الواحد لتطبيق قرارات الأمم المتحدة الخاصة بالقضية الفلسطينية وكما طبقت في أزمة الخليج». ثم أكد «أن منظمة التحرير الفلسطينية تتوجه لسيادتكم وللإخوة القادة المغاربة في اجتماعهم في هذا الظرف التاريخي وكلها أمل في تعزيز وتطوير دعمكم لحماهير شعبنا الفلسطيني الذي يخوض انتفاضته المباركة وذلك لتقوية كل أسباب الصمود وتصاعد النضال ضد الإحتلال الإسرائيلي وللتصدي لجرائمه ومجازره التي يرتكبها بحق أطفالنا ونسائنا وبحق مقدساتنا الإسلامية والمسيحية ولتحقيق النصر في معركة الحرية والإستقلال وحماية المقدسات»...

– **الرسالة الثالثة** : رسالة «عاجلة» من الزعيم ياسر عرفات إلى الرئيس زين العابدين بن علي بتاريخ 1991/07/31 نبّه فيها إلى «التطورات والمتغيرات الكبيرة والخطيرة التي تمر بها قضية شعبنا وأمتنا من جراء تسارع وتيرة التحركات والخطوات التي تقوم بها الولايات المتحدة الأمريكية والتي تراعي فقط مصالح اسرائيل على حساب وجود وحقوق شعبنا الفلسطيني وأمتنا العربية، فالتحركات الجارية التي تقود خطواتها الإدارة الأمريكية حددت اتجاهها بمسارين يصبان معاً في خدمة تكريس الإحتلال الإسرائيلي وتطبيع علاقاته مع العرب وتغييب الحقوق الوطنية للشعب الفلسطيني وقضية القدس واستبعاد الممثل الشرعي للشعب الفلسطيني عن مؤتمر السلام».

وأوضح أن «المسار الأول والأساسي يهدف إلى تطبيع العلاقات العربية الإسرائيلية»... وأن «المسار الثاني يتعلق شكلاً بالقضية الفلسطينية وهو ليس أكثر من تأمين غطاء فلسطيني لتمرير عملية التسوية المبرمجة مع إقصاء كامل لمنظمة التحرير الفلسطينية الممثل الشرعي الوحيد لشعبنا من عملية التسوية

وكنماذج من هذه الرسائل اخترت أن أورد لكم الرسائل الأربعة التالية :

- **الرسالة الأولى :** رسالة موجهة من الزعيم ياسر عرفات إلى الرئيس الحبيب بورقيبة في كانون أول / ديسمبر 1986 بخصوص وضع المخيمات الفلسطينية في لبنان، وقد جاء في هذه الرسالة التي كانت موضوع جلسة جمعت خاصة بين الرئيس والوزير الأول رشيد صفر ووزير الخارجية الهادي المبروك ووزير الداخلية زين العابدين بن علي، ما يلي : « لقد تابع شعبنا الفلسطيني بكل اعتزاز وتقدير اهتمامكم المباشر بما تتعرض إليه مخيماتنا في لبنان من حصار زاد حول بعضها على الشهرين ونصف الشهر، مع كامل تقدير شعبنا داخل وخارج أراضيها المحتلة للدور الذي تقوم به تونس بقيادةكم مع قضية شعبنا العادلة وإننا لوثقون يا فخامة المجاهد الأكبر أنه بناء على توجيهاتكم الكريمة ستتابع تونس وحكومة تونس الشقيقة هذه الجهود المباركة خاصة لما لفخامتكم من تقدير واحترام على الصعيدين العربي والدولي وإننا لنرجو يا فخامة الرئيس أن نتمكن عبر الجامعة العربية من العمل المثمر لحقن الدم الفلسطيني والدم اللبناني»⁶.

- **الرسالة الثانية :** رسالة موجهة من الزعيم ياسر عرفات إلى الرئيس زين العابدين بن علي بتاريخ 1991/03/05 بمناسبة إنعقاد قمة الدول المغاربية في ليبيا وقد عبر فيها عن « ثقتنا العميقة بحكمة الإخوة القادة الذين يضمهم هذا اللقاء الهام وإسهامهم العالي في تمكين الأمة بأسرها من تجاوز المحنة التي أوجدتها أزمة الخليج والحرب العدوانية التي تمخضت عنها ضد العراق من أمريكا وحلفها الأطلسي وأهمية التغلب على ما تواجهه أمتنا من عقبات جديدة في طريقها... »

وأضاف أبو عمّار قائلاً : « كما يحدونا الأمل في بلورة دور متميز لدول المغرب العربي وشعوبها لمواصلة مسيرة الإسناد

6. انظر جريدة « العمل » التونسية بتاريخ 1986/12/16.

العمل المسلح خارج فلسطين المحتلة فقال : « نحن ارتكبنا مخالفات في العمل الخارجي، ولكن العمل في الداخل سيظل مقدّسا ورغم تصريح أبو عمار فإنه قد تحدث تجاوزات أو ردود فعل على أعمال مسلحة ضدنا » .

والفقرة التي أوردناها على لسان السيد الباجي قائد السبسي ترددت فقرات مثلها على ألسنة الوزراء الذين تعاقبوا بعده على وزارة الشؤون الخارجية، وكمثال على ذلك نورد فيما يلي فقرة من حديث أدلى به السيد الهادي المبروك في 1987/01/08 الى جريدة «الانباء» الكويتية : « أهلا وسهلا بمنظمة التحرير الفلسطينية كقيادة سياسية لا كقوة عسكرية وهي متواجدة فعليا في تونس فهنا الآن أبو اللطف وأبو اياد وأبو مازن وغيرهم » ...

والمطالع لأرشيف وزارة الشؤون الخارجية على امتداد فترة إقامة القيادة الفلسطينية في تونس لا بد أن يلاحظ، أولا، أن التنسيق بين تونس وبين القيادة الفلسطينية بلغ درجة عالية من الانتظام والكثافة، فقد كان المسؤولون الفلسطينيون يترددون على الوزارة باستمرار إما للإعلام بالمستجدات، أو الاستشارة في بعض الأمور، أو طلب تحرك ما، أو تنسيق موقفي الجانبين في أفق بعض الاجتماعات الإقليمية والدولية، أما من الجانب التونسي فقد كان التنسيق مع نظيره الفلسطيني يعني النصح، والاقتراح، وأحيانا التدخل أو التوسط لدى أطراف أخرى من أجل حل بعض الإشكالات أو تيسير بعض الأمور .

وعلى صعيد ثان كان هناك تبادل مكثف للرسائل بين رئيسي الجمهورية التونسية (الرئيس الحبيب بورقيبة ثم الرئيس زين العابدين بن علي) وبين الرئيس ياسر عرفات إما للإعلام فيما يتعلق ببعض الأحداث الهامة أو للإعراب عن رغبة الجانب الفلسطيني في قيام تونس بتحريك معين، على غرار السعي من أجل عقد قمة عربية، أو إعطاء الأهمية اللازمة لموضوع ما في بعض المحافل الإقليمية أو الدولية ...

تواجههم فيها، كما كان زوار الجانب الفلسطيني يحرصون على التواصل مع المسؤولين التونسيين لا فقط لأهداف ثنائية بل لبحث قضايا المنطقة وفي مقدمتها القضية الفلسطينية .

● أن تونس بحكم احتضانها في ذات الوقت لجامعة الدول العربية والقيادة الفلسطينية تحولت إلى قطب إعلامي كبير حيث تكثف عدد المكاتب الاعلامية والمراسلين المقيمين فيها كما كان الصحفيون والإعلاميون من مختلف دول العالم يأتون إليها إما للاتصال بالمسؤولين في الجامعة أو القادة الفلسطينيين أو بكليةهم .

● أن مجمل هذه العناصر متضاربة وقرّ للقيادة الفلسطينية مناخاً ملائماً لتكثيف عملها السياسي والدبلوماسي في تونس وبالانطلاق منها، مدشّنة بذلك مرحلة جديدة في تاريخ النضال الفلسطيني .

وربما لا نخطئ إن قلنا إن القيادة الفلسطينية عندما قررت المجئ إلى تونس كانت تعي جيداً أنها ستبدأ أسلوباً جديداً في مقارنة العلاج المطلوب للقضية الفلسطينية خاصة وأن الحكومة التونسية حرصت منذ البداية على أن تتفق معها على ما سماه السيد الباجي قائد السبسي الذي كان، كما أسلفنا، يتقلد منصب وزير الشؤون الخارجية « طريقة العمل الفضلى »، ففي محادثة مع السيد حكم بلعوي مدير مكتب منظمة التحرير الفلسطينية بتونس يوم 23 تشرين اول / أكتوبر 1985 أي بعد ثلاثة أسابيع من العدوان الاسرائيلي على حمام الشط قال ما يلي : « نريد أن نكون معكم على اتفاق بشأن طريقة العمل الفضلى فنحن لا نعتقد أن تونس تستطيع أن تكون ساحة لمساعدتكم على الكفاح المسلح، وعليكم الاستفادة من مركزها الدولي ومكانتها المشعة في نضالكم السياسي فيكون إذن مقركم السياسي بيننا وتجنّبوا العسكريات التي لها ساحات أخرى أنجع لتحقيق أهدافكم » .

وفي محادثة تالية بينهما في 08 تشرين ثاني / نوفمبر 1985 تطرق السيد حكم بلعوي إلى قرار الرئيس ياسر عرفات نبذ

ياسر عرفات وعناصره وإخراجهم من بيروت سالمين، فإننا نلاحظ أن اختيار الانتقال إلى تونس دون غيرها من العواصم العربية العديدة يحمل في طياته عدة دلالات ربما يكون أهمها الاعتراف بحصافة الرئيس الحبيب بورقيبة وبعد نظره، خاصة وأن مجريات الغزو الإسرائيلي للبنان دلت على غياب التضامن العربي الفعال، وعجز العرب عن توظيف قدراتهم العسكرية والاقتصادية في الوقوف إلى جانب عاصمة عربية تحتل تحت أنظارهم، فما بالك بالوقوف إلى جانب الشعب الفلسطيني الذي مرت على نكبته عقود من الزمن. ومهما يكن من أمر فإن ما ينبغي التشديد عليه هو أن انتقال الرئيس ياسر عرفات إلى تونس جاء في وقت تحوّلت فيه تونس إلى وجهة دبلوماسية وسياسية وإعلامية ذات أهمية بالغة على الصعيدين الإقليمي والدولي، فهي إلى جانب شبكة العلاقات الجيدة التي كانت تربطها مع مختلف دول العالم، والتي كانت في حد ذاتها تمكنها من الاضطلاع بدور حيوي في مساندة القضية الفلسطينية، استطاعت، باحتضانها لمقر جامعة الدول العربية التي انتقلت من القاهرة إلى تونس في أعقاب ابرام اتفاقيات كامب ديفيد، أن ترسخ هذا الدور وأن تعمّقه وأن توسع نطاقه بفضل تضافر العديد من العناصر التي يمكن أن نُحوصل أهمها فيما يلي :

- أن وجود القيادة الفلسطينية في تونس يسر عليها التشاور والتنسيق السياسيين معها في مختلف شؤون القضية الفلسطينية ومستجداتها.

- أن وجود جامعة الدول العربية في تونس وكون السيد الشاذلي القليبي الأمين العام للجامعة تونسيا ساعدا الحكومة التونسية على تلبية العديد من رغبات الجانب الفلسطيني فيما يتعلق بالتحركات العربية والدولية التي كان ينبغي القيام بها في مواجهة الأحداث والأوضاع المتعاقبة.

- أن زوار تونس من كبار المسؤولين من مختلف دول العالم كانوا يحرصون على التواصل مع الجانب الفلسطيني خلال

الدولية والتمسك بها أساساً لحل القضية الفلسطينية وشهدتم اليوم أنها المدخل الأنجع، فتأملوا جيداً في ذلك وانظروا فيما جاء بعدها من مشاريع تنطوي كلها أو بعضها على ما يتماشى ومصالحتنا واغتنموا الفرصة فهي سانحة وابحثوا لكم عن طريقة توفر تبني المجموعة الدولية لرأيكم وتلزمها بضمان تنفيذه واصبروا وصابروا واجمعوا لأنفسكم ما يعزز مساعدكم وحجتكم»⁴.

ويروي السيد الباجي قائد السبسي في كتابه « الحبيب بورقيبة، المهم والأهم » أنه التزاماً من تونس بقرارات قمة فاس شارك هو شخصياً بصفته وزير الشؤون الخارجية حينئذ، « في البعثة التي ترأسها الملك الحسن الثاني إلى الرئيس ريغان والبعثات التي ترأسها العاهل الأردني الملك حسين إلى الرئيس ميتران في باريس، والرئيس أندرووبوف في موسكو، والرئيس زيانغ تشاو السكرتير الأول للحزب الشيوعي الصيني في بكين. أما بالنسبة للبعثة التي التقت بمارغريت تاتشر وكانت برئاسة الملك حسين فقد مثل تونس فيها محمود المستيري (كاتب الدولة للشؤون الخارجية) وكنت قررت في البداية عدم مشاركة تونس بسبب رفض تاتشر مباشرة استقبال ممثل منظمة التحرير الفلسطينية إذ أن البعثة لا معنى لها مبدئياً دون أبو مازن بينما منظمة التحرير الفلسطينية هي في صميم المشكلة، وأدى إصرار الزملاء العرب إلى حل وسط، وقد فهم محمود المستيري باعتباره دبلوماسياً دون شك أبعاد قرارنا»⁵.

وقد تكرر مثل هذا الموقف المبدئي في مناسبات لاحقة عديدة كما سنرى فيما بعد .

ودون الوقوف مطوّلاً عند الجهود الدبلوماسية الحثيثة التي بذلتها تونس عربياً ودولياً في العديد من كبريات العواصم وخاصة في العاصمة الفرنسية باريس، من أجل فك الحصار عن الرئيس

4. انظر كتاب « الحبيب بورقيبة، المهم والأهم »، الباجي قائد السبسي، دار الجنوب للنشر

تونس سنة 2011، ص 477/478.

5. انظر المرجع السابق، ص 245.

بسبب الخلافات العربية - العربية حول مشروع الأمير فهد للسلام، والثانية فيما بين 6 و9 أيلول / سبتمبر 1982، والتي قررت « ترميم البناء المتداعي للنظام العربي»، واعتماد هذا المشروع الذي سمي بـ« الخطة العربية للسلام» والذي يقوم على النقاط الثماني التالية :
1 / انسحاب إسرائيل من جميع الأراضي العربية التي احتلتها عام 1967، بما فيها مدينة القدس .
2 / إزالة المستوطنات التي أقامتها إسرائيل في الأراضي العربية المحتلة بعد عام 1967 .
3 / ضمان حرية العبادة وممارسة الشعائر الدينية لجميع الأديان في الأماكن المقدسة .
4 / تأكيد حق الشعب الفلسطيني في تقرير مصيره، وممارسة حقوقه الوطنية الثابتة بقيادة منظمة التحرير الفلسطينية ممثله الشرعي والوحيد وتعويض من لا يرغب في العودة .
5 / إخضاع الضفة الغربية وقطاع غزة لفترة انتقالية تحت إشراف الأمم المتحدة ولمدة لا تزيد على بضعة أشهر .
6 / قيام الدولة الفلسطينية المستقلة وعاصمتها القدس الشريف .

7 / يضع مجلس الأمن الدولي ضمانات سلام بين جميع دول المنطقة بما فيها الدولة الفلسطينية المستقلة .
8 / يقوم مجلس الأمن الدولي بضمان تنفيذ تلك المبادئ .
والى جانب ذلك قررت القمة تكوين لجنة من المملكة العربية السعودية، وسوريا، والأردن، والمغرب، وتونس، والجزائر ومنظمة التحرير الفلسطينية، للاتصال بالدول دائمة العضوية في مجلس الأمن الدولي للتعرف على مواقفها من الخطة ثم عرض نتائج اتصالاتها ومساعدتها على الملوك والرؤساء بكيفية منتظمة .
وتجدر الملاحظة أن الرئيس الحبيب بورقيبة لم يتمكن من المشاركة في القمة لأسباب صحية غير أنه وجه إليها رسالة مما جاء فيها خاصة قوله : « لقد دعوتكم منذ عشرين سنة إلى قبول الشرعية

في البداية أريد أن أعود بكم إلى سنة 1965 وبالتحديد إلى الخطاب الشهير الذي ألقاه الرئيس الحبيب بورقيبة في مدينة أريحا والذي دعا فيه الشعب الفلسطيني إلى النسخ في كفاحه على منوال تونس في كفاحها من أجل التحرر من ريقه الاستعمار الفرنسي... ولن أقرأ عليكم هذا الخطاب الذي أثار في ذلك الوقت عاصفة عاتية من التهجم على قائله، لكنني سأتوقف فحسب عند هذه الفقرة التي جاءت في آخر الخطاب :

يقول الرئيس الحبيب بورقيبة : « هذه هي نصيحتي التي أقدمها لكم ولكل العرب حتى تضعوا في الميزان لا العاطفة والحماس فقط، بل وكذلك جميع معطيات القضية بناء على ما قاله لكم رجل نزيه لا تشكون في صدقه وإخلاصه وتفانيه، وهكذا نصل إلى الهدف ولا نبقى سبع عشرة سنة أخرى أو عشرين سنة نردّد (الوطن السليب... الوطن السليب...) دون جدوى»³.

ولعل الأمر العجيب الذي ينبغي أن نلاحظه من خلال هذه الفقرة هو أن انتقال القيادة الفلسطينية من بيروت الى تونس في العاشر من شهر آب / أوت 1982 تم بالتحديد بعد سبع عشرة سنة من الخطاب الذي ألقاه الرئيس الحبيب بورقيبة في أريحا، ومثلما هو معلوم جاء هذا الانتقال، على الصعيد الفلسطيني، في ظرف ازدادت فيه القضية الفلسطينية تعقيدا بشكل غير مسبوق، حيث تعاقبت عليها الأحداث المؤلمة، فبعد نكسة 1967 واحتلال الضفة والقطاع، وبعد أيلول الأسود في الأردن، واندلاع الحرب الأهلية في لبنان، جاء إقدام مصر على إبرام اتفاقيات كامب ديفيد، ثم اندلاع حرب الثماني سنوات بين العراق وإيران، واجتياح الجيش الإسرائيلي لبيروت، ومحاصرته للزعيم ياسر عرفات وعناصره فيها.

أما على الصعيد العربي فإنه جاء بالتزامن مع انعقاد قمّتي فاس الأولى في 15 تشرين الثاني / نوفمبر 1981، والتي أرجعت

3. انظر كتاب «صفحات دبلوماسية من تاريخ تونس المعاصر، محمد فريد الشريف، المطبعة العصرية، سنة 2014، ص 254.

في هذا الوداع أحبك يا تونس أكثر مما كنا نعرف
نرسب في صمت الوداع الحزين شفافية تجرح ونُصفي كثافة مركزة
إلى حد العتمة التي تحل بالعشاق
ما أجمل الأسرار الكامنة وراء الباب الموارب، وراء بابك وهو المساحة
المثالية لتعامل الشاعر الحاذق مع العناصر التبادلية للقصيدة.
فهل نقول لك شكرا؟!
لم أسمع عاشقين يقولان
لم أسمع أبدا عاشقين يقولان شكرا ولكن شكرا لك لأنك أنت من
أنت.
حافظي على نفسك يا تونس.
سنلتقي غدا على أرض أختك : فلسطين.
هل نسينا شيئا وراءنا؟!
نعم، نسينا القلب وتركنا فيك خير ما فينا، تركنا فيك شهداءنا
الذين نوصيك بهم خيرا
نوصيك بهم خيرا

بهذه الكلمات الرقيقة المرهفة تحدّث شاعر فلسطين
الكبير محمود درويش عن تلك اللحظة الفارقة في تاريخ القضية
الفلسطينية، لحظة الانتقال من تونس إلى ما سماه «موطئ القدم
الأول» في فلسطين...
فكيف أمكن لهذه اللحظة الفارقة أن تتحقق؟ وماذا كان
دور تونس في تحقيق هذه اللحظة؟..
هذا ما سأحاول الإجابة عنه في هذه الورقة.

كيف كانت تونس طريقا إلى «غزة - أريحا أولا»^{1؟}

محمد ابراهيم الحصري²

كيف نُشفى من حب تونس
كيف نشفى من حب تونس الذي يجري فينا مجرى النفس
لقد رأينا في تونس من الألفة والحنان والسند السمح ما لم نر في
أي مكان آخر
لذلك نخرج منها كما لم نخرج من أي مكان آخر
نقفز من حضنها إلى موطن القدم الأول
في ساحة الوطن الخلفية
بعد ما تجلت لنا فيها
في البشر والشجر والحجر
صور أرواحنا المحلقة كعاملات النحل على أزهار السياج البعيد

1. قدمت هذه الورقة في مؤتمر « دور المغاربة في الثورة الفلسطينية » المنعقد بالاشتراك بين مركز جامعة الدول العربية بتونس وكلية الآداب في جامعة القدس المفتوحة برام الله يوم الاربعاء 2017/05/10 .

2. سفير تونسي سابق .



محتوى القسم العربي

□ محمد ابراهيم الحسايري

كيف كانت تونس طريقا إلى «غزة - أريحا أولا»؟ 5



دراسات دولية

مجلة تصدر كل ثلاثة أشهر

عدد 132-133

جوان 2017

الهيئة المديرة لجمعية دراسات دولية

رئيس :	عز الدين قرقي
نائب رئيس :	سالم الفوراتي
كاتب عام :	بويكر بن فرج
كاتب عام مساعد :	عبد الحميد بوحوالة
أمين مال :	عدنان دامرجي
أمين مال مساعد :	خالد بوزقندة
عضو :	رياض زغل
عضو :	منذر مامي
عضو :	هادي بن نصر
عضو :	منصف بعتي
عضو :	محمد العويطي

العنوان البريدي : ص، ب، 156 تونس البلقيدير 1012

البريد الالكتروني : aei@topnet.tn

الموقع الالكتروني : www.aei-tn.org

عنوان المقر : عمارة بابل، مدرج ب، الطابق الأول، مونيليزير، تونس

الهاتف : 71 901 683 (216)

الفاكس : 71 906 793 (216)

تصميم : توفيق الساسي / طبع : السانباكت

تم طبع هذا العدد بمساهمة منظمة فريدريش إيبيرت

© جمعية دراسات دولية

تونس - جوان 2017

ردمد عدد 03308758

دراسات دولية

عدد 132-133
جوان 2017

المؤسس: الرّشيد إدريس

المدير المسؤول
عزالدين القرقني

رئيس التحرير
بوبكر بن فرج

مجلة تصدر عن جمعية الدراسات الدولية